



Revue Dialectique des intelligences

Numéro 9, Premier semestre 2021

Dossier thématique :

Le Tchad à la croisée des chemins. Résistances des forces anti-démocratiques et défis d'émancipation politique et stratégique



Etude en hommage au Pr Alain FOGUE TEDOM

<http://www.capedassociation.org>

Efoulan. BP: 8704 Yaoundé 14 – Cameroun

SOMMAIRE :

INTRODUCTION :.....	5
<i>L'industrie pétrolière et les sens de la continuité politique au Tchad</i>	<i>8</i>
<i>L'impact de l'indépendance-coopération dans la construction de l'instabilité politique et l'émergence d'une personnification du pouvoir au Tchad</i>	<i>28</i>
<i>Le Tchad, modèle d'inculture stratégique en Afrique noire francophone.....</i>	<i>44</i>
<i>La stabilité structurelle dans l'émancipation stratégique des États africains. Le cas du Tchad.....</i>	<i>62</i>
<i>Le soutien de la France au Conseil Militaire de Transition (CMT) Tchadien : expression de la sauvegarde de la puissance française dans une Afrique Centrale en pleine reconfiguration</i>	<i>85</i>
<i>La garde présidentielle sous Idriss déby : entre fragilité et inconsistance stratégique</i>	<i>96</i>
<i>Surdité politique et cécité stratégique des dirigeants africains : le cas du Tchad</i>	<i>112</i>
<i>Géostratégie de la démocratie au Tchad : entre alliance hégémonique des forces anti-démocratiques et défis d'émancipation politique et stratégique (1990-2021).....</i>	<i>124</i>
<i>La transition politique au Tchad après la disparition de Midei</i>	<i>136</i>

Présentation de la Revue :

La revue *Dialectique des Intelligences* est une revue scientifique produite par le Centre Africain d'Études Stratégiques pour la Promotion de la Paix et du Développement (CAPED). Son centre d'intérêt épouse les contours de la fin de la guerre froide avec ses mutations complexes. Si son cadre géographique est l'Afrique au sud du Sahara, elle accueille aussi les analyses et les études relevant des études internationales et stratégiques en provenance d'autres régions du monde.

A partir de la profonde conviction qu'il existe une interdépendance entre la sécurité, la paix, la démocratie et le développement économique de l'Afrique Noire, *Dialectique des Intelligences* reçoit et examine en priorité les analyses et débats qui portent sur la sécurité internationale, la politique étrangère, la gouvernance, et notamment la gouvernance du secteur des industries extractives et de la sécurité, la protection des consommateurs et de la concurrence, l'intelligence économique, l'économie internationale, la paix et la démocratie.

Animée par un comité de rédaction et un comité scientifique international, la revue publie généralement des numéros thématiques dont l'appel à textes est issu de discussions au sein du comité de rédaction ou de propositions du comité scientifique international. Elle reçoit aussi des articles hors thèmes. La revue publie deux numéros thématiques par an. Le Directeur de la revue est le Professeur Alain FOGUE TEDOM, spécialiste des Relations Internationales et Stratégiques, Directeur exécutif du CAPED, Membre fondateur de l'*International Society for Military Ethics in Africa* (AFRICA-ISME), Membre Associé de l'*International Society for Military Ethics in Europe* (EURO-ISME).

Équipe de Rédaction :

- Dr Severin TCHETCHOUA TCHOKONTE ;
- Dr Théophile Mirabeau NCHARE NOM ;
- Dr Joseph Thierry OKALA EBODE ;
- Dr Fabrice NOAH NOAH ;
- Dr Serge Éric DZOU NTOLO ;
- Dr Chantal EMBIEDE EBALA ;
- Mme Mireille Nicole MELONO ELLA ;

Responsable de la Traduction : Roger NOAH

Comité Scientifique :

- Recteur Roger TSAFACK NANFOSSO (Professeur d'économie);
- Doyen Magloire ONDOA (Professeur de droit public);
- Doyen Henri WAMBA (Professeur d'économie);
- Doyen Charles Etienne LEKENE NDONFACK (professeur de droit public).
- **Professeurs :**
- Jean Emmanuel PONDI (Professeur de Relations Internationales);
- Grégoire JIOGUE (Professeur de Droit privé);
- Gérard PEKASSA NDAM (Professeur de Droit public);
- Vincent Joseph NTUDA EBODE (Professeur de Relations Internationales et Stratégiques);
- Issa SAIBOU (Professeur d'Histoire et spécialiste des questions de sécurité);
- Manassé ABOYA ENDONG (Professeur de Science Politique);
- Eustache AKONO ATANGANE (Professeur de Science Politique).
- **Docteurs :**
- Jean Pierre MELOUPOU (Capitaine de Vaisseau ®, Ancien Directeur du Centre du Renseignement Militaire (CRM), Enseignant associé des Universités,)
- Lavenir Jacques Didier MVOM (Colonel ®, Diplomate, Spécialiste des questions de sécurité) ;
- Christian MODJEL (Diplomate) ;
- Richard KEUKO (politiste).
- **MM/ Mme :**
- Christian PENDA EKOKA (Ingénieur polytechnicien et Senior économiste) ;
- Jean BANIARA YOYANA (Ancien Magistrat, Ancien membre du gouvernement Tchadien, Juriste),
- Claudine SIGAM (Senior-Experte des industries extractives) ;
- Guillaume CHEDJOU TANKAM (colonel, spécialiste des questions de défense).

INTRODUCTION :

Ce numéro de *Dialectique des Intelligences* se propose d'interroger les dynamiques politiques et stratégiques complexes et fort diverses qui ont concouru à la récente mort du président tchadien Idriss Déby Itno. En effet, le décès tragique du président tchadien Idriss Déby Itno, le 20 avril 2021, dans les circonstances encore non élucidées, ouvre une période d'incertitude et charrie d'importants enjeux politiques et stratégiques. Cette disparition est l'expression la plus aboutie des soubresauts politiques, de l'instabilité chronique qui jalonnent l'histoire politique du Tchad depuis son accession à l'indépendance et des batailles géostratégiques que se livrent les grandes puissances pour le contrôle du pétrole de ce pays hautement stratégique. Le refus du président Hissène Habré d'implémenter les résolutions issues des travaux de la conférence franco-africaine de la Baule, de juin 1990, a contribué à fissurer les liens entre celui-ci et la France. Bien plus, le désir du président Habré de confier l'exploitation du pétrole tchadien aux firmes américaines a suscité une véritable « levée de boucliers » des responsables politiques français qui ont, par l'entremise des forces spéciales françaises et des troupes dirigées par Idriss Déby Itno, occasionné la chute du président Habré le 01 décembre 1990. Cette « scène de ménage » entre Paris et Ndjamena n'a pas pour autant conduit, au-delà des prises de position discursives et opportunistes du président François Mitterrand, à l'arrimage du Tchad à la démocratie.

En dépit des contraintes locales et internationales, en faveur de la routinisation des principes, des pratiques et des valeurs démocratiques, le mutisme assourdissant de Paris face à la construction autoritaire de l'ordre politique et sécuritaire par Idriss Deby, a grandement contribué à l'enracinement des involutions démocratiques au Tchad. Le début de l'exploitation du pétrole, en 2003, a provoqué un profond désintérêt pour la marche vers la démocratie. Il est d'ailleurs notoire qu'au Tchad, la défense des intérêts stratégiques des grandes puissances s'est toujours faite au détriment de la stabilité de l'ordre politique. Les présidents Hissène Habré, François Tombalbaye et Idriss Deby Itno l'ont appris à leurs dépens. Il semble pourtant qu'à la suite de ses prédécesseurs, le chef de la junte militaire au pouvoir, le général Mahamat Idriss Déby Itno semble incapable d'opérer la nécessaire mue politique et stratégique susceptible d'aider le pays à se défaire des tutelles étrangères et d'arrimer le pays à la démocratie, gage de

l'exorcisation de la spirale (éternelle ?) de violence. Or une telle configuration, seul l'arrimage irréversible des responsables politiques tchadiens à la démocratie et à la compétition de puissance sont susceptibles d'aider le pays à conjurer les divers maux qui entravent son développement.

Sur cette lancée, la gestion patrimoniale de l'industrie pétrolière constitue une des principales variables explicatives de trajectoire politique erratique du Tchad. Si l'instabilité politique a longtemps retardé le lancement de la production du pétrole tchadien, l'hyper militarisation du régime Déby a favorisé la sanctuarisation des intérêts des parties. La continuité politique privilégiée dans l'ère post-Déby vise alors à assurer le *statut quo* utile à la préservation des équilibres politiques au Tchad et en dehors (Fabrice Noah Noah). En effet, l'instabilité chronique dans laquelle est plongé le pays est la conséquence de la logique d'indépendance-coopération qui a structuré l'accession de ce pays à la souveraineté internationale. L'instabilité chronique et l'extraversion de ses dirigeants ne sont en réalité que les stigmates du projet néocolonial gaulliste dans les anciennes colonies françaises d'Afrique (Jean-Claude Edjo'o Ndongo). Arrivé au pouvoir en décembre 1990 avec le soutien bienveillant de la France, le défunt président Idriss Deby Itno n'a pas réussi à stabiliser le pays. Englué dans une importante collusion avec Paris, ce dernier a priorisé la construction d'une image prestigieuse du Tchad au plan international, tout en se détournant des réels problèmes internes du pays dont il avait la charge (Marguerite Chantal Embiede Eballa). Cette inculture stratégique du président Idriss Déby Itno a fait du Tchad un véritable sanctuaire de conflits ethno-tribaux, transnationaux et internationalisés, où la véritable compétition politique se déroule entre les acteurs qui possèdent les moyens de la force des armes (Serge Eric Dzou Ntolo). Si l'armée tchadienne sous Idriss Déby est appréciée pour son rôle dans le dispositif de riposte face au terrorisme niveau régional, dans sa projection pour une paix civile durable en interne, sa configuration prédispose à la multiplication des stratégies d'une « guerre ingagnable » pour le maintien d'un pouvoir militaire clanique avec ou sans treillis entre 1990 et 2020. De ce fait, l'inconsistance au niveau interne est susceptible de fragiliser les acquis stratégiques de l'armée tchadienne dans son déploiement externe (Pierre Le Grand Nka et Ali Moukthar Ali).

Pour conjurer cette instabilité chronique, il est important de concevoir des mécanismes qui permettront au Tchad d'exercer son autorité et sa souveraineté. Ces dernières ne peuvent

avoir de sens dans ce pays que si la stabilité est pensée en termes de permanence, de solidité, de durabilité et de stratégie, et se situe au-delà des individus pour finalement entrer dans la dialectique des intelligences (Paul Amour Destin Mbeguele). La mort du président Idriss Déby Itno, et le soutien français au CMT, à la tête duquel trône le fils du défunt président de la République du Tchad, exprime la détermination de la France à préserver ses intérêts dans ce pays hautement stratégique (François Xavier Noah Edzimbi). Par ailleurs, l'insoutenable pauvreté dans laquelle est plongée une partie importante de la population tchadienne et le renoncement de ce pays à la puissance sont la conséquence de l'institutionnalisation des violences politiques qui, depuis l'accession du pays à l'indépendance ont été érigées en mode de gouvernance. La collusion des responsables politiques tchadiens avec la France et l'alliance hégémonique des forces anti-démocratiques constituent les causes les plus structurantes du bégalement de la démocratie, de la démocratisation de la violence et de la marginalisation du Tchad sur l'échiquier international (Oumarou Wali). Seulement, la mise en place controversée du CMT est un indicateur de la continuité des logiques politiques des régimes présidents et du renoncement du pays à la puissance (Oumar Abdou Abbami).

Séverin Tchetchoua Tchokonté



L'industrie pétrolière et les sens de la continuité politique au Tchad

Noah Noah Fabrice, PhD.

*Enseignant-Chercheur à l'Université de Maroua,
Chercheur Associé au Centre Africain d'Etudes
stratégiques pour la promotion de la Paix et du
Développement (CAPED)*

Résumé :

Le pétrole est une des principales variables explicatives de la trajectoire politique du Tchad. Si l'instabilité politique a longtemps retardé le lancement de la production du brut tchadien, l'hyper militarisation du régime d'Idriss Deby a favorisé la sanctuarisation des intérêts des parties. La continuité politique privilégiée dans l'ère post-Deby vise alors à assurer le *statu quo* utile à préservation des équilibres politiques au Tchad et au dehors. Pourtant, la démocratisation du pays reste le moyen le plus sûr d'éloigner le spectre des ruptures politiques violentes.

Mots clés : *Continuité politique, pétrole, Idriss Deby, transition politique, Tchad.*

Abstract :

Oil is a among the variables that explain the political history of Chad. If political instability played a key role in delaying the launch of the production of crude oil, the hyper militarization of Idriss Deby's regime helped the various actors to keep their interests. The ongoing political continuity in the post-Deby era aims, therefore, to ensure the *statu quo* useful in preserving political balances in Chad and abroad. However, democratizing the country remains the best way to avoid an attempted coup.

Key words : *Political continuity, oil, Idriss Deby, political transition, Chad.*

INTRODUCTION:

L'histoire politique du Tchad est émaillée de nombreux épisodes d'instabilité trop souvent expliqués par la fracture entre un « sud » favorisé et des régions centrales et septentrionales lésées par les premiers régimes politiques¹. Il semblait alors que le passage du pouvoir du « sud » vers le « nord », à la fin des années 1970, rééquilibrerait les rapports entre différentes identités tout en assurant une certaine stabilité au pouvoir. Il n'en a rien été, si l'on prend en compte les remous sécuritaires qu'ont connus les régimes successifs d'Hissène Habré et d'Idriss Deby². La tragédie politique que vit le Tchad traduit les difficultés d'un pouvoir autoritaire balloté entre la volonté de préserver le *statu quo* et son nécessaire arrimage au jeu démocratique. La transition chaotique qu'a connue le pays le 20 avril 2021, à la suite de la mort d'Idriss Deby, témoigne de la permanence des conditions d'une démocratie faussée. Elle s'inscrit dans le cycle des ruptures politiques violentes dont semble difficilement se défaire les régimes politiques successifs.

Le Tchad représente l'archétype du régime politique africain rusant avec les exigences démocratiques afin de préserver les avantages d'une classe politique vénale. Le pouvoir politique y est difficilement perçu comme une relation fondée sur une réciprocité d'influence³. Il s'appréhende essentiellement dans sa verticalité, comme l'apanage d'une élite dont l'Etat est l'instrument de domination⁴. Cela est d'autant plus vrai dans le cas tchadien où la découverte des premiers gisements de pétrole semble avoir éloigné l'Etat de la société⁵. C'est toute la justification du moratoire sur l'exploitation du pétrole tchadien suggéré par la société civile en

¹ Claude Frank, Lena Guesnet, « *On nous a promis développement- la misère est tout ce que nous avons* ». *L'impact du pétrole sur les dynamiques de conflit au Tchad*, Bonn International Center for Conversion, Brief 41, Juillet 2010, p.12.

² Le régime d'Hissène Habré aura connu de nombreux épisodes guerriers à partir de 1987 avant d'être renversé par Idriss Deby en décembre 1990. Ce dernier connaîtra, lui-même, plusieurs tentatives de coup d'Etat (2003, 2005, 2006, 2008) et mourra au front durant des combats avec les rebelles du Front pour l'Alternance et la Concorde au Tchad (FACT), le 20 avril 2021.

³ D. Wrong, « Some problem in defining social power », *American Journal of Sociology*, vol.73, n°6, May 1968, pp.673-674.

⁴ Robert Tremblay, « Critique de la théorie marxiste de l'Etat », *Philosophiques*, n°13, vol.2, 1986, p. 272.

⁵ Soares de Oliveira, *Oil and politics in the Gulf of Guinea*, C Hurst & Co Publishers Ltd, 2007, p.24.

vue de la création préalable des conditions d'une certaine *accountability* des responsables politiques. Il semble pourtant que la défense d'intérêts mercantiles autant que la volonté de sécuriser les approvisionnements en pétrole des grandes puissances ont eu raison de la construction d'une industrie pétrolière tchadienne envisagée comme *best practice*.

Il ne fait point de doute que l'histoire du Tchad a connu un tournant majeur avec l'entrée en production de ses premiers gisements de pétrole en juillet 2003. L'économie du pays, longtemps basée sur l'agriculture et l'élevage, est devenue profondément dépendante des revenus pétroliers (20% du PIB et plus de 80% des exportations). Une des conséquences immédiates est le taux de croissance moyen de 13,7% qu'a connue le Tchad entre 2004 et 2014. Le transport d'une partie la production pétrolière vers le port de Kribi au Cameroun, à partir d'un pipeline long de 1070 km, connecte le Tchad aux principales routes pétrolières du Golfe de Guinée. Cela lui permet de tirer les dividendes géopolitiques d'une position géographique stratégique⁶. Le développement de l'exploitation du pétrole a également assuré au Tchad de bénéficier d'importantes rentrées financières. Le gouvernement tchadien a ainsi reçu 4,3 milliards de dollars du secteur pétrolier entre 2003 et 2008 soit 250% des recettes attendues, hors revenus indirects, sur 25 ans d'exploitation. Le budget du pays est passé de 300 milliards de francs CFA à 1572.482 milliards entre 2004 et 2011.

L'afflux d'importants moyens financiers dans l'économie du Tchad a modifié les rapports des dirigeants à l'argent. Si la prédation de la fortune publique est immanente à la nature même du système politique tchadien, et ce depuis au moins Hissène Habré⁷, l'exploitation du pétrole a renforcé les logiques néo-patrimoniales. Le régime d'Idriss Deby s'est particulièrement illustré dans l'instrumentalisation de la rente grâce à une certaine centralisation du pouvoir. Dans le cas du Tchad, comme de nombreux producteurs de pétrole d'Afrique Centrale, le renforcement du pouvoir de l'Etat vise essentiellement le captage de la rente⁸. Il se construit une galaxie d'institutions soumises aux désirs du prince et participant à sa stratégie

⁶ Awoumou Côte Damien George, « Le golfe de Guinée face aux convoitises », 11^e assemblée générale du CODESRIA, septembre 2005, 15 p.

⁷ Cf. Lettre du Continent du 20/05/1999.

⁸Noah Noah Fabrice, « Contenu local et gestion des industries extractives en Afrique : un défi stratégique majeur », thèse de doctorat, Université de Yaoundé 2, Soa, 2018, 672 p ; Noah Noah Fabrice, « Industries extractives et gouvernement perpétuel en Afrique Centrale », Dialectique des Intelligences, n°02, second semestre 2016, pp.77-86.

d'instrumentalisation des revenus pétroliers. L'inféodation du Collège de contrôle et de surveillance des ressources pétrolières (CCSRP) au régime d'Idriss Deby a contribué à l'usage de la rente dans la construction d'une clientèle politique se recrutant tant dans la société civile qu'au sein de l'armée.

La continuité politique à laquelle donne lieu la transition en cours s'explique essentiellement par des considérations politiques et géopolitiques. Si le souci de quelque puissance est de s'assurer un allié local dans la lutte contre le terrorisme dans le Sahel et en Afrique Centrale, la stabilité des routes pétrolières a certainement joué un rôle essentiel dans la transmission héréditaire du pouvoir. C'est la preuve que pour les partenaires du Tchad, la stabilité de l'industrie pétrolière vaut mieux que celle de l'Etat en tant qu'institution supra-individuelle et transcommunautaire. La préservation des intérêts des acteurs assimile la stabilité du clan au pouvoir à la stabilité de l'Etat⁹. Il est donc permis de douter de la volonté réelle des partenaires du Tchad de faire du pétrole un facteur de développement. L'aveu de Loïc Simonet sur l'impossibilité du développement par le pétrole contre les régimes en place¹⁰, qui exonère les « amis » du Tchad de leur responsabilité morale et politique, est difficile à admettre. Il trahit une lecture biaisée des dynamiques pétrolières en Afrique qui induisent, au minimum, une communauté d'intérêts, et donc d'objectifs, entre le « dedans » et le « dehors ».

Cette contribution a pour objectif de réaliser une lecture de la continuité politique au Tchad à partir de la prise en compte des logiques de la géopolitique du pétrole. Non pas que la trajectoire démocratique des pays africains est déterminée, comme le pense Henry Paris, par la possession ou non de ressources extractives¹¹. Il s'agit, plutôt, de démontrer que la panne démocratique participe d'une stratégie de l'élite au pouvoir destinée à expurger du système politique les demandes pour n'en conserver que les soutiens. Le cas précis du Tchad nous permet de saisir la difficulté pour l'industrie pétrolière d'être associée au développement dans un contexte où les investissements sont soumis aux lois du *business as usual*. La responsabilité

⁹ Alain Fogue Tedom développe cette idée en rendant compte du renforcement concomitant de l'intérêt des puissances pour l'Afrique et de l'enracinement du gouvernement perpétuel. Lire à cet effet : Alain Fogue Tedom, *Enjeux géostratégiques et conflits politiques en Afrique Noire*, L'Harmattan, 2008, 418 p. et Alain Fogue Tedom, *Géostratégie américaine en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2015, 200 p.

¹⁰Loïc Simonet, « Retour sur la rupture entre le Tchad et la Banque Mondiale : ne nous trompons pas de responsable », *Etudes Internationales*, 37 (4), p.613.

¹¹ Henry PARIS, « La démocratie en Afrique subsaharienne », *Géostratégiques*, vol.10, n°25, 2009.

de l'échec du projet de développement du Tchad par le pétrole incombe, de ce fait, autant à la faiblesse des contrepouvoirs qu'à la volonté effrénée des acteurs d'ouvrir le pays à la géopolitique du pétrole. Le maintien du clan Deby au pouvoir après le décès de ce dernier témoigne du consensus entre le clan au pouvoir et les partenaires du Tchad sur la primauté du *statu quo* politique sur quelque agenda du développement qui existe.

La démonstration que nous faisons se fonde sur l'analyse de l'intérêt qu'occupe la stabilité/continuité politique dans la conduite des opérations pétrolières et singulièrement dans le cas du Tchad. Cela implique de se pencher sur les explications et les implications du retard au lancement de l'industrie pétrolière (I) et d'opérer une lecture stratégique des perspectives de démocratisation du Tchad au regard des enjeux pétroliers (II).

I- Explications et implications de la lente évolution de l'industrie pétrolière tchadienne

Le développement de l'exploitation pétrolière est tributaire d'un environnement politique dans lequel les risques d'instabilité politique sont maîtrisés. Cela s'explique par les délais généralement longs liés à la rentabilité des investissements consentis. Il apparaît donc plus important pour les investisseurs de s'assurer de la continuité politique plutôt que des externalités positives de l'exploitation pétrolière. L'histoire politique du Tchad renseigne sur l'incapacité de l'exploitation du pétrole de prospérer dans un contexte politique agité (A). C'est une des explications de la politique du « tout sécuritaire » menée par Idriss Deby au cours de ses différents mandats (B).

A. L'instabilité politique et ses implications sur le dynamisme du secteur pétrolier du Tchad

Le début de l'exploitation du pétrole de la région de Doba au début des années 2000 donne une impression de « dernière-née » à l'industrie pétrolière du Tchad. Il n'en est pourtant rien si l'on s'en tient à l'ancienneté des activités d'exploration dans le pays. Certaines informations font état du lancement des recherches dans l'*hinterland* tchadien au courant des années 1950. D'autres initiatives suivront dès 1969 dans la région du lac Tchad, à Doba,

Salamat et Sarh avec la compagnie américaine Conoco¹². Le premier puits de pétrole est creusé à Doba en septembre 1973 alors que les gisements de Kome, Miandoum et Bolobo sont découverts en 1988. Ce petit tour dans l'histoire pétrolière du Tchad permet de considérer l'intérêt que revêtait déjà ce territoire pour les compagnies pétrolières étrangères alors qu'on était encore aux premières heures des indépendances.

Il est souvent évoqué le faible intérêt économique des gisements situés à l'intérieur du continent pour expliquer leur exploitation tardive. Cela est particulièrement vrai pour le Tchad dans le contexte d'abondance précédant les chocs pétroliers des années 1970¹³. Il faut alors considérer que l'industrie pétrolière tchadienne a bénéficié d'un vent favorable du fait, d'une part, de l'intérêt stratégique des « barils marginaux » conséquence des chocs pétroliers et, d'autre part, de la disponibilité de moyens financiers importants pour la construction de l'infrastructure devant servir au transport de sa production¹⁴. L'incertitude qui caractérise la géopolitique du pétrole oblige les acteurs de l'industrie à privilégier des conditions économiques et géographiques favorables à leurs investissements. Le projet d'exploitation du pétrole tchadien n'a pas dérogé à cette règle.

Il est pourtant intéressant de souligner le poids du facteur stabilité politique dans la décision d'engager le projet pétrolier tchadien. C'est d'ailleurs le sens de la participation de la Banque Mondiale qui a apporté une garantie aux investissements consentis dans le projet¹⁵. Il est même possible d'affirmer qu'il y aurait difficilement eu un projet pétrolier tchadien sans la promesse d'une certaine stabilité politique. Le début de l'exploitation du pétrole en 2003, soit 40 ans après le forage du premier puits de pétrole, a partie liée avec l'histoire politique agitée du Tchad. Le coup d'Etat et l'assassinat de Tombalbaye en 1975 ont réduit les chances du Tchad de rester dans la trajectoire des puissances à la recherche de nouvelles routes pétrolières. La fin des projets d'exploration menés par Shell, Chevron et Exxon à la suite de l'aggravation de la guerre civile en 1979 s'explique par le désintérêt pour le pétrole tchadien.

¹² Géraud Magrin, « Le pétrole contre l'enclavement : un enjeu de la mondialisation au sud du Tchad », *Labyrinthe*, [En ligne], 16/2003, mis en ligne le 06 juin 2008. Consulté le 16 juin 2021.

¹³ *Idem*.

¹⁴ Le projet d'exploitation du pétrole tchadien est estimé à 4.2 milliards de dollars US dont 2.2 milliards affectés à la construction du pipeline Doba-Kribi long de 1070 km.

¹⁵ Loïc Simonet, *Op.cit.*, p. 599 et s.

L'absence de garantie politique quant à la stabilité des investissements pétroliers a profondément affecté la mise en route du projet tchadien. Pourtant, la constitution d'un consortium en charge de réaliser les travaux d'exploration, entre 1976 et 1978, présageait d'une entrée en production imminente. L'incertitude politique due aux défis sécuritaires que rencontre le Tchad va différer le lancement du projet. Elle sera même responsable du retrait de Chevron du consortium en 1992, et probablement de celui de Shell et d'Elf en 1999. Le projet pétrolier tchadien a ainsi souffert des luttes violentes pour le contrôle de l'appareil d'Etat. L'absence de légitimité des régimes politiques successifs, à partir du milieu des années 1970, rendait inévitable des ruptures politiques violentes. Cette instabilité limitait, indubitablement, les prétentions de potentiels investisseurs.

La décision du Conseil d'administration de la BM d'approuver le projet de développement du pipeline Tchad-Cameroun, ainsi que sa participation au financement partiel de la part des deux pays, s'explique par les garanties apportées par le régime d'Idriss Deby quant à une stabilité politique suffisante. Cela implique que le régime au pouvoir s'est engagé à garantir aux promoteurs les conditions politiques d'un retour sur investissement. Il s'agit de prévenir les situations susceptibles de remettre en question l'équilibre sur lequel reposent les accords d'exploitation. Dans le contexte tchadien, marqué par une panne de la démocratie devenue chronique, cela revient à maintenir *ad vitam aeternam* le régime au pouvoir. La permanence des conditions d'une « démocratie à la carte », plus attachée aux pratiques qu'aux valeurs de la démocratie¹⁶, a abouti à la stratégie de stabilisation de l'ordre politique par le « tout sécuritaire » et le clientélisme.

B. *Le « tout sécuritaire » et le clientélisme au service du projet de stabilisation de l'ordre politique par Idriss Deby*

Le lancement de l'industrie pétrolière, promesse de croissance et de développement pour nombre de tchadiens, n'a pas réussi à exorciser les démons de l'instabilité. Les engagements pris par le régime d'Idriss Deby promettaient pourtant d'apaiser le pays. La loi 001/PR/99 portant gestion des revenus pétroliers prévoyait d'allouer des moyens à la lutte contre la

¹⁶ Zaki Laidi, « Mondialisation et démocratie », *Politique étrangère*, 3/2001, 66^e année.

pauvreté ainsi que la création d'un fonds pour les générations futures¹⁷. Par ailleurs, 80% de la rente était destiné à des secteurs prioritaires (éducation, santé, affaires sociales, développement rural et environnement, eau). Un Comité de surveillance était également prévu afin de contrôler la qualité de la dépense publique impliquant la rente. Cette répartition des revenus pétroliers, réalisée en collaboration avec la BM, témoignait de la volonté du pouvoir de conjurer la « malédiction des ressources » dont sont victimes nombre de producteurs. Il se trouve, pourtant, que près de 20 ans après le début de l'exploitation du pétrole, l'embellie attendue n'a pas eu lieu.

S'il est un fait indéniable, c'est que l'exploitation du pétrole n'a pas abouti à la réduction de la pauvreté et des inégalités qui caractérisent la société tchadienne. Certes, le faible impact des revenus pétroliers peut être expliqué par l'exposition du secteur aux aléas du marché international. Il reste que la « malédiction du pétrole » qui touche le Tchad tient essentiellement d'une gestion patrimoniale et inconséquente de l'or noir. Les revenus issus de l'exploitation du pétrole sont affectés prioritairement à l'entretien du clan du président et d'une clientèle politique nombreuse. La relation quasi nécessaire entre dynamiques de pouvoir et pétrolières a entraîné la modification de la constitution en 2005, ôtant la limitation à deux du nombre de mandats présidentiels, alors que le pays atteignait le pic de sa production. Cette obsession pour le contrôle de la rente, considérée par le clan Deby comme un facteur de stabilité du pouvoir, a entraîné la Société des Hydrocarbures du Tchad (SHT) à contracter un prêt de 1,4 milliard de dollars gagé sur la future production pétrolière auprès de Glencore en 2014. La chute des cours du pétrole qui commence la même année plonge le Tchad dans une profonde crise économique sans qu'il ne soit constaté une volonté politique suffisante en faveur d'une gestion transparente de la rente.

La modification des priorités en matière de dépenses publiques dès 2005 a permis au régime d'Idriss Deby de consacrer une partie des revenus pétroliers au secteur de la défense. Il est ainsi devenu, avec les infrastructures, un des secteurs de dépense les plus importants de l'Etat. Les dépenses militaires sont passées de 6.5 milliards de francs CFA à 147 milliards entre

¹⁷ Ratabaye Tordeta, « L'utilisation viable des ressources naturelles pour le développement : le cas du pétrole tchadien », in J. Christophe, Boungou B., Abedelali Bensaghir Naciri (Dir), *Repenser les économies africaines pour le développement*, CODESRIA, 2010, pp.197-210.

2000 et 2009¹⁸. Cette frénésie dépensière se vérifie aisément si on regarde les chiffres des importations d'armes qui ont été multipliés par cinq entre la période ante-pétrolière (1999-2003) et les premières années de production (2004-2008). Le Tchad s'est ainsi hissé à 27^e place en matière de dépenses militaires. En 2006, soit quelques mois après la modification unilatérale de la loi sur la répartition de la rente, le pays a affecté 4.2% de son Produit intérieur brut aux dépenses militaires se classant ainsi juste derrière les Etats-Unis (4.6%)¹⁹. La déclaration de l'état d'urgence a participé au renforcement desdits frais par le mécanisme des dépenses extrabudgétaires évaluées à plus de 300 millions de US dollars en 2008²⁰.

Le régime d'Idriss Deby a souvent justifié la réaffectation des fonds pétroliers par les nombreux problèmes sécuritaires auxquels fait face le Tchad²¹. S'il est difficile de dénier à un Etat le droit d'assurer la défense de son territoire, le cas tchadien confirme la tendance « naturelle » des pays pétroliers africains à multiplier les dépenses liées à la sécurité²². Ce boum des dépenses sécuritaires s'inscrit généralement dans un contexte peu démocratique. Dans le cas tchadien, il a été nécessaire à Idriss Deby de renforcer son emprise sur le Collège de contrôle et de surveillance des revenus pétroliers afin de s'octroyer les pleins pouvoirs en matière pétrolière. Il limitait ainsi la capacité de nuisance, même virtuelle, d'une institution censée assurer le contrepoids à la gestion de la rente par l'exécutif. La militarisation du Tchad trahit la tendance à la centralisation d'un régime politique qui s'est refermé sur lui-même au fil des années ; préférant le confort d'un « entre-soi » à l'incertitude du jeu démocratique.

L'erreur d'Idriss Deby est d'avoir surestimé l'efficacité, sur le long terme, de la stratégie de stabilisation politique par la gestion autoritaire du pouvoir. Les attaques répétées de colonnes rebelles ont servi de prétexte à la militarisation de son régime ; lui donnant l'illusion d'une sanctuarisation de son pouvoir. Pourtant, la volonté d'un régime politique d'assurer sa survie par l'hyper militarisation le mène inévitablement à sa perte. Comme l'affirme Frantz FANON, les régimes politiques fermés sont instables de par leur nature²³. Les épisodes de violence

¹⁸ Crisis Group, « Tchad : sortir du piège pétrolier », *Policy Briefing*, n°65, 26 août 2009.

¹⁹ Claude Frank, Lena Guesnet, *Op.cit.*

²⁰ *Idem*, p.9.

²¹ Loic Simonet, *Op.cit.*, p.610.

²²

²³ Frantz FANON, *L'An V de la révolution algérienne*, Maspero, Paris, 1959, La Découverte, Paris, 2001, Annexe « Pourquoi nous employons la violence ».

politique que connaît le Tchad démontrent que la stabilité par le renforcement de la puissance militaire reste un choix hasardeux. L'incapacité des forces loyalistes à empêcher l'entrée des rebelles à N'Djamena en février 2008 en est une preuve supplémentaire. Par ailleurs, la profonde dépendance stratégique du Tchad aux troupes françaises stationnées sur son sol justifie mal l'augmentation des dépenses militaires considérée comme un facteur d'autonomisation de sa défense²⁴. Il fait peu de doute que la démocratisation est l'option la moins coûteuse pour le Tchad. Ce n'est pourtant pas le choix que semble opérer le pays au regard de la transition politique d'avril 2021.

II-Enjeux pétroliers et perspectives démocratiques dans le Tchad post-Deby

Il est difficile d'analyser les perspectives démocratiques au Tchad sans prendre en compte la variable pétrolière. Même si la gestion autoritaire du pouvoir est antérieure au lancement de l'exploitation du pétrole, on peut faire le constat que l'afflux de revenus a renforcé l'intérêt pour le contrôle des positions de pouvoir. L'inexistence de contre-pouvoirs véritables crée les conditions de l'affermissement de l'Etat néo-patrimonial. Ainsi, la transition politique d'avril 2021 réduit les possibilités d'un printemps démocratique tchadien (A) au risque de rendre inéluctable une énième rupture politique violente (B).

A- La transition politique au Tchad : changer pour ne rien changer ?

Il peut paraître inutile de disserter sur les possibilités, ou non, d'un printemps démocratique dans l'après Deby au regard des conditions de la transition politique en cours. L'histoire politique agitée du Tchad serait la preuve d'une impossibilité démocratique que viendrait renforcer le soutien explicite de la France à la continuité politique. En plus d'être spéculative, cette thèse souffre d'au moins trois limites. Tout d'abord, elle ignore le caractère nécessairement dynamique des trajectoires politiques qui, dans le cas de pays tels que le Ghana,

²⁴ La France fait de la défense des régimes politiques de son pré-carré africain une constante de sa politique étrangère. Elle justifie cette intervention par l'article 35, alinéa 2 de la Constitution française et la demande explicite des chefs d'Etat concernés. C'est ainsi que la France a avoué l'intervention de Mirages 2000 de l'armée française au nord-est du Tchad du 3 au 6 février 2019. Celle-ci avait pour objectif de stopper l'avancée d'une colonne armée en provenance de la Libye.

a permis qu'un régime militaire construise les bases d'une démocratie²⁵. Sans tomber dans le fantasme des théories sur les coups d'Etat salvateurs²⁶, nous considérons qu'il n'existe pas de déterminisme démocratique ou autoritaire en fonction de la nature du régime politique qui assure la transition. Ensuite, la thèse sur l'impossibilité démocratique du Tchad trahit *l'a priori* de l'incapacité d'une Afrique des traditions de s'arrimer à la « modernité démocratique ». Considérer que la trajectoire politique du Tchad est figée c'est admettre implicitement que les tchadiens ne seraient pas prêts pour la démocratie. On peut également relever le fait que ladite thèse ne tient pas suffisamment compte de l'érosion silencieuse mais certaine des régimes autoritaires par l'action de la société civile et des pressions internationales. Il est alors possible de considérer qu'il existe des remous en faveur de la démocratie, certes fort peu audibles du fait du crépitement incessant des armes, mais dont il serait imprudent de préjuger de l'insuccès.

Ayant relevé l'erreur d'une théorie sur l'échec inéluctable de la transition démocratique au Tchad, du seul fait de l'histoire et de la nature des acteurs, il apparaît utile de s'intéresser aux limites systémiques à une transition démocratique et un développement véritables. L'émergence et le renforcement d'une gestion néo-patrimoniale de l'Etat apparaît comme un motif suffisant. Le développement de l'industrie pétrolière du Tchad s'est fait dans un contexte politique dans lequel il était difficile d'assurer l'*accountability* des acteurs. L'afflux des revenus pétroliers, dès les premières heures de l'industrie, et dans un contexte social et politique instable a renforcé chez Idriss Deby l'idée de la nécessité d'une gestion clanique de la rente. La relative lâcheté du système de contrôle de la rente, auquel échappait une partie importante des revenus²⁷, encourageait l'alimentation d'importants réseaux clientélistes. Il était alors possible d'assurer la stabilité du pouvoir non pas par la redevabilité des dirigeants politiques mais par les soutiens

²⁵ La contribution du régime de Jerry Rawlings à la construction de la démocratie ghanéenne est édifiante. Arrivé au pouvoir après un coup d'Etat en juin 1979, puis en 1981, il va se distinguer par une gestion autoritaire du pouvoir dont l'objectif aura été, in fine, de redresser le Ghana. Il a à son actif la libération de l'économie de son pays qui connaîtra un des taux de croissance les plus élevés des années 1990 ; mais aussi l'adoption d'une nouvelle constitution en 1992 et proclame la IV^e République. On lui reconnaît également l'engagement du processus de démocratisation du Ghana et l'instauration du multipartisme. Elu en 1992, puis en 1996, il se retire du pouvoir en 2000 comme le prévoit la constitution.

²⁶ Alexis ESSONO OVONO, « Armée et démocratie en Afrique, une relation ambivalente à normaliser », *Afrique Contemporaine*, vol.2, n°242, 2012, pp.120-121 et Yves Alexandre CHOUALA, « Contribution des armées au jeu démocratique en Afrique », *Revue Juridique et Politique des Etats francophones*, n°4, 2004, p. 548-574.

²⁷ Ratabaye Tordeta, *Op.cit.*

qui bénéficient du ruissellement de la manne pétrolière. Le pouvoir politique tchadien tient sa survie du caractère vicié du contrat social qui l'éloigne de la société. C'est ce qui explique le plaidoyer d'une partie de la société civile tchadienne en faveur d'un moratoire sur l'exploitation du pétrole nécessaire à la signature d'un nouveau contrat social²⁸.

Il est difficile de comprendre la lutte pour le contrôle des positions de pouvoir au Tchad au-delà des logiques rentières. Bien avant son lancement, l'industrie pétrolière a été au cœur de stratégies de patronage et d'une volonté de contrôler une zone d'influence. Le fait pour le gouvernement d'obtenir un bonus de 25 millions de dollars dont 4.5 millions pour la lutte contre la rébellion en 2000, soit trois ans avant l'entrée en production des champs de Doba²⁹, peut être interprété comme une ingérence tacite dans la gestion d'une crise interne. Il s'agissait de « sauver » un allié dont le rôle est essentiel dans la stabilité du système de captation/redistribution de la rente. On peut faire la lecture que l'octroi à des entreprises françaises de 60% des marchés liés à la préparation du projet pétrolier ; des travaux d'infrastructures à la pose du pipeline, l'acheminement du matériel et les services de communication³⁰ s'assimile à un échange de bons procédés entre alliés. Il n'est pas oiseux de souligner l'importance du secteur des infrastructures dans la stratégie de captation de la rente. S'il est avec la défense le secteur bénéficiant de la part la plus importante des revenus pétroliers³¹, c'est bien parce qu'il joue un rôle déterminant dans le clientélisme politique au Tchad³².

Dans un contexte où les choix économiques de l'ère Deby ont été insuffisamment remis en question, l'embellie pétrolière que connaît le Tchad depuis 2020 n'est pas propice à un changement de trajectoire politique. Il est même possible que le lancement de plusieurs nouveaux projets pétroliers ait décidé les détenteurs du pouvoir à le conserver à tous les prix. C'est la lecture que l'on peut faire des tensions politiques qui ont émaillé la campagne présidentielle ayant abouti à la réélection d'Idriss Deby le 11 avril 2021. Au-delà des raisons

²⁸ Antoine de Ravignan, « Tchad-Cameroun. Pour qui le pétrole coulera-t-il ? », *Hors-série de la lettre mensuelle de la FIDH*, n°295, Juillet 2000.

²⁹ Claude Frank, Lena Guesnet, *Op.cit.*, p.58.

³⁰ Antoine de Ravignan, *Op.cit.*, p.13.

³¹ Selon des chiffres de 2008. Voir Fabienne Elodie Ekobena, « Stratégie de développement : le cas du pipeline Tchad-Cameroun ? », UQAM, Juin 2008, p.33.

³² Crisis Group, *Op.cit.*, p.10.

de sécurité et d'ordre public généralement évoquées, la question du contrôle de la rente a été, sans doute, décisive dans le choix de l'ancien président de briguer un sixième mandat alors que s'amassaient des troupes de rebelles à la frontière avec la Libye. La montée d'une contestation militaire violente du pouvoir de Deby permet de juger de la permanence des tensions sociales, économiques et politiques autour de l'exploitation du pétrole au Tchad.

L'émergence d'une élite ploutocratique, se recrutant autant dans l'armée que dans la classe politique, a rendu difficile la mise en route des processus d'une transition démocratique. La confiscation de la transition politique par les militaires s'inscrit dans les logiques de fermeture, de captation et d'accumulation du régime Deby. Même si on ne saurait présumer de la volonté du président de l'Assemblée nationale, successeur constitutionnel d'Idriss Deby, d'ouvrir le Tchad à la démocratie, il reste que sa disqualification participe d'une stratégie visant à préserver les monopoles acquis. Ainsi, le Conseil Militaire de Transition fait office de soupape de sûreté aux conservateurs conscients des dangers que représente l'ouverture du jeu pour leurs privilèges.

Le coup d'Etat militaire en cours ne peut donc être compris en dehors des logiques de contrôle/captation de la rente pétrolière propres à l'establishment politique et militaire au Tchad. La survie du clan de Deby et des alliances pétrolières stratégiques impose une transition politique « souple », sans turbulence, en ce sens qu'elle limite l'incertitude au cœur du jeu démocratique. Cela n'induit pas l'inexistence des possibilités d'une transition démocratique au Tchad, voire dans l'ensemble des pays pétroliers d'Afrique centrale. Le caractère rentier et profondément patrimonialisé de l'Etat créé les conditions d'un marchandage entre les différentes parties prenantes à la transition. Ledit marchandage pourrait concerner la sécurité judiciaire des ex dirigeants, la place de ceux-ci dans la transition, la question de leurs biens, etc. La seule inconnue serait la volonté du clan Deby d'abandonner les monopoles économiques acquis en trente années de gestion autoritaire de l'Etat.

B- La violence comme seule horizon pour une transition politique au Tchad ?

L'apparente stabilité que semble avoir amené l'arrivée au pouvoir de Mahamat Idriss Deby ne rend pas inintéressante une réflexion sur les perspectives qu'offre le régime politique tchadien en matière de transition. L'histoire politique du Tchad nous enseigne que la gestion

autoritaire de l'Etat et les stratégies clientélistes qui l'accompagnent n'ont jamais réussi à éloigner durablement le spectre d'une rupture politique violente. Si dans les années 1970 les crises politiques successives semblaient opposer des rebelles du nord au détenteur du pouvoir, issus pour l'essentiel du sud, le règne d'Idriss Deby a démontré qu'il existe des dissensions politiques importantes au sein du clan au pouvoir. L'attaque de février 2008 menée par les troupes du Rassemblement des forces pour le changement (RFC) conduites par Tima et Tom Erdimi, neveux d'Idriss Deby, démontre que la gestion clanique du pouvoir n'est pas un gage de stabilité. Membres du cabinet présidentiel où ils contrôlaient les filières pétrolières et cotonnières jusqu'en 2005, ils n'ont pourtant pas hésité à rejoindre la rébellion responsable de l'attaque la plus grave qu'aura connu le Tchad depuis 1990³³.

La continuité politique recherchée par le clan au pouvoir et ses alliés résisterait difficilement au coup de boutoir d'une rébellion aguerrie. C'est un fait que prouve la nécessité pour la France d'intervenir systématiquement, depuis au moins la « prise de N'Djamena » de 2008, afin de maintenir le régime tchadien à flot. Or cette ingérence, jugée nécessaire à la préservation des intérêts français, pourrait avoir l'effet inverse. L'impression de partie pris de la France est un facteur potentiel de renforcement d'une rébellion qui combattrait le régime de Mahamat Idriss Deby au motif de son extraversion. Les raisons nationalistes de cette guerre, associées aux griefs sur la gestion patrimoniale du pétrole en renforceraient le côté populaire. Si le Conseil national de transition est soumis à des pressions venant du dehors, il n'est pas à l'abri de menaces originaires du dedans. C'est d'ailleurs une réalité bien tchadienne qui veut que les mouvements rebelles sont généralement constitués d'anciens militaires ou dignitaires politiques. Un désaccord politique ferait voler l'harmonie qui justifie la solidité actuelle de la transition.

L'histoire politique du Tchad indique une certaine récurrence des crises sécuritaires depuis le début des années 1990. Les tableaux 1 et 2 permettent de constater que si le régime d'Idriss Deby a survécu une trentaine d'années, il n'a pas moins été soumis à un rythme de tensions presque similaire à celui de tous les autres régimes avant lui.

³³ Cf. Olivier Michel, « Idriss Deby attaqué par ses neveux », article publié sur le site www.lefigaro.fr le 09/02/2008. Consulté le 21 juillet 2021.

Tableau 1 : Les principales crises politiques de 1970 à 1990

Année	Crise	Nature
1975	Avril : Assassinat du président Tombalbaye et mise en place d'un Conseil supérieur militaire dirigé par le Général Félix Malloum	Interne
1977	Offensive du Front national de libération du Tchad (Frolinat) contre le gouvernement avec l'appui de la Libye. Intervention de la France pour sauver la capitale.	Interne avec des appuis extérieurs
1979	Février : Violents affrontements à N'Djamena entre les troupes de Félix Malloum et les rebelles d'Hissène Habré et début de la guerre civile qui durera 9 mois	Interne
1980	Mars-avril : Seconde bataille de N'Djamena, soldée par la victoire de Goukouni Oueddei sur Hissène Habré avec l'aide des troupes libyennes.	Interne avec des appuis extérieurs
1982	Juin : Coup d'État d'Hissène Habré qui renverse Goukouni Oueddei et se proclame chef de l'État tchadien. Habré crée une police politique et ordonne des massacres dans le sud-est du pays lors de répressions des révoltes.	Interne
1983	Août : Intervention de l'armée française pour repousser une invasion libyenne (Opération Manta).	Externe
1986	Février : Opération Épervier : dispositif militaire français de défense du gouvernement à N'Djamena contre les forces armées libyennes qui soutiennent le Frolinat de Goukouni Oueddei.	

Source : Chronologie sur le Tchad, CIIP. Consultable sur www.ritimo.org.

Tableau 2 : Les principales crises politiques de 1990 à 2021

1990	Décembre : Coup d'État contre Hissène Habré ; arrivée au pouvoir d'Idriss Déby, chef du Mouvement patriotique du salut (MPS) qui devient président de la République en mars 1991.	Interne
2004	31 juillet-11 septembre : intervention militaire de la France (opération Dorca).	
2006	Avril : Brefs combats armés entre rebelles et troupes gouvernementales dans la périphérie de N'Djamena. Situation tendue entre le Tchad et le Soudan qui s'accusent de soutenir leurs mouvements de rébellion respectifs.	Interne avec des appuis extérieurs
2008	Février : Prise de N'Djamena par les rebelles partis de la frontière soudanaise et finalement repoussés par	Interne avec des appuis extérieurs

	l'armée gouvernementale grâce au soutien logistique de la base militaire française. Arrestation d'opposants dont Ngarleji Yorongar, Lol Mahamat Choua et Mahamat Saleh Ibni Oumar. Ce dernier est toujours porté disparu.	
2013	Mai : Arrestation de journalistes, de politiques et de militaires sous prétexte d'un coup d'État planifié.	Interne
2018	Août : Combats de l'armée tchadienne contre le Conseil de commandement militaire pour le salut de la République (CCMSR), et ses soutiens, dans le nord du pays.	Interne
2019	Février : L'armée française bombarde une colonne de rebelles tchadiens qui avaient quitté leur base arrière en Libye et s'enfonçaient en territoire tchadien.	Externe
2021	Avril : Mort d'Idriss Deby lors de combats avec le Front pour l'alternance et la concorde au Tchad. Mise en place du Conseil national de transition dirigé par Mahamat Idriss Deby.	Interne

Source : Chronologie sur le Tchad, CIIP. Consultable sur www.ritimo.org. Données de l'auteur.

Au regard de la chronologie des crises au Tchad, il est possible de relever deux constantes. D'abord, le rôle des dynamiques politiques internes (désaccord politique, déchéance, etc.) sur la formation des rebellions. Les groupes rebelles sont généralement constitués à la suite de profondes dissensions internes. C'est ce qui explique qu'ils ont à leur tête d'anciens collaborateurs du pouvoir se recrutant souvent au sein de la troupe. Les cas du Frolinat de Goukouni Oueddei et du MPS d'Idriss Deby Ito sont édifiants à cet effet. Ensuite, le rôle trouble des partenaires du Tchad. Les crises sécuritaires au Tchad ont généralement connu l'intervention de la France (soutien du régime au pouvoir), de la Libye (incursions et soutien aux rebelles) et du Soudan (soutien aux rebelles). Cette brève lecture des constantes sur les crises politiques au Tchad permet de souligner la nécessité d'une gestion des affaires publiques bénéficiant d'un minimum de consensus. La mise en place d'institutions fortes, au fonctionnement transparent et équitable pourrait favoriser une meilleure confiance au processus de résolution des crises politiques éventuelles. L'*accountability* des responsables politiques serait également un gage de stabilité politique. Il est également important pour le Tchad de normaliser ses relations avec ses voisins soudanais et libyens afin que les rebellions n'y trouvent plus de base arrière confortable.

La stabilité politique du Tchad dépend essentiellement de la capacité de l'action publique de s'appuyer sur des institutions solides, crédibles et responsables. L'ouverture du jeu politique

créé les conditions d'une « parlementarisation » des affaires publiques en ce sens qu'elle permet aux différents acteurs de privilégier une gestion des crises par la concertation. Même si elle ne prémunit pas totalement des crises politiques violentes, la démocratisation rend légitime le recours aux moyens politiques et de droit en cas de désaccords. Ainsi, le CNT est en mesure d'éviter un énième coup d'Etat en respectant les conditions de la transition politique en 18 mois qui va aboutir à la transmission du pouvoir aux civils. Ce choix entraînerait une véritable rupture avec l'ère Deby et éviterait, par le fait même, le piège que représente le confort apparent de la continuité politique.

Conclusion :

La fin brutale et imprévue de l'ère Deby a plongé le Tchad dans une profonde incertitude. C'est que la gestion autoritaire du pouvoir a donné pour seul horizon politique au pays la disparition de son leader. Cette confusion entre le destin du Tchad et celui d'Idriss Deby, fruit d'une profonde personnalisation du pouvoir, était porteuse d'instabilité. L'idée d'une préservation des équilibres politiques par la création des conditions d'une continuité politique apparaît séduisante *a priori*. Pourtant, la prise du pouvoir par les militaires n'éloigne pas les possibilités d'une rupture politique violente. L'histoire politique du Tchad démontre d'ailleurs qu'à la gestion autoritaire du pouvoir a toujours répondu une contestation violente de la classe dirigeante par les rebelles. La confiscation du pouvoir, et des circuits de gestion de la rente, est loin de représenter une « assurance-tout risque » pour ceux qui le détiennent.

Le lancement de l'exploitation pétrolière dans un Tchad plongé dans des logiques paternalistes et patrimoniales a participé à la mise en place des conditions d'une crise politique. Non pas qu'il s'agisse de la condition de tous les producteurs soumis à un régime politique fermé. Le cas du Tchad démontre que la mise en place des moyens d'une gestion concertée et transparente des ressources aurait pu éviter les luttes pour le contrôle des positions rentières. Il est possible de considérer l'impact majeur des logiques clientélistes qui ont marqué l'ère Deby sur la qualité du processus démocratique au Tchad. Celles-ci ont contribué au renforcement de l'idée selon laquelle qui contrôle les positions rentières contrôle forcément le pouvoir. Pourtant,

comme le démontre la tragédie du régime de Deby, il est toujours difficile d'aboutir à un niveau de ruissellement des revenus pétroliers satisfaisant.

La continuité politique qu'ouvre la prise de pouvoir des militaires s'explique par la volonté de préserver les intérêts du clan Deby et de ses alliés. Elle démontre qu'une ouverture du jeu politique menacerait les équilibres politiques locaux autant qu'il ferait planer des risques sur la pérennité de l'axe Ndjamenas-Paris dans le contexte du retour de la Russie en Afrique. On peut alors considérer que l'argent du pétrole constitue un facteur nécessaire à la préservation du *statu quo*. En ce sens, la responsabilité de l'élite politique au pouvoir quant à la faiblesse des perspectives de développement du Tchad par le pétrole est avérée. L'épuisement des gisements prévue à partir de 2030 oblige à une remise en question véritable du rapport entre le régime politique au pouvoir et la rente. C'est une nécessité pour la réduction conséquente de la pauvreté au Tchad, mais aussi à la stabilité politique d'un pays ravagé, troublé et affaibli par plusieurs années de crises politiques et sécuritaires et par une gestion du pouvoir politique contre le peuple.

Bibliographie :

AWOUMOU Côte Damien G., « Le golfe de Guinée face aux convoitises », 11^e assemblée générale du CODESRIA, septembre 2005, 15 p.

CHOUALA, Y. A., « Contribution des armées au jeu démocratique en Afrique », *Revue Juridique et Politique des Etats francophones*, n°4, 2004, p. 548-574.

CLAUDE, F., GUESNET, L., « On nous a promis développement- la misère est tout ce que nous avons ». *L'impact du pétrole sur les dynamiques de conflit au Tchad*, Bonn International Center for Conversion, Brief 41, Juillet 2010, 88 p.

Crisis Group, « Tchad : sortir du piège pétrolier », *Policy Briefing*, n°65, 26 août 2009.

De OLIVEIRA, S., *Oil and politics in the Gulf of Guinea*, C Hurst & Co Publishers Ltd, 2007, 380 p.

De RAVIGNAN, A., « Tchad-Cameroun. Pour qui le pétrole coulera-t-il ? », *Hors-série de la lettre mensuelle de la FIDH*, n°295, Juillet 2000, 78 p.

EKOBENA, F., E. « Stratégie de développement : le cas du pipeline Tchad-Cameroun ? », UQAM, Juin 2008, p.

ESSONO OVONO, A. « Armée et démocratie en Afrique, une relation ambivalente à normaliser », *Afrique Contemporaine*, vol.2, n°242, 2012, pp.120-121 ;

FANON, F. *L'An V de la révolution algérienne*, Maspero, Paris, 1959, La Découverte, Paris, 2011, Annexe « Pourquoi nous employons la violence », 176 p.

FOGUE TEDOM, A. *Enjeux géostratégiques et conflits politiques en Afrique Noire*, L'Harmattan, 2008, 418 p.

FOGUE TEDOM, A., *Géostratégie américaine en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2015, 200 p.

FOUCHER V., « Difficiles successions en Afrique subsaharienne : persistance et reconstruction du pouvoir personnel », *Pouvoirs*, 2009/2, n° 129, p. 127-137.

LAIDI, Z., « Mondialisation et démocratie », *Politique étrangère*, 3/2001, 66^e année, pp.

MAGRIN, G., « Le pétrole contre l'enclavement : un enjeu de la mondialisation au sud du Tchad », *Labyrinthe*, [En ligne], 16/2003, mis en ligne le 06 juin 2008. Consulté le 16 juin 2021.

MICHAÏLOF, S., « Comment sortir de l'ornière les pays « faillis » ? », *Politique étrangère* 2011/1 (Printemps), p. 31-43.

NOAH NOAH Fabrice, « Industries extractives et gouvernement perpétuel en Afrique Centrale », *Dialectique des Intelligences*, n°02, second semestre 2016, pp.77-86.

NOAH NOAH Fabrice, « Contenu local et gestion des industries extractives en Afrique : un défi stratégique majeur », thèse de doctorat, Université de Yaoundé 2, Soa, 2018, 672 p.

PARIS, H., « La démocratie en Afrique subsaharienne », *Géostratégiques*, vol.10, n°25, 2009.

SIMONET, L. « Retour sur la rupture entre le Tchad et la Banque Mondiale : ne nous trompons pas de responsable », *Etudes Internationales*, 37 (4), pp. 597–615.

TORDETA, RATABAYE, « L'utilisation viable des ressources naturelles pour le développement : le cas du pétrole tchadien », in J. Christophe, Boungou B., Abedelali

Bensaghir Naciri (dir), *Repenser les économies africaines pour le développement*, CODESRIA, 2010, pp.197-210.

TREMBLAY, R. « Critique de la théorie marxiste de l'Etat », *Philosophiques*, n°13, vol.2, 1986, pp. 267-289.

WRONG Dennis H., « Some problem in defining social power », *American Journal of Sociology*, vol.73, n°6, May 1968, pp.673-681.



L'impact de l'indépendance-coopération dans la construction de l'instabilité politique et l'émergence d'une personnification du pouvoir au Tchad

Jean-Claude EDJO'O NDONGO,

Assistant à la Faculté des Sciences
Juridiques et Politiques de l'Université de
Ngaoundéré. E-
mail : jcedjoondongo@yahoo.com

Résumé :

Le Tchad accède à la reconnaissance juridique internationale en 1960, à l'image des autres nouveaux États africains ayant été colonies de la France, sous le sceau de la politique néocoloniale d'indépendance-coopération. Au fil du temps et des différents régimes politiques successifs, la violence s'est institutionnalisée en mode d'accès au pouvoir et l'Armée un instrument de la pérennisation politique. La conséquence qui en découle est l'immobilisme économique au profit d'un régime militaire. L'objectif visé dans le cadre de la présente recherche est de démontrer que le projet néocolonial gaullien est à la base de l'instabilité politique du Tchad et porte les germes d'une existence uniquement formelle. Notre analyse comporte deux axes qui nous situent sur l'indépendance-coopération comme cadre d'élaboration d'un État de sécurité et la reformulation stagnante du rayonnement et de la tentative d'affirmation internationale du Tchad.

Mots clés : Indépendance-coopération ; néocolonisation, Armée tchadienne ; démocratie ; sécurité.

Abstract:

Chad gained international legal recognition in 1960, like other new African states that were colonized by France under the seal of the neocolonial policy of independence-cooperation. Over time and various political regimes in this country, violence has become institutionalized in access to power and the Army an instrument of political perpetuation. The consequence

which ensues is economic immobility in favor of a military regime. The goal targeted in the current research is to demonstrate that the gaullian neocolonial project is at the base of political instability of the state in Chad and bears the seeds of a purely formal existence. Our analysis has two axes which situate us on independence-cooperation as a framework for the development of a state of security and the stagnant reformulation of Chad's influence and attempt at international assertion.

Keywords : Independence-cooperation ; neocolonization, Chadian Army ; democracy, Security.

Introduction

Le décès du président tchadien, Idriss DEBY ITNO, le 20 avril 2021, a fortement ébranlé les partisans de la renaissance africaine. En effet, depuis quelques années, les actions de projection militaire du président Idriss DEBY ITNO, en tant que chef de guerre, lui ont valu une réputation messianique dans la construction de la sécurité dans le bassin du Lac Tchad et dans le sahel. Cet activisme est crédité par des triomphes spectaculaires face à la montée des menaces djihadistes en Afrique centrale et en Afrique de l'ouest. Ces succès militaires de l'« homme fort » du Tchad, l'ont noyé dans une ivresse du pouvoir et une illusion dans sa tentative de « rébellion » contre les intérêts des « maîtres » occidentaux.

Le coup d'état constitutionnel intervenu dans ce pays, a remis sous les projecteurs la faiblesse de l'État en Afrique noire francophone en général et en Afrique centrale en particulier avec des chefs d'État ayant assurément opté pour le « gouvernement perpétuel »³⁴. La gestion chaotique du pouvoir, caractérisée par un « déficit de gouvernance démocratique »³⁵ est l'expression la plus aboutie de la détermination du président DEBY à s'éterniser au pouvoir, ceci grâce au soutien bienveillant de la France³⁶. Toutefois, il faut relever que la configuration actuelle des États d'Afrique noire francophone tire son essence de leur reconnaissance juridique internationale des années 1960 par la mise en œuvre de la logique gaullienne de l'indépendance-coopération. Cette dernière avait été pilotée par des stratégies coloniales français sous la coordination de Jacques FOCCART³⁷. L'indépendance-coopération a consisté à concéder aux

³⁴ Mathias Éric OWONA NGUINI, « Les gouvernements perpétuels en Afrique centrale : le temps politique présidentieliste entre autoritarisme et parlementarisme dans la CEMAC », *Enjeux*, n° 19 avril-juin 2004 pp. 12-19.

³⁵ Alain FOGUE TEDOM, « Politique et philosophie de la guerre en Afrique centrale », in *Paix et Sécurité en Afrique dans la CEEAC : Actes du colloque international Friedrich Ebert Stiftung*, Yaoundé, Presses universitaires d'Afrique, 2007, pp 32-45.

Pour cet auteur, les liens amicaux très étroits qui lient les gouvernements occidentaux à certains africains sont un facteur structurant du déficit démocratique du continent et une conséquence de leur vulnérabilité face aux conflits.

³⁶ Elie MVIE MEKA, *Architecture de la Sécurité et gouvernance démocratique dans la CEEAC*, Yaoundé, Presses Universitaires d'Afrique, 2007, pp 32-45.

³⁷ Jacques FOCCART, en sa qualité de baron gaulliste, Conseiller élyséen et secrétaire général des Affaires africaines et malgaches était chargé d'harmoniser, régulariser et fortifier le « pré-carré » français en Afrique face

anciennes possessions coloniales de la France d'Afrique, des indépendances sans contenu politique, stratégique, économique, culturel voire diplomatique. Il s'agit en réalité des indépendances factices. De ce fait, chaque nouvel État va connaître des fortunes diverses quant à la mise en œuvre de cette autre forme de colonisation élaborée avec des dirigeants politiques locaux extravertis³⁸.

Dans ce schéma, le Tchad va s'engluer dans une certaine fragilité sur le plan institutionnel avec de nombreux coups d'état qui ont animé l'accession au pouvoir de la plupart de ses différents dirigeants. Cette situation politique congénitale ressort d'une indépendance tronquée, bâtie sur la françafrique comme seul cadre d'affirmation de l'ordre politique domestique.

L'intérêt de la présente étude est de présenter les conséquences de la politique d'indépendance-coopération comme cadre de la fragilité politique du Tchad. Aussi, la question centrale autour de laquelle gravite ce travail est-elle celle de savoir : comment peut-on apprécier l'impact de la logique néocoloniale française d'indépendance-coopération dans l'élaboration de l'instabilité politique et de la personnification du pouvoir au Tchad ? L'hypothèse qui en découle est que la néocolonisation française, berceau de l'extraversion, continue d'annihiler les efforts d'affirmation de l'État au Tchad par l'entremise des crises politiques. Il est question, pour nous, de cerner la co-construction franco-tchadienne de la logique néocoloniale de l'indépendance-coopération comme base de l'élaboration d'un État de sécurité (I) avant d'analyser la reformulation stagnante du rayonnement et de la tentative d'affirmation internationale du Tchad (II).

I- La co-construction franco-tchadienne de l'indépendance-coopération au Tchad : entre extraversion et institutionnalisation des crises politiques

Le projet gaullien de l'indépendance-coopération de la France envers ses anciennes colonies d'Afrique noire a été piloté par les stratèges coloniaux de l'ancienne métropole avec pour objectif de préserver les intérêts stratégiques de la France.

En effet, l'approche française de la décolonisation envisagée par Charles De Gaulle ne pouvait, *a priori*, pas favoriser des indépendances réelles des pays africains. A la faveur des revendications indépendantistes exprimées par les territoires africains, y compris en dehors de la communauté, dès 1958, De Gaulle céda pour mieux faire accepter la décolonisation à l'opinion française et maintenir les liens du passé qui, selon lui, étaient l'une des conditions de la grandeur de la France. Son action à l'égard de ces territoires africains repose alors sur une logique : accorder des indépendances factices tout en préservant les liens avec l'ancienne

aux agressions extérieures. Il est l'architecte de la politique néocoloniale de la France dans ses anciennes possessions coloniales et autres territoires hérités de l'Allemagne en Afrique.

³⁸ Frantz FANON, *Peau noire, masques blancs*, Paris, Éditions du Seuil, 1971, 188 p.

métropole. De ce fait, sa pensée géopolitique sera fondée sur une préoccupation : comment la France peut-elle rester une puissance malgré la faiblesse de ses moyens ?³⁹

Dans cette partie notre argumentaire consiste à analyser la mise en œuvre du projet néocolonial français d'indépendance-coopération au Tchad (A) et son influence sur l'émergence d'une permanence de crises politiques dans cet État (B).

A- L'indépendance-coopération : socle de l'extraversion du Tchad

Pour mieux cerner l'expérimentation de la logique néocoloniale française de l'indépendance-coopération au Tchad, il est judicieux de la saisir dans son ensemble.

L'engagement de la pensée géopolitique française reposait sur quatre piliers :

- Retrouver l'indépendance de la France dans le domaine clé où elle a été perdue, en se dotant de la dissuasion nucléaire censée lui permettre de garantir seule la défense de son territoire ;
- Placer les anciennes colonies au service de la défense, du développement et du rayonnement international de la France ;
- Faire de la construction européenne le marchepied de la France vers la reconquête d'une place de grande puissance ;
- Faire jouer à la France le rôle d'avocat des plus faibles dans les affaires du monde⁴⁰.

La démarche gaullienne consistait, à l'aune de la reconnaissance juridique internationale des anciennes possessions coloniales d'Afrique noire de la France, à sauver la communauté. Selon lui, « *la communauté, pour tout le monde, c'est l'indépendance effective et c'est la coopération garantie* »⁴¹. S'agissant des revendications des peuples jusqu'alors liés à la France, il parle, non sans condescendance, de « *passion d'autodétermination, de libre disposition d'eux-mêmes et, à leurs yeux d'indépendance* »⁴². L'idéologie française de la décolonisation envisageait l'indépendance juridique des États d'Afrique noire comme contrepartie au maintien des liens de coopération pour servir les intérêts de la communauté. De façon subséquente, cette puissance coloniale entreprend de signer des accords de défense qui devaient lui permettre de rester présente sur le territoire de ses anciennes possessions africaines. Ainsi et selon Pascal CHAIGNEAU⁴³, la France est la seule puissance coloniale à avoir sauvegardé son influence militaire en Afrique. Les accords de défense ont fait place à la coopération qui reposait sur l'hypothèse de l'aptitude à l'intervention rapide. En effet, pour CHAIGNEAU, la nouvelle

³⁹ Alain PEYREFITTE, *C'était De Gaulle*, Tome I, Paris, Fayard, 1994, 598 p ; Tome II, Paris, Fayard 1997, 652 p.

⁴⁰ Ibid.

⁴¹ Extrait de la déclaration de Charles De GAULLE, le 10 novembre 1958, in « De Gaulle sur la décolonisation de l'Afrique noire », consulté sur le site www.ina.fr, le 10 novembre 2019 à 10 heures et 47 minutes.

⁴² Idem.

⁴³ Pascal CHAIGNEAU, *La politique militaire de la France en Afrique*, Paris, CHEAM, 1984, 143 p.

politique imaginée par Pierre MESSMER, alors ministre français des Armées, adaptée au contexte international était construite autour de trois axes :

- En matière de défense intérieure, la France n'intervient que de façon exceptionnelle à la demande des autorités locales ;
- Les forces armées françaises remplissent une double mission : défense et coopération technique ;
- Ces forces disposent d'installations locales (bases, escales aériennes, garnisons).

Sur le plan stratégique, cette politique visait à satisfaire deux missions essentielles : assurer l'inviolabilité du territoire français et protéger les intérêts essentiels en ravitaillements indispensables au développement économique et social de la France.

Pour atteindre son dessein, la démarche idéologique et permanente de De GAULLE est axée sur trois thèmes⁴⁴ fondamentaux : la générosité, l'intérêt et le génie. Ce sont des éléments constitutifs de la grille de représentation et de projection de la présence française en Afrique noire.

Le prétexte de la continuation des rapports entre la France et ses anciennes possessions coloniales d'Afrique noire tient sur le discours d'une « œuvre civilisatrice ». Cette dernière consistait à apporter aux Africains la « civilisation », la protection, la culture et le mieux-être. Telle est l'essence du thème de la générosité. Cette idéologie tient au fait que la présence de la France en Afrique noire était justifiée par une « mission messianique » et donc philanthropique. Toutefois, à travers cette approche, l'on relève les ambitions colonialistes et impérialistes de cette puissance sur ce continent. Ce thème de la générosité ne constituait qu'une rhétorique pour servir et assurer ses ambitions de domination, d'implantation mais davantage de marquage de sa présence en Afrique noire pour contrecarrer les vellétés géopolitiques des autres puissances.

De façon conjointe, d'autres éléments soutiennent l'idée selon laquelle la France cherche à préserver ses intérêts outre-mer. Son activisme en Afrique vise assurément un avantage pour préserver un capital économique et symbolique. C'est la quintessence du thème de l'intérêt. La colonisation et la décolonisation de la France en Afrique noire projetaient la quête de l'intérêt. Il s'agit fondamentalement du sens et du bien-fondé que l'on devrait donner à l'approche néocoloniale française consistant à octroyer des indépendances factices, en maintenant des liens avec les colonies dans le but de ne rien perdre des avantages procurés par les anciennes colonies. Ce thème est au cœur de la politique coloniale de la France, notamment en Afrique noire.

Sur la base des deux premiers thèmes, l'utilisation spécifiquement politique du discours colonial français par Charles De GAULLE permet de résoudre les contradictions d'une

⁴⁴ Pierre QUANTIN, « La vision gaullienne de l'Afrique noire, permanences et adaptations », in *Politique Africaine*, II (5), février 1982, pp 8-18.

approche moralisante qui aurait à établir une frontière entre la générosité et l'intérêt. Selon le contexte, il s'appuyait sur l'un ou l'autre thème pour forcer la démonstration du projet français. Ces discours entretiennent un autre argument qui revêt un aspect plus retentissant : la supériorité de la France. Cette dernière avait été, non seulement, imposée à l'Afrique et relégué l'idée d'échange à un mécanisme purement rhétorique, mais elle est aussi un rappel du rôle de la France dans le monde. Plus ce rôle était menacé, plus De GAULLE ravivait la mystique du troisième thème, celui du génie⁴⁵ de la France. Selon lui, tandis que le génie du siècle change la France, il change aussi les conditions de son action outre-mer. La conception du génie, pour la France, en rapport avec la décolonisation, consistait à accorder les indépendances aux colonies, à la mesure de leur « générosité » ; car « *les leur refuser, c'eût été contrarier notre idéal, entamer une série de luttes interminables, nous attirer la réprobation du monde, et tout cela pour une contrepartie qui fut inévitablement effritée entre nos mains* »⁴⁶. Ainsi, ce contexte envisageait une démarche visionnaire consistant à ne pas tomber sous le blâme de la communauté internationale tout en préservant leurs privilèges.

Ce schéma gaullien du processus de la décolonisation en Afrique noire était escamoté par les artifices de la coopération et va s'appliquer dans les anciennes possessions coloniales françaises avec un effort d'adaptation. Le Tchad qui accède à la reconnaissance juridique internationale est un modèle d'expérimentation de la politique néocoloniale de la France en Afrique noire.

B- Indépendance-coopération et institutionnalisation de crises politiques au Tchad

Le Tchad qui accède à l'indépendance en 1960, va se fondre dans la logique de l'indépendance-coopération. Ce nouvel État va devenir, au fil du temps, à cause de son histoire politique stationnaire, à plus d'un titre, le symbole de l'affirmation néocoloniale de la France⁴⁷. C'est aussi le modèle d'instauration d'un État de sécurité qui dilue l'État de droit.

Le projet néocolonial français d'indépendance-coopération va s'appuyer, au Tchad comme dans les autres nouveaux États d'Afrique noire du « pré-carré » français, sur une élite locale dans un rapport de réciprocité. A ce sujet Pierre Biarnès a schématisé cette politique en affirmant : « *consolider le pouvoir des dirigeants qui jouaient loyalement le jeu de l'amitié franco-africaine (...) et faire sentir le mors à ceux qui regardaient un peu trop dans d'autres directions. Contrer en même temps les visées des puissances concurrentes dès qu'elles étaient jugées menaçantes* »⁴⁸. Les nouvelles relations entre la France et ses anciennes possessions

⁴⁵ « La décolonisation selon Charles de Gaulle (14 JUIN 1960) », in www.ina.fr, consulté le 10 novembre 2019, à 15 heures et 43 minutes.

⁴⁶ Idem.

⁴⁷ Jean-Pierre BAT, « Le rôle de la France après les indépendances, Jacques Foccart et la *pax gallica* », *Afrique contemporaine* 2013/3 (no 235), pp 43-52.

⁴⁸ Pierre BIARNÈS, « Les Français en Afrique noire », *Le Monde*, publié le 19 juin 1987.

coloniales d'Afrique noire vont s'appuyer sur les activités relatives à la sécurité. Les nouveaux dirigeants africains y tireront leur assurance-vie politique⁴⁹ en échange de leur loyauté à l'ancienne puissance métropolitaine. Jacques Foccart qui est le metteur en scène et l'architecte de la sécurité comme enjeu majeur de la décolonisation va se mobiliser pour ratifier simultanément l'accès à la souveraineté internationale et les accords de coopération et de défense⁵⁰. Même si la « communauté » disparaît *de facto*, son appréhension sécuritaire envisagée avec l'institution d'un bloc francophone, se poursuit avec un ensemble d'accords bilatéraux. Ainsi, Paris devient le point d'équilibre de la sécurité africaine. La coopération est donc envisagée comme une solution pour la continuité de l'esprit, sinon la lettre de la communauté. Par cet acte, la France a la capacité de corriger toute déviation politique. Les interventions militaires françaises sont de ce fait encadrées par les accords de défense et de coopération. Le cas du Tchad en est édifiant à plus d'un titre.

En effet, l'État postcolonial africain, issu de la Conférence de Berlin de 1884-1885, échappe à une homogénéité ethnique et tribale dans le sens de la construction géographique. Par conséquent, l'État qui naît au Tchad s'impose par la force et les populations en son sein subissent leur sort sans adhérer à l'ordre nouveau, parce qu'elles n'ont pas « *conscience de constituer avec les autres groupes qui forment l'État, une communauté, un ensemble cohérent* »⁵¹. Cette situation a contribué à fragiliser les jeunes États africains et à favoriser les solidarités ethniques par rapport à la solidarité nationale. Le contexte en question a été à l'origine d'innombrables crises, particulièrement violentes et meurtrières que les pays africains ont connues après leur accession à l'indépendance⁵². Le Tchad va faire l'expérience d'une longue tradition de guerres civiles en raison de cette configuration, au point de constituer un exemple des pays africains les plus ravagés par des conflits politiques violents⁵³. Selon Souleymane Abdoulaye Adoum, « *l'éternité du drame tchadien s'explique d'une part, par la gestion privative du pouvoir et la violence comme unique moyen de sa conquête et d'autre part par les motivations des puissances étrangères impliquées dans le conflit* »⁵⁴. Au fil du temps, cet État entretient un régime militaire dans lequel seule la force arrête la force empruntant juste des outils institutionnels consacrés par la démocratie.

⁴⁹ L'assurance-vie politique, dans le cadre de l'implémentation du projet néocolonial gaullien, est la condition essentielle de la préservation des intérêts de la France par une élite africaine habilement cooptée. Elle consiste à instituer une longévité au pouvoir des dirigeants politiques qui sont au service des intérêts de cette puissance, avec pour impact l'extraversion.

⁵⁰ Jean-Pierre BAT, op cit.

⁵¹ Jean-François MAGNANT, « Tchad : crise de l'État ou crise de gouvernement ? », in Jean-François MEDAR, *États d'Afrique Noire : Formation-mécanisme et crise*, Paris, Karthala, 1991, p.91.

⁵² Commission de l'Union Africaine, « Afrique notre destin commun », document d'orientation, mai 2004, p.16. D'après ce document, sur les 75 à 80 conflits recensés à travers le monde depuis 1945, on dénombre une quarantaine de guerres civiles en Afrique dont certaines ont été extrêmement longues comme celles du Tchad.

⁵³ Souleymane Abdoulaye ADOUM, « Tchad : des guerres interminables aux conséquences incalculables », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2012/4 (n° 248), pp 45-55.

⁵⁴ Ibid.

En accédant à la souveraineté internationale, le Tchad a été proclamé « République ». Or, la République consacre la fin des rois, c'est-à-dire la fin des pouvoirs personnels, mystiques, arbitraires et héréditaires. Cependant, le territoire de cette République regorge des peuples mosaïques avec une diversité culturelle. La construction de l'intégration nationale avait été une priorité pour les dirigeants politiques du nouvel État postcolonial. De ce fait, François Tombalbaye, le premier président du Tchad, cherche à réaliser l'État-nation par l'instauration du monopartisme. Son régime de parti unique fondé le 19 janvier 1962 est incarné par le Parti Progressiste Tchadien (PPT). Ainsi, le président tchadien va concentrer tous les pouvoirs entre ses mains. La conséquence qui en découle est constituée par des abus administratifs et la faillite politique ayant entraîné les guerres civiles qui font légion à ce jour au Tchad. Le régime de Tombalbaye, qui a pris le relai des administrateurs coloniaux français, est caractérisé par un certain arbitraire des populations septentrionales face à l'administration centrale dirigée par une élite majoritairement originaire de la partie méridionale du pays. Cet état de chose va favoriser le déclenchement de la colère des populations locales face à des agents administratifs n'ayant pas toujours la qualification requise⁵⁵. L'ethnisation de l'administration constitue une des principales caractéristiques de gestion de l'État par les divers présidents qui se sont succédés au pouvoir. Toute chose qui va attiser des tensions inter communautaires.

L'accession au pouvoir des militaires, le 13 avril 1975, sous la houlette du général Félix Malloum donne l'occasion d'une réconciliation avec les mouvements rebelles, mais les négociations ont conduit à des crises politiques successives. Ces dernières se cristallisent autour des clivages ethnico-religieux. L'explication de cette impasse politique repose sur la répartition des pouvoirs entre les partisans du président de la République, Félix Malloum et ceux du premier ministre, Hissein Habré. Ces événements donnent lieu à une suite de désaccords, marqués, dès novembre 1978, par la nomination de fonctionnaires civils à des postes de responsabilités et sur l'intégration des Forces Armées du Nord (FAN) dans l'Armée Nationale Tchadienne (ANT). Ce désaccord, de plus en plus perceptible va, malgré les relatifs compromis apparents, conduire à une épreuve de force⁵⁶ et cantonner le Tchad dans la même configuration politique postcoloniale. La cohabitation difficile entre le président Malloum et le premier ministre Hissein Habré, désormais consommée, conduit à une guerre civile le 12 février 1978. Les gouvernements qui vont dès lors se succéder ne feront qu'exacerber les clivages politiques et identitaires au sein du jeune État. De ce fait, les présidents Goukouni Weddeye, Hissein Habré et Idriss Deby Itno, vont opérer une véritable « clanicisation » du pouvoir. Les conflits identitaires et communautaires vont donc marquer la vie politique. De nombreux mouvements rebelles se sont constitués dans le pays pour renverser les régimes au pouvoir. A titre illustratif, en octobre 2006, des violences interethniques à grande échelle opposant les tribus arabes et non arabes aux Salamat et aux Ouaddaï, et les Zaghawa (ehnie du président Deby) aux Tama,

⁵⁵ Christian BOUQUET, *Tchad : Genèse d'un conflit*, Paris, L'Harmattan, 1982, p. 125.

⁵⁶ Abderahman DADI, *Tchad : L'État retrouvé*, Paris, L'Harmattan, 1988, p. 142.

proches de Mahamat Nour du Front Uni pour le Changement (FUC) dans le Biltine éclatent à l'Est du pays, à la frontière avec le Soudan. Il en est de même de la révision constitutionnelle de 2006 pour le maintien du président Idriss DEBY ITNO au pouvoir.

Depuis le coup d'état du 13 avril 1975 qui a porté le général Malloum à la tête de l'État, l'accession au pouvoir s'est opérée par la violence⁵⁷.

A l'analyse, la logique néocoloniale française d'indépendance-coopération, à travers le soutien des élites locales dans une approche bjective métropole/province coloniale d'Afrique noire, a créé le « monstre politique » des conflits intercommunautaires avec une obsession pour l'accès au pouvoir par les armes afin de contenir toute adversité.

Cette obsession de l'État de sécurité au Tchad trouve son explication dans la définition gaullienne des nouveaux rapports que la France entendait avoir avec ses anciennes possessions coloniales.

Le maillage militaire français sur le continent africain est garanti par le réseau hérité de la géographie coloniale et amélioré à la faveur des indépendances. Trois zones militaires outre-mer (ZOM) constituent alors les « régions militaires ». Chacune est dotée d'un état-major. Pour pourvoir à ses fins, la coopération française va instituer les services de renseignement et de sécurité. De façon générale, la mission de ces services est d'autant, sinon plus, un travail de contre-ingérence qu'un travail de renseignement classique. Force est de constater que c'est l'un des leviers les plus efficaces de l'influence française en Afrique noire. De ce fait, la sécurité personnelle du président de la République est devenue un lien intime entre le pouvoir en place et la France. Plus la France est engagée dans cette question, plus le président africain est assuré d'être un « ami de Paris », ayant davantage intérêt à défendre les intérêts français dans sa zone et participant directement à la sécurité du pré-carré.

C'est dans cette perspective que Jacques Foccart va mandater deux agents gaullistes au Tchad pour optimiser la réforme du parti populaire tchadien (PPT), le parti unique, pour

⁵⁷ Les guerres du 12 février 1978 installent le pays dans un cycle de violences infernales. C'est dans ce contexte que le Front de Libération Nationale du Tchad (FROLINAT), fondé le 19 juin 1966 par Ibrahim ABATCHA parvient à la magistrature suprême du Tchad en 1979. Le FROLINAT est un mouvement armé tchadien créé au Soudan pour lutter contre le régime sudiste qui était qui était accusé de discriminer les populations musulmanes du Nord, du Centre et de l'Est. Avec ce mouvement, l'alternance au sommet de l'État n'est possible que par l'épreuve de force. Aussi, c'est après une lutte violente et meurtrière de près de deux ans que GOUKOUNI WEDDEYE vainc son adversaire Hissein HABRÉ et s'installe au pouvoir de 1980 à 1982. Cependant, Hissein HABRÉ va se réfugier dans le territoire soudanais d'où il prépare et parvient à évincer GOUKOUNI WEDDEYE du pouvoir le 7 juin 1982. Dès lors Hissein HABRÉ devient le « maître absolu » du Tchad pendant huit ans. De façon générale, son régime laisse aux Tchadiens l'image d'une dictature sans précédent. A la faveur de ce climat des révoltes communautaires notamment des Hadjou en 1986 et des Zaghawa en 1989, Idriss DEBY ITNO fait défection et rejoint Maldoum BADA ABBAS au Soudan. Ces deux anciens fidèles de Hissein HABRÉ vont renverser son régime le 1^{er} décembre 1990. Idriss DEBY ITNO s'installe à son tour au pouvoir le 2 décembre 1990, sous la bannière du Mouvement Patriotique du Salut (MPS) ; toujours dans un climat de tensions perpétuelles entre les communautés et la propension à recourir à la force des armes.

implémenter le projet néocolonial au Tchad. Le renseignement s'invite ainsi au cœur du pouvoir, à la droite des présidents africains tant qu'ils sont favorables à la préservation des intérêts français, gage de leur sécurité et de leur survie politique. La présence militaire française doit, toutefois être importante pour être capable d'agir partout dans le pré-carré comme une garantie de l'autorité française. Le président Tombalbaye avait saisi la logique bijective du pouvoir issu de la politique d'indépendance-coopération, concernant le rôle d'un de ses conseillers privés français, Philippe Letteron. Dans un rapport de 1967, sa perception de cette politique y est consignée de façon claire : « *F. (Foccart) soutient personnellement TBB (Tombalbaye), deux "amis" lui ont été détachés. Pour FT (François Tombalbaye), c'est leur présence, seule qui compte. Les deux "amis" peuvent passer toutes les journées à la piscine. (...) Ils sont les représentants du croquemitaine. Si un militaire ou un politicien a l'envie de virer FT, ce dernier, lui montre du doigt les deux "amis" vont prévenir "Big Father" (Charles de Gaulle) lequel enverra son armée et sa bombe A pour défendre FT. Leur départ signifierait dans l'esprit de FT et des "ambitieux" au courant que "Big Father" ne soutient plus FT* »⁵⁸. Cette note présente distinctement la structuration congénitale du pouvoir politique au Tchad et explique que l'État de sécurité se soit définitivement installé, au point de diluer la volonté d'instauration d'un État de droit. Le cycle du recours à la violence comme seul moyen d'accès au pouvoir fragilise ainsi cet État, malgré ses tentatives de s'ériger en puissance militaire régionale.

II- Une reformulation stagnante du rayonnement et de la tentative d'affirmation internationale du Tchad

En dépit de la spirale de violences qui embrase le pays depuis son accession à la reconnaissance juridique internationale, les autorités politiques du Tchad ont entrepris, à travers la vision du président Idriss DEBY ITNO, de donner à cet État, l'image d'une puissance militaire à l'échelle régionale. En effet, face à la montée de la menace djihadiste en Afrique et particulièrement dans le Bassin du Lac Tchad et en partie en Afrique de l'ouest, le défunt président tchadien a entrepris de se projeter militairement. Cette projection a nourri bien d'espoir d'une renaissance africaine (A) et l'émergence de la figure d'Idriss DEBY ITNO en héros et sauveur africain d'une oppression occidentale (B).

A- La projection de la puissance militaire tchadienne en Afrique: prémices d'une renaissance africaine ?

Comme nous l'avons relevé, le Tchad issu de la politique de la françafrique⁵⁹, a été fragilisé par les violences politiques qui ont été érigées en mode de gouvernance et d'accession

⁵⁸ Archives nationales, 90 AJ144, archives Lettéron, Tchad. Note de Lettéron sur la crise au Tchad, 24 octobre 1967.

⁵⁹ François-Xavier VERSCHAVE, *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998, 360 p.

à la tête de l'Etat. Toutefois, « *on assiste à la métamorphose du champ politique dans le sens de la modification du secteur de la défense et de la sécurité* »⁶⁰ dans laquelle le Tchad émerge comme une puissance militaire africaine. L'on assiste en effet à une reconfiguration de l'ordre sécuritaire qui n'est plus le seul apanage des puissances occidentales. Dans cette logique, le Tchad fait partie de ces États qui interviennent militairement au-delà de leurs frontières ; notamment avec leur participation active à la lutte contre les groupes terroristes. Au fil du temps, le Tchad apparaît comme un État engagé dans les théâtres d'opération sur le plan régional. Ses interventions militaires en Afrique subsaharienne semblent lui conférer le statut de « gendarme de l'Afrique », grâce à ses interventions en RCA, au Mali, au Cameroun, au Niger et au Nigéria. Les interventions militaires du Tchad au Cameroun et au Nigéria constituent à n'en point douter une technique de sécurisation de ses voies d'accès à la mer. Cette tendance à la quête d'un leadership⁶¹ régional s'est opérée sous la présidence d'Idriss DEBY ITNO. L'armée tchadienne longuement cantonnée à des activités de sécurité interne va aussi devenir une armée de projection externe. La longue résistance des groupes rebelles à l'Armée régulière tchadienne est, pour l'essentiel due au rôle trouble joué par le Soudan et la Libye dans les différentes crises politiques traversées par ce pays⁶².

Les interventions militaires du Tchad dans les théâtres de conflits en Afrique représentent le terreau d'une fierté nationale dont se revendiquerait tout tchadien quel que soit son appartenance communautaire. Il s'agit d'une stratégie des autorités politiques de se représenter socialement face aux prouesses du soldat tchadien au-delà des frontières nationales. Lors d'une manifestation de célébration du retour du premier contingent des Forces Armées Tchadiennes en intervention au Mali (FATIM), le 13 mai 2013, avec environ un dispositif de 700 soldats et 400 blindés, Adoum Drerabe Fernand affirme tout fièrement : « *L'armée tchadienne est une armée puissante qui apporte la paix dans les pays africains en conflit. C'est une fierté pour tout le pays* »⁶³. Dans le même sens un autre pense que « *les forces armées du Tchad contribuent énormément pour la paix en Afrique. Elles ont diminué les actions violentes*

⁶⁰ Karie Youssoufou NGAMONDI, « Les interventions militaires du Tchad dans les conflits en Afrique : entre "low" et "high" politics », in *Res Militaris*, vol 9, n° 2, Été-Automne, 2019, p. 1.

⁶¹ Michel LUTEMBUE et Simon MASSOK, « Afrique centrale : risques en envers de la pax tchadana », Note d'analyse, Bruxelles, GRIP, 2014, cité par Karie Youssoufou NGAMONDI, op cit.

⁶² En 1969, avec l'arrivée au pouvoir du colonel Mohamar KHADAFI, la Libye, voulant poursuivre son influence politique au Tchad, entretient le conflit tchado-tchadien par son soutien à divers groupes rebelles contre les différents régimes qui se sont succédés à la tête de l'État. Néanmoins les rapports entre la Libye et le Tchad vont changer avec l'arrivée au pouvoir d'Idriss DEBY ITNO, par le soutien du « guide libyen ». Ce dernier favorise la pacification de sa frontière sud avec le Tchad. En outre, la Libye de KHADAFI facilite la signature de nombreux accords entre le gouvernement tchadien et les groupes rebelles actifs dans cette région.

Ainsi, le rôle de facilitateur de la Libye, lui permet, en 2003, de rapprocher le Tchad du Soudan par des initiatives de dialogue. Dès lors, la Libye devient un allié majeur, déterminant dans l'éradication des groupes rebelles situés au Nord du Tchad. D'ailleurs, lors de la crise Libyenne, en 2011, le Tchad du président Idriss DEBY ITNO va rester un soutien contre le gré de la France, jusqu'à la mort de KHADAFI alors président libyen.

⁶³ Extrait d'un entretien avec ADOUM DRERABE Fernand, un étudiant tchadien à l'université de Ngaoundéré, le 17 juin 2021 à Dang, entre 11 heures 37 minutes et 12 heures 13 minutes

des groupes djihadistes là où elles sont allées intervenir. Nous sommes contents d'être tchadiens avec une telle armée »⁶⁴. C'est dire combien l'Armée tchadienne, dans sa projection à l'échelle continentale africaine représente un élément d'affirmation et de rayonnement de tous les citoyens ; là où d'autres États s'appuieraient davantage sur des performances sportives, culturelles ou économiques pour leur visibilité internationale. L'hommage à ces soldats avait été rendu le 13 mai 2013, jour déclaré « chômé, férié et payé » par le président Idriss DEBY ITNO. A cette occasion, ce dernier relève l'action salvatrice des forces armées tchadiennes qui selon lui symbolisent l'unité et la solidarité du peuple tchadien⁶⁵, c'est du moins ce qui l'a conduit à affirmer : « le peuple tchadien vous rend hommage (...). Les valeurs de paix et de démocratie que vous incarnez et défendez ont triomphé sur l'obscurantisme (...). Cette journée (13 mai) sera désormais consacrée journée de recueillement et de reconnaissance ». Les forces armées tchadiennes marquent ainsi le symbole d'une nation forte et unie.

La même ferveur populaire avait été manifestée lors d'une marche organisée le 17 janvier 2015 à Ndjamena en l'honneur de ladite armée qui s'apprêtait pour une intervention au Cameroun et au Nigéria dans le cadre de la lutte contre le groupe terroriste *Boko Haram*. En réalité, même si c'est l'armée tchadienne qui est officiellement célébrée, c'est davantage la figure du président Idriss DEBY ITNO qui est magnifiée, en tant que chef de guerre, contribuant au rayonnement de l'État du Tchad.

A travers ses actions en Afrique centrale et de l'ouest en faveur de la sécurité collective régionale, le Tchad devenu un État interventionniste, nourrit des ambitions géopolitiques et géostratégiques⁶⁶. Ces actions menées à l'échelle internationale ne sont pas fortuites, elles constituent les indicateurs des vellétés de puissance du Tchad en Afrique. En ce sens, dans le cadre de la lutte contre *Boko Haram* au Cameroun et au Nigéria, les actions de l'armée tchadienne ont représenté un espoir pour les autorités politiques et les populations de ces États. L'armée tchadienne est en effet présente sur tous les théâtres d'opérations antiterroristes en Afrique subsaharienne⁶⁷.

Malgré son passé politique entaché par des guerres internes, le Tchad, à travers ses interventions en Afrique de l'ouest et du centre, s'est posé en acteur incontournable dans la lutte contre les menaces asymétriques. Il s'agit, à l'analyse, d'une approche diplomatique dorénavant

⁶⁴ Extrait d'un entretien avec Hassan Mahamat Hassan, étudiant tchadien à l'université de Ngaoundéré, le 16 juin 2021 à Dang, entre 11 heures 47 et 12 heures 33 minutes.

⁶⁵ Ce premier contingent de soldats tchadiens au Mali ont combattu en première ligne aux côtés de l'Armée française dans le massif des Ifoghas, où étaient retranchés les groupes djihadistes. D'après le bilan officiel, qui est favorable à l'action des Forces armées tchadiennes, 38 soldats ont été tués et 84 blessés, 700 soldats vivants et 400 blindés sécurisés.

⁶⁶ Karie Youssoufou NGAMONDI, op cit., p. 8.

⁶⁷ En ce qui concerne l'opération SERVVAL, 2000 soldats avaient été engagés. La Force Multinationale de la CBLT constituait un effectif de 3000 soldats au début de l'intervention. L'opération G5 Sahel recense environ 2000 soldats tchadiens.

orientée vers la recherche de la solidarité, la construction de la paix et la sécurité africaine. Sur cette lancée, à travers ses forces armées, le Tchad occupe une place non négligeable dans la construction d'un renouveau panafricaniste, et le président Idriss DEBY ITNO en constitue un véritable symbole.

B- Idriss DEBY ITNO : un modèle de résistance à l'oppression occidentale ?

Les nombreux lauriers de l'armée tchadienne, à travers ses interventions dans la lutte antiterroriste en Afrique est à mettre à l'actif de la figure du président Idriss Deby Itno. En effet, l'obsession sécuritaire postcoloniale de cet État a donné à la présidence de celui qui sera intronisé maréchal⁶⁸ du Tchad, l'audace de projection, en dépit de la fragilité de l'Etat.

De son accession à la magistrature suprême en décembre 1990, à sa mort en avril 2021, le président Idriss DEBY ITNO s'est davantage activé dans le sens de la préservation de son pouvoir politique dans une logique de gouvernance éternelle. En réalité et contrairement à l'enthousiasme et l'espoir d'une prétendue renaissance africaine, la projection militaire du président Idriss DEBY ITNO sur les théâtres d'opérations antiterroristes sur le plan régional, participe à la consolidation de son pouvoir politique. Cette attitude semble justifiée par la nostalgie du passé politique de cet État. En effet, plus la sécurité collective sur le plan régional est assurée, moins le pouvoir politique s'en trouve menacé. Les expériences des forces armées tchadiennes, sur le plan interne, dans des situations difficiles d'affrontement contre les groupes rebelles aux méthodes de guerres asymétriques, les ont transformées en forces opérationnelles, susceptibles de transformer l'issue d'un conflit sur le plan régional. Elles se sont révélées efficaces dans des zones géographiquement difficiles. Ce qui s'est avéré être un atout dans ses interventions dans les pays du Bassin du Lac Tchad et au Sahel. Pour François Vandendriessche : « *l'armée tchadienne a fait preuve d'une efficacité supérieure aux armées nigérianes et camerounaises dans sa capacité, non seulement à repousser l'ennemi, mais également lors d'actions plus offensives. Cette intervention est d'une part symbolique de la puissance militaire incontestable du Tchad dans le Sahel mais elle est aussi porteuse de deux symboles importants. D'abord, elle marque la volonté d'Idriss Déby d'être présent systématiquement pour gérer les conflits dans les pays qui l'entourent, (...). Mais elle démontre également la capacité de riposte rapide (et) l'activisme du président tchadien face aux différentes menaces extrémistes de la région* »⁶⁹. A travers les actions de l'armée tchadienne, le

⁶⁸ En août 2020, Idriss DEBY ITNO est nommé maréchal par l'Assemblée nationale tchadienne, après une offensive en avril 2020 contre des djihadistes au Sud-est du Nigéria.

⁶⁹ François VANDENDRIESSCHE, « Le renforcement du Tchad à l'internationale : risques en envers de la pax tchadana », Note d'analyse, Bruxelles, GRIP, 24 février 2014, pp 2-3.

président Idriss Deby Itno, va capter des pôles d'affirmation géopolitique et géostratégique dans ces deux sous-régions et se poser en acteur d'une véritable renaissance africaine⁷⁰.

En dépit de l'importance de son arsenal militaire, la faiblesse du tissu économique et social du Tchad a grandement contribué à amoindrir son développement et son rayonnement diplomatique et culturel en Afrique et à l'échelle planétaire à la mesure de son activisme dans le sens de la construction de la sécurité collective. Une part importante de ses richesses pétrolières est consacrée à l'achat d'armements⁷¹ et moins à des activités à caractère social au profit des populations locales.

Conclusion

Parvenus aux termes de notre analyse, nous pouvons formuler un certain nombre de constats. La problématique qui nous a servi de fil conducteur a été de savoir "comment peut-on apprécier l'impact de la logique néocoloniale française d'indépendance-coopération dans l'élaboration de l'instabilité politique et de la personnification du pouvoir au Tchad ?" L'hypothèse qui en découle est que la néocolonisation française, berceau de l'extraversion, continue d'annihiler les efforts d'affirmation de l'État au Tchad par l'entremise des crises politiques. La configuration politique actuelle qui semble sceller le Tchad dans la violence comme mode exclusif d'accès au pouvoir tire son fondement dans l'adhésion historique à la politique néocoloniale d'indépendance-coopération. L'exemplarité de la tendance de cet État à l'extraversion l'a érigé en pays où seul l'usage de la force suffit dans le cadre de la rivalité politique.

Le Tchad reste un État institutionnellement à repenser à cause de sa faiblesse sur le plan interne. Le destin de tout un pays reste symétrique à la survie de la figure de celui qui incarne l'institution présidentielle, dans une logique de personnification du pouvoir. C'est sans doute la curiosité qui explique que le gouvernement et le Parlement soient dissouts après le coup d'État aux institutions subséquentes à la mort officielle du président de la République/maréchal du Tchad, Idriss DEBY ITNO par l'armée ; alors qu'il n'y avait pas d'urgence en la matière, des mécanismes juridiques prévoyant la vacance en cas de décès ou d'empêchement. Ce coup de force qui a été encouragé par les puissances occidentales, notamment la France, se justifie

⁷⁰ De 2014 à 2015, le Tchad est, pour la première fois depuis sa reconnaissance juridique internationale élu au Conseil de sécurité des Nations Unies en tant membre non permanent. En outre, à la faveur du 28^e sommet de l'Union Africaine, le 30 janvier 2017, Moussa Faki Mahamat, est élu président de la Commission de l'Union Africaine.

⁷¹ Rahis Israel MANAMON, « Dépenses militaires du Tchad dans la guerre contre le terrorisme en Afrique centrale et au Sahel : entre puissance militaire régionale et crise de sécurité humaine » *Afrique et Développement*, Volume XLIV, No 1, 2019, pp. 45-54.

dans la fidélisation et la reproduction du même personnel politique et au mépris des principes vendus par la démocratie.

BIBLIOGRAPHIE

ADOUM (Souleymane Abdoulaye), « Tchad : des guerres interminables aux conséquences incalculables », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2012/4 (no 248), pp 45-55.

Archives nationales, 90 AJ144, archives Lettéron, Tchad. Note de Lettéron sur la crise au Tchad, 24 octobre 1967.

BAT (Jean-Pierre), « Le rôle de la France après les indépendances, Jacques Foccart et la *pax gallica* », *Afrique contemporaine* 2013/3 (no 235), pp 43-52.

BOUQUET (Christian), *Tchad : Genèse d'un conflit*, Paris, L'Harmattan, 1982, 250 p.

DADI (Abderahman), *Tchad : L'État retrouvé*, Paris, L'Harmattan, 1988, 220 p.

CHAIGNEAU (Pascal), *La politique militaire de la France en Afrique*, Paris, CHEAM, 1984, 143 p.

FANON (Frantz), *Peau noire, masques blancs*, Paris, Editions du Seuil, 1971, 188 p.

FOGUE TEDOM (Alain), « Politique et philosophie de la guerre en Afrique centrale », in *Paix et Sécurité en Afrique dans la CEEAC : Actes du colloque international Friedrich Ebert Stiftung*, Yaoundé, Presses universitaires d'Afrique, 2007, pp 32-45.

MAGNANT (Jean-François), « Tchad : crise de l'État ou crise de gouvernement ? », in Jean-François MEDAR, *États d'Afrique Noire : Formation-mécanisme et crise*, Paris, Karthala, 1991, p.91.

MANAMON (Rahis Israel), « Dépenses militaires du Tchad dans la guerre contre le terrorisme en Afrique centrale et au Sahel : entre puissance militaire régionale et crise de sécurité humaine » *Afrique et Développement*, Volume XLIV, No 1, 2019, pp. 45-54.

MVIE MEKA (Elie), *Architecture de la Sécurité et gouvernance démocratique dans la CEEAC*, Yaoundé, Presses Universitaires d'Afrique, 2007, 254 p.

NGAMONDI (Karie Youssoufou), « Les interventions militaires du Tchad dans les conflits en Afrique : entre "low" et "high" politics », in *Res Militaris*, vol 9, n° 2, Été-Automne, 2019, pp. 1-17.

OWONA NGUINI (Mathias Éric), « Les gouvernements perpétuels en Afrique centrale : le temps politique présidentieliste entre autoritarisme et parlementarisme dans la CEMAC » *Enjeux*, n° 19 avril-juin 2004 pp. 12-19.

PEYREFITTE (Alain), *C'était De Gaulle*, Tome I, Paris, Fayard, 1994, 598 p.

PEYREFITTE (Alain), *C'était De Gaulle*, Tome II, Paris, 1997, Fayard, 652 p.

QUANTIN (Pierre), « La vision gaullienne de l'Afrique noire, permanences et adaptations », in *Politique Africaine*, II (5), février 1982, pp 8-18.

VANDENDRIESSCHE (François), « Le renforcement du Tchad à l'internationale : risques en envers de la *pax tchadana* », Note d'analyse, Bruxelles, *GRIP*, 24 février 2014, pp 2-3.

VERSCHAVE (François-Xavier), *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998, 360 p.



Le Tchad, modèle d'inculture stratégique en Afrique noire francophone

Serge Eric Dzou Ntolo,

*Enseignant à l'université de
N'Gaoundéré,*

*Chercheur associé au centre africain
d'études stratégiques*

*pour la promotion de la paix et le
développement (CAPED).*

Résumé :

L'assassinat du président tchadien Idriss Deby Itno, le 20 avril 2021, mérite d'être analysé sous le prisme d'une approche stratégiste afin de comprendre les ressorts de cet événement. Le travail y afférent est une constitution quasi linéaire des structures du conflit armé permanent pour le pouvoir central étatique. Ce qui fonde une situation de non-Etat, par une insécurité à la remorque de l'instabilité politique. L'étiologie est menée par une approche strictement endogène du fait que l'on ne puisse mettre sur la même balance la scène nationale et la scène internationale qui répondent, bien que liées, à deux logiques différentes. Si pour la seconde il s'agit d'un espace anarchique où l'argument de la force prévaut sur les autres, pour la première c'est le cadre de domestication des pulsions anarchiques des individus et groupes d'individus sous le signe d'une identité commune. Sanctuaire d'une trajectoire de conflits ethno-tribaux, transnationaux et internationalisés, le Tchad est d'abord captif d'un échiquier endogène où la véritable compétition politique se déroule entre les acteurs qui possèdent les moyens de la force des armes. Le champ politique officiel auquel participent les civils constitue une scène de formalités qui remplit la fonction symbolique du représentationnel démocratique. La construction autoritaire de l'ordre politique par des moyens militaires, au détriment de la cohésion nationale, donne l'illusion de la maîtrise sécuritaire. Cette situation perpétuelle pour le Tchad depuis la célébration de son indépendance, constitue le marqueur de l'inculture stratégique.

Mots clés : inculture stratégique, instabilité politique, insécurité, force des armes.

Introduction

L'inculture stratégique en tant que concept à double notions exige un minimum de clarifications. L'inculture signifie l'absence de culture. La culture étant elle-même d'après des sociologues « *le système de valeurs fondamentales de la société* »⁷². Un ensemble de savoirs et pratiques rationalisés et ritualisés dont l'usage se pose comme mode de socialisation. L'on considère qu'est stratégique ce qui est relatif à la stratégie en tant que « *domaine des savoirs relatifs à la réalisation des objectifs [...] pertinente aussi bien pour les problèmes politico-militaires que par exemple pour les problèmes économiques* »⁷³. La stratégie procède de la conduite, de la direction, de la décision de/et sur la guerre. Au-delà de sa dimension polémologique, la stratégie s'applique à l'analyse des finalités et des méthodes de la guerre. Or si Karl Von Clausewitz affirme que « *La guerre n'est qu'une continuation du commerce politique par le recours à d'autres moyens* »⁷⁴. Par le biais du procédé déductif, nous considérons que si la guerre n'est qu'une continuation du commerce politique par d'autres moyens, alors le commerce politique est, lui-même, la réalisation de la guerre par des moyens non militaires. Autrement dit, si la guerre est la continuation de la politique, la politique est le commencement de la guerre. De fait, L'inculture stratégique renvoie à l'absence de la culture de défense de l'intérêt national associée à l'involonté de puissance.

Un regard panoramique sur la scène africaine renseigne sur le cycle de crises à l'intérieur d'unités politiques ayant en partage l'en-commun des structures de la *parentalité internationale*.⁷⁵ Presque tous les pays d'Afrique francophone ont traversé ou traversent des moments de crise liés aux manquements des fondamentaux pour la stabilité politique d'un

72 Raymond Boudon, François Bourricaud, *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, 7e édition Quadrige / PUF, 2004 p. 142.

73 Thierry de Montbrial, « *L'action et le système du monde* », Quadrige / PUF, octobre 2003, Avant-propos, p. xxvi.

74 Carl Von Clausewitz, « *De la Guerre* », Paris, Editions Perrin, 2006, p.395.

75 D'après Serge Eric Dzou Ntolo, la parentalité internationale repose sur des structures de contrôle géopolitique des anciennes colonies de la France par cette dernière. Ces structures se déploient sur les terrains géographiques, historiques, monétaires et linguistiques. Cf. « La politique étrangère des Etats de la CEMAC à l'épreuve de la parentalité internationale », *Dialectique des intelligences*, N°8, second semestre 2020, pp 52-77.

Etat.⁷⁶ Le Tchad constitue, malgré sa situation d'Etat carrefour dans le Sahel, un modèle d'inculture de défense de l'intérêt national et de l'involonté de puissance. Fréquemment présenté comme la puissance militaire des sous-régions du Sahel et d'Afrique centrale, le régime gouvernant tchadien s'est laissé bercer par l'illusion du militarisme hégémonique. Une telle assurance soldée au statut du « *Lucky Luc de la sous-région* »⁷⁷, permet d'observer l'ordre de la dissuasion comme critère prioritaire de construction de la puissance au détriment des facteurs de la stabilité politique. La présente analyse s'étendra sur la période de la présidence d'Idris Deby Itno (1990- 2021), sur ce territoire de 1 284 000 km² ⁷⁸ et de 16.070.253 d'habitants.⁷⁹ Sur les plans géographique et politique, le Tchad est un trait d'union entre l'Afrique septentrionale et subsaharienne, mais aussi une unité politique appartenant aux sous-ensembles régionaux du Sahel et de l'Afrique centrale. L'on ne saurait expliquer la situation actuelle du Tchad par la concentration de ces facteurs géographiques sans tenir compte de son passif et de son actif sociohistorique. Les conflits internes observés au Tchad se structurent, en général, autour des antagonismes politico-ethniques⁸⁰. En effet, La perception de l'inculture stratégique appliquée au Tchad est suscitée par la problématique de la permanence insécuritaire qui prévaut dans cet Etat. En d'autres termes, pourquoi et comment se manifeste l'inculture stratégique de l'Etat tchadien ? L'illusion de la puissance militaire (I)

⁷⁶ De l'Afrique de l'Ouest à l'Afrique Centrale, le Togo, le Mali, la Guinée Conakry, la Côte-d'Ivoire, le Sénégal, Burkina Faso le Cameroun, la RCA, le Gabon, le Congo et le Tchad, ont récemment connu pour certains, ou continuent de connaître pour d'autres, des crises multiformes dont la cause de fond demeure l'instabilité politique liée à la fragilité et au patrimonialisme des institutions.

⁷⁷ Le politologue Aristide Mono a tenu ces propos au cours de l'émission *Equinoxe Soir*, du 21 avril 2021, entre 19h et 21H, sur le sujet d'actualité en débat relatif au coup d'Etat au Tchad.

⁷⁸ Chantal Margueritte Embiede Eballa, « La construction du projet géopolitique du Cameroun en Afrique centrale (CEMAC) », mémoire de DEA en science politique, soutenu à la FSJP de l'université de Yaoundé 2 Soa, 2013, p.40-41.

⁷⁹ World population review 2019, <http://worldpopulationreview.com>, consulté le 23 novembre 2020 à 7h28.

⁸⁰ Il s'agit ici de décrire une situation historique dans laquelle l'ethnie du dirigeant est considérée comme une superstructure, du fait du patrimonialisme et du favoritisme infra ethnique des régimes gouvernants successifs. Une réalité linéaire et continue depuis le premier président Tombalbaye jusqu'à Deby, en passant par Malloum, Goukouni et Habré. Cf. DW, « 60 ans d'indépendance du Tchad : les conflits ethniques retardent l'espoir d'une nation », thème d'un débat radiodiffusé le 14.08.2020. les participants au débat sont Ali Abderaman Hagar, enseignant-chercheur, ancien conseiller d'Idris Deby, recteur de l'université HEC-TCHAD ; Médard Laoukein, ancien maire de la ville de Moundour, opposant politique, Antoinette Montaigne, présidente de l'ONG académie de la paix et du développement, femme politique franco-centrafricaine, ancienne ministre de la réconciliation nationale, et ancienne porte-parole de la présidence de la transition en RCA. <https://www.dw.com> consulté le 23 juin 2021 à 9h 26.

et, la construction autoritaire de l'ordre sécuritaire (II) constituent des principaux indicateurs de l'inculture stratégique.

D) L'illusion de la puissance militaire du Tchad.

Bien que la seule évocation du pays des guerriers Toumaï émet des représentations d'une force d'affrontements fondées sur un cycle de vie politique essentiellement structurée par la violence intérieure et internationalisée (A), la vocation pour la projection d'un interventionnisme sous régional est apparue au cours de la récente décennie(B).

A- Analyse situationnelle d'un ordre perpétuel au Tchad.

La fonction de cette analyse consiste à rendre compte d'une unité politique aguerrie par une trajectoire historique de la violence des affrontements internes et externes (1), où seule la force des armes engendre l'ordre politique (2).

1. Une unité politique aguerrie par la violence des affrontements internes et externes.

La présence militaire continue au fait du pouvoir décisionnel central au Tchad est due au cycle des conflits tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire⁸¹. Si à l'intérieur, le phénomène de la rébellion constitue une constance du système politique tchadien, à l'extérieur, l'affrontement armé s'intègre comme un habitus développé par plus de 15 ans d'internationalisation d'un conflit interne avec la Lybie, qui réalise son projet d'annexion du territoire tchadien dans la bande d'Aozou, pour en faire une base d'occupation militaires des forces armées de la Jamahiriya arabe libyenne.

Pour la période qui nous concerne, le temps mis au pouvoir par Idriss Deby Itno s'inscrit nettement dans le cycle des violences internes et externes autant transnationalisées, qu'internationalisées. Arrivé au pouvoir en décembre 1990, Déby est le dirigeant tchadien dont le séjour a été le plus marqué de longévité, suivi de Tombalbaye, mais également parti par assassinat comme ce dernier. Cette longévité peut s'expliquer par une esquisse d'ouverture politique en guise de constitutionnalisation de la vie politique, de multipartisme, de jeu électoral et de pacification des rapports avec les pays voisins. Il n'a cependant pas dérogé à la logique d'une « *gestion privative du pouvoir* »⁸², caractérisée par la pratique d'un état des privilèges et

⁸¹ Le leadership politique au sommet de l'Etat a été quasi exclusivement conforme au profil de seigneur de guerre : En dehors de François Tombalbaye qui accède au pouvoir suite à l'accession à l'indépendance, Goukouni Weddeye et Hissène Habré sont des chefs rebelles qui sont parvenus au pouvoir à la faveur des guerres civiles et des coups d'Etat, tandis que Félix Malloum, Idriss Deby Itno et Mahamat Idriss Deby sont des officiers militaires parvenus également parvenus également au pouvoir par les moyens non constitutionnels.

⁸² Souleymane Abdoulaye Adoum, « Tchad : Des guerres interminables aux conséquences incalculables », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2012 / 4 n°248, PUF, page 46.

de domination à la faveur des membres de l'ethnie Zaghawa du nord du Tchad⁸³. Dans une société globale pluriethnique comme le Tchad, la gestion patrimoniale du pouvoir est un facteur déterminant du conflit politique. Cette pratique s'insère comme une contrainte ou comme une police d'assurance de longévité antidémocratique au pouvoir. Dans le grand groupe ethnique Zaghawa, les privilèges accordés aux élites, et les « passes droits » accordés aux hommes d'affaires entraînent, non seulement, des antagonismes de frustration face aux autres groupes ethniques, mais également, des antagonismes de concurrence à l'intérieur partant d'une guerre interclanique, où la construction du bigmanisme s'envisage au superlatif⁸⁴.

Au milieu de la décennie d'entame du XXI siècle, l'axe entre Darfour au Soudan, zone ayant « historiquement joué le rôle de sanctuaire pour des oppositions aspirant à renverser le pouvoir à N'Djamena »⁸⁵, et N'Djamena devient l'épicentre d'un « système de conflits »⁸⁶ dans la région au moyen de la mobilité des acteurs, des moyens et effets transnationaux des conflits. La violence au sein et autour du territoire tchadien est aussi subséquente à la nature désertique du Sahel, à la culture religieuse islamo-arabique qui affectent la prolifération des mobilités, des trafics et de l'idéologie de la conquête ou de la conservation hégémoniques du pouvoir par la violence à des fins de gestion privative de ce dernier. « *Dans un tel contexte l'Etat s'impose par la force* »⁸⁷, bien que son pouvoir ne soit pas lui-même désincarné et apprécié au-delà de tout soupçon d'abus de force.

2. La construction militaire de l'ordre politique

Le rapport inclusif entre la force des armes et l'ordre politique est avéré au regard tant de l'histoire que des événements actuels. A l'exception du premier président, François Tombalbaye, tous ceux qui ont occupé cette fonction au Tchad ont été des chefs de guerre, soit en tant que militaire (Félix Malloum, Idriss Deby Itno), soit en tant que chef de mouvements rebelles (Goukouni Weddey, Hissène Habré). Après l'élimination d' Idriss Deby Itno en avril 2021, c'est son fils, le général Mahamat Idriss Deby qui a été hissé au sommet du conseil militaire de transition pour présider aux destinées du Tchad durant la période de transition. Sous cette autre forme, c'est encore un chef de guerre qui se trouve, de jure comme de facto, à la tête de l'Etat tchadien. La figure de la guerre précède la figure du politique. La première nourrit l'ambition de s'approprier de la position de la seconde, tandis que cette dernière consolide sa

⁸³ « Plusieurs spécialistes de la question tchadienne n'ont pas manqué de relever la confiscation de l'administration par l'élite appartenant à la même région que le président de la République ». Op.cit.

⁸⁴ Le coup d'Etat auquel échappe Idriss Deby en 1992, est une tentative menée par un membre du clan Kobé de l'ethnie Zaghawa au nom d'Abbas Koty. Cf. Roland Marchal, « Tchad/Darfour : vers un système de conflits », *Politique africaine*, vol.2, n°102, 2006, page 143.

⁸⁵ Gérard-François Dumont, « Géopolitique et populations au Tchad », *Outre-Terre*, 2007 / 3, n°20 page 286.

⁸⁶ Roland Marchal, « Tchad/Darfour : vers un système de conflits », *Politique africaine*, vol.2, n°102, 2006, page 135 à 154.

⁸⁷ Op.cit. Souleymane Abdoulaye Adoum, page 45.

position par la militarisation à outrance du jeu politique, afin d'empêcher au premier de réaliser son ambition. L'on observe un véritable *game of thrones*⁸⁸ qui traduit, en effet, l'ordre politique qui prévaut dans la société globale tchadienne.

Au Tchad, le pouvoir est un enjeu de la compétition qui se déroule entre les forces armées institutionnelles, institutionnalisées, non institutionnelles et révoltées⁸⁹. La classe politique, la société civile, les institutions servent de prétextes cosmétiques pour donner une illusion de participation politique aux populations. Ces acteurs et processus, qu'ils soient de l'opposition ou de la majorité gouvernante, occupent davantage une fonction d'accompagnement du pouvoir, plutôt que de conquête ou de gestion de ce pouvoir. L'illustration la plus récente est la suspension de l'ordre constitutionnel après l'assassinat du président de la République en avril 2021. Certes, l'argument officiel avancé pour l'établissement d'un ordre transitionnel militaire s'appuie sur l'urgence sécuritaire, mais la situation présentée comme urgente n'est pourtant pas nouvelle, encore moins inédite dans l'environnement du pays. Le seul scoop dans cette situation concerne le décès du chef de l'Etat, dans des conditions encore non élucidées, toutefois, les affrontements entre les forces armées nationales et celles des multiples fronts de rébellion sont dans l'ordre habituel des choses.

Au cours de ses dix premières années de pouvoir, Idris Deby Itno a fait face sept mouvements rebelles. Ces derniers ont été en activité dans la période 1990-2000, notamment le Mouvement pour la Démocratie et le Développement – Forces Armées Nationales Tchadiennes (MDD-FANT), d'Hissène Habré ; le Mouvement pour la Démocratie et le Développement – Forces Armées Occidentales (MDD-FAO), de Moussa Medella et Ibrahim Mallah ; le Front National du Tchad/Front de Libération du Ouaddaï (le FNT/FLO), d'Haris Bachar. Il y'a également, le Conseil National de Redressement (CNR), d'Abbas Koty ; les Forces Nationales de Résistance (FNR), du lieutenant-colonel Mahamat Garfa ; le Conseil de Sursaut National pour la Paix et la Démocratie (CSNPD), du lieutenant Kéte Nodji Moïse et, le Mouvement pour la Justice et la Démocratie au Tchad (MDJT) de Youssouf Togoimi.⁹⁰

Les deux dernières décennies du pouvoir d'Idriss Deby ont connu une montée en puissance de nouveaux mouvements rebelles. De 2001 à 2008, l'on dénombre le Front Populaire pour la

⁸⁸ George Raymond Richard Martin, « *A Game of thrones* », Bantam Books, 1996. Ce roman a inspiré une série célèbre série cinématographique réalisée aux Etats-Unis pour rendre compte du jeu de pouvoirs. Aussi, ce n'est pas tant le contenu de la fiction qui intéresse la mention de l'œuvre dans le présent texte, il s'agit du titre, du concept *Game of thrones*, qui traduit l'idée d'une compétition pour le pouvoir politico-hégémonique.

⁸⁹ Forces armées institutionnelles : le corps militaire contrôlé par le pouvoir gouvernemental, et qui lui en-est loyal. Les forces armées institutionnalisées : les agents ou groupes démobilisés des mouvements armés rebelles et réinsérés dans l'armée parmi les forces loyales. Les forces armées non institutionnelles : les milices et divers fronts de rébellion qui s'attaquent accessoirement entre elles et principalement au pouvoir politique. Les forces armées révoltées : des mutins.

⁹⁰ Eugène Le-Yotha Ngartebaye, « Les rébellions sous le régime d'Idriss Déby (1990-2008) », université Jean Moulin Lyon 3, Master 2 science politique, option sécurité et défense 2008, consulté sur www.memoireonline.com, le 27.06.2021.

Renaissance Nationale (FPRN), d'Adoum Yacoub ; Concorde Nationale du Tchad (CNT), de Hassan Saleh Al-Gaddam ; le Rassemblement pour la Démocratie et les Libertés (RDL), de Mahamat Nour ; Front pour le Salut de la République (FSR), de Ahmat hassaballah Soubiane.⁹¹ En 2006, plusieurs mouvements de rébellion vont fusionner pour former l'Union des Forces pour la Démocratie et le Développement (UFDD), avec pour objectif de renverser Idriss Deby Itno. Cette coalition des mouvements rebelles, fondée par Mahamat Nouri, parvient à mettre en difficulté l'armée tchadienne en 2008, avec une incursion sur Ndjamena et une occupation de la ville-siège des institutions, voire à proximité du palais présidentiel⁹². L'UFDD après son raid de février 2008 sur Ndjamena, fut affaiblie et résista sur le champ de bataille jusqu'en 2010. La dernière décennie au pouvoir d'Idriss Deby n'est pas débarrassée de tout phénomène de rébellion. En 2016, une branche dissidente de l'ex UFDD se forme pour un nouvel assaut sur Ndjamena. La nouvelle rébellion désignée Front pour l'Alternance et la Concorde du Tchad (FACT), est dirigée par Mahamat Mahdi-Ali. De ce dernier front naît, en 2018, un autre mouvement rebelle, Conseil de Commandement Militaire pour le Salut de la République (CCMSR). La même année, l'armée française intervient sur le territoire tchadien une fois de plus, exactement 11 ans plus tard pour secourir le pouvoir de l'allié Déby Itno⁹³ face aux rebelles de l'Union des Forces de la Résistance (UFR), dirigée par Timan Erdimi, venue du sud de la Lybie. Le 11 avril 2021, le FACT lance une « grande offensive » sur Ndjamena. C'est dans le contexte de cette énième confrontation armée en pleine période électorale que l'assassinat du Maréchal Idriss Déby Itno est annoncé.

Il convient d'observer que tous ces mouvements rebelles se considèrent comme des formations politiques armées. C'est ainsi que depuis les premières années de l'Etat tchadien le champ politique fonctionne, à l'instar du Mouvement Patriotique du Salut (MPS) d'Idriss Déby transformé en parti politique en 1991. Dans le fond, ce logiciel qui n'intègre pas de ligne de démarcation entre la force armée et la parlementarisation de la vie politique, s'est érigé comme le mode de compétition politique normalisé dans ce champ politique au-delà du *make up*⁹⁴ institutionnel et électoraliste.

⁹¹ Op.cit.

⁹² Christophe Boisbouvier, « La bataille de N'Djamena », Jeune Afrique, 11 février 2008, www.jeunafrique.com, consulté le 27.06.2021.

⁹³ D'après le journal *Le Monde*, un communiqué de l'Etat-Major français des armées, diffusé le 6 février reconnaît ainsi que : « du 3 au 6 février 2019, des mirages 2000 des forces armées françaises sont intervenus dans le nord-est du Tchad, en coordination avec l'armée tchadienne, de façon à contrer l'incursion d'une colonne armée en territoire tchadien », in *Le Monde Afrique*, « Tchad : La France vole au secours d'Idris Déby en bombardant les rebelles », www.lemonde.fr, consulté le 28. 06. 2021 à 9h.

⁹⁴ Le *make up* est un saupoudrage cosmétique, en guise de maquillage, fait à base de produits de beauté, pour embellir les imperfections du visage réel d'un corps ou d'une matière à l'état brut.

B- Analyse tendancielle vers un nouvel ordre sécuritaire régional projeté par le Tchad.

La présence du Tchad dans l'espace des conflits armés de certains pays subsahariens fut fort remarquable à travers aussi bien son déploiement diplomatique que sa participation militaire pour des missions de rétablissement de la paix (1), alors même que celle-ci demeure une chimère sur le plan interne pour le pouvoir de Ndjamena (2).

1. La construction erratique d'un leadership sécuritaire sous-régional.

Pour garantir la longévité de son pouvoir face aux heurts et offensives hostiles à son régime, Idriss Déby Itno engage une approche expansionniste de sa politique sécuritaire. Après avoir été éprouvé pendant la période de son mandat précédent, par la coalition des forces rebelles de l'opposition armée de l'UFDD, le candidat du MPS remporte sans surprise l'élection présidentielle de 2011. Dès l'entame du nouveau mandat, il réadapte sa politique sécuritaire qui devient un pan essentiel de sa politique étrangère. Conscient de la nouvelle donne dans le sahel avec le renversement et l'assassinat de Mouammar Kadhafi, Déby se projette par prévention à la transnationalisation des acteurs, des moyens logistiques, et des armes, qui passeront nécessairement par son pays. Dès lors il apparaît aux yeux de la communauté internationale comme le chef politico-militaire de la base stratégique de la lutte internationale contre le terrorisme transnational en Afrique subsaharienne. Il avait donc su se hisser comme allié stratégique de la communauté internationale pour son engagement « *à la pointe de la lutte anti-terroriste* »⁹⁵. Le Tchad joue désormais le rôle du « *gendarme du Sahel* »⁹⁶. Le chef de la junte tchadienne a su payer de son discours et de son positionnement anti-terroriste des dividendes diplomatiques. Malgré sa longévité au pouvoir, il « *bénéficie du soutien appuyé de la France, ancienne puissance coloniale, et des Etats-Unis* »⁹⁷.

Le déploiement militaire du Tchad dans le Sahel débute en janvier 2013, avec une mise à contribution d'un effectif de 1400 soldats au Mali prenant part aux opérations dans le cadre de l'opération Serval. Il s'agit de l'effectif le plus important du contingent africain en intervention au Mali sur un ensemble de 2900 hommes⁹⁸. L'envoi d'un contingent de 850 soldats tchadien en RCA dans le cadre de la Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique (MISCA)⁹⁹ participe de cette dynamique. En RCA, Déby s'assure la coopération des rebelles de la SELEKA, pour pouvoir contrôler les flux de mouvements transnationaux des rebelles tchadiens

⁹⁵ France 24 « Tchad : Idriss Déby Itno, le chef de guerre devenu « *gendarme du Sahel* » », texte publié par France 24, le 20. 04. 2021 à 15 h29, www.france24.com, consulté le 28. 06. 2021 à 12h 10.

⁹⁶ Op.cit.

⁹⁷ Delphine Lecoutre, « Le Tchad, puissance de circonstance », Le Monde diplomatique, n° 747, juin 2016, page11.

⁹⁸ Source. Le Monde, « Qui participe à l'opération Serval au Mali », Le Monde Afrique, 29. 01. 2013 à 17h 12, www.lemonde.fr, consulté le 28. 06. 2021 à 14H 17.

⁹⁹ RFI, « RCA : les conséquences du retrait tchadien de la MISCA », RFI / Afrique, 04. 04. 2014 à 14h 21, www.rfi.fr, consulté le 28. 06. 2021 à 14 h 38 ;

réfugiés au Soudan et en Lybie. Car ces derniers vendent leurs services au plus offrant afin de se reconstituer pour attaquer Ndjamena. En 2015, le Tchad répond favorablement à l'appel du président Camerounais, Paul Biya, à la solidarité internationale et régionale. Se sentant déjà concerné par l'occupation des djihadistes de Boko Haram du trajet de la transnationale camerouno-tchadienne, au niveau du tronçon Mora-Kousseri, Ndjamena saisit l'enjeu économique-sécuritaire de cette voie de désenclavement du pays. Aussi le Tchad envoie-t-il 2500 soldats au Cameroun (FATIC), pour l'opération Logone¹⁰⁰. Enfin dans le cadre du G5 Sahel¹⁰¹, en février 2021, le maréchal Déby déploie 1200¹⁰² soldats sur le territoire des trois frontières¹⁰³, pour renforcer la lutte contre le terrorisme djihadiste qui y trouve un terrain fertile. Cet autre déploiement des soldats est conforme à la promesse faite par Idriss Déby un an plus tôt au septième sommet de Pau en France. Si cette campagne internationale vise à redorer le blason de l'incontournabilité du rôle sécuritaire joué par le maréchal du Tchad dans la région, elle joue également le rôle de contrôle et de dissuasion des bases de refuges des divers mouvements rebelles.

2. Une compensation controversée de la fragilité sécuritaire intérieure

Malgré le statut d'hégémon de l'antiterrorisme transnational dans une partie de l'Afrique, le Tchad continue d'accumuler progressivement des faiblesses et des facteurs crisogènes sur le plan intérieur. La détérioration du climat social et économique fait écho au-delà des frontières. Dès l'année académique 2014- 2015, l'on observe un mouvement de croissance exponentielle des étudiants tchadiens dans les universités publiques et privées du Cameroun. En effet, le pays traverse des moments difficiles dus à la chute progressive des cours du pétrole sur le marché international. L'une des mesures d'austérité prise par le gouvernement consiste à la coupe budgétaire, qui entraîne automatiquement la baisse de revenus, primes, indemnités des fonctionnaires et bourses d'études. Les remous sociaux s'ensuivent, des corporations essentielles, telles que les éducateurs, les personnels de médecine et d'autres corps socioprofessionnels de l'Etat entrent en grève¹⁰⁴. Dans une telle configuration de crise

¹⁰⁰ International Crisis Group, « Cameroun : Faire face à Boko Haram », rapport Afrique de *crisis group* n° 241, 16 novembre 2016, page 27.

¹⁰¹ A la définition du G5 sahel le magazine explique que : « *le Tchad, le Niger, le Burkina Faso, le Mali et la Mauritanie ont créé ce cadre de coopération pour améliorer la sécurité et le développement dans cette vaste région semi-désertique où ont essaimé les groupes djihadistes. Six ans après sa création, les défis à relever sont toujours nombreux* », voir Les Echos, « Qu'est-ce que le G5 Sahel ? », www.lesechos.fr, consulté le 29. 06. 2021 à 05h 03.

¹⁰² Africanews.fr « G5 Sahel : Le Tchad déploie 1200 soldats de plus au Mali », 19. 02. 2021 à 19h 02, <https://fr.africanews.com>, consulté le 29. 06. 2021 à 05h 12.

¹⁰³ Territoire compris entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso.

¹⁰⁴ André Kodmadjingar, « Suspension de la grève dans les secteurs sanitaire et éducatif au Tchad », La VOA Afrique au Tchad, 28. 08. 2018, www.voaafrique.com, consulté le 29. 06. 2021 à 10h17.

économique sévère, l'on ne saurait manquer d'objectiver la piste d'une présence sécuritaire militaire en échange d'une assistance économique-financière. Ceci pourrait expliquer l'offensive diplomatique du Tchad qui a pu imposer Moussa Faki Mahamat, et Abbas Mahamat Tolli, des proches membres du régime, respectivement à la présidence de la commission de l'Union Africaine, et au gouvernement central de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) en 2017. Deux ans plus tôt, le Tchad avait occupé le siège de membre non permanent du conseil de sécurité de l'ONU.

La concomitance des déploiements militaires et diplomatiques du Tchad sur la scène étrangère, lui ont permis de récolter des retombées auprès des partenaires internationaux.¹⁰⁵ Aussi est-il nécessaire d'expliquer : « *Il faut dire que le président Idris Déby Itno avait lourdement insisté sur le fait qu'un effondrement économique sur son pays risquait d'avoir des répercussions sur la lutte antiterroriste. Cela a payé* »¹⁰⁶.

L'ampleur diplomatique et militaire du Tchad dans la région n'a jamais reflété la conformité aux exigences géopolitiques de construction de la puissance. L'instabilité politique au niveau national se pose comme un obstacle déterminant pour le projet de puissance régionale qu'aurait esquissée le Maréchal dès l'aube de sa dernière décennie de pouvoir.

II) La construction autoritaire de l'ordre sécuritaire : entre militarisation de la vie politique et arrimage à la démocratie.

L'armée est un appareil de mise en œuvre de la politique de défense militaire l'Etat. Lorsqu'un Etat accorde la priorité à l'accroissement de sa seule puissance militaire, il n'est préoccupé que par une infime dimension de sa sécurité. Le Tchad demeure en état d'insécurité permanente à cause, en grande partie, de la militarisation de la vie politique (A). Sortir de ce militarisme outrancier exige une reconnaissance et une application de la sécurité nationale soumise à la préséance de la stabilité politique sur la défense nationale (B).

A- La militarisation de la vie politique

Il conviendrait de présenter les traits de convergence vers une militarisation avérée du pouvoir au Tchad (1), avant d'en déduire la survenance du paradoxe de la sécurité qui en découle (2).

¹⁰⁵ D'après Alain Faujas, :« seule l'aide budgétaire -à hauteur de 130 milliards de F CFA (environ 200 millions d'Euros) – de la Banque mondiale, de l'Union européenne et de la France lui avait permis d'éviter de faire faillite et de payer ses fonctionnaires et ses militaires en 2017 ».in « Tchad : les boulets de l'économie tchadienne », Jeune Afrique, 20. 06. 2018 à 16h 30, consulté le 29. 06. 2021 à 11h32.

¹⁰⁶ Op.cit.

1. L'accroissement de la puissance militaire

Le jeu politique au Tchad est une compétition entre groupes armés. La force des armes constitue le socle de la mise en place des institutions et de l'ordre politique. Cet ordre implique l'accroissement de la puissance militaire de l'Etat. Les structures de cet accroissement sont observées aussi bien au niveau de l'allocation des symboles statutaires, qu'au niveau de l'allocation en armement pour une fonction de dissuasion et d'élimination de la menace. De l'auto gradation militaire jusqu'au statut de Maréchal par le chef de guerre au pouvoir à Ndjamena, la démonstration de l'effectivité du commandement des mouvements sur le théâtre des opérations par le chef des armées, la fourniture en armement. Idris Déby Itno est considéré comme « un des meilleurs clients africains »¹⁰⁷ du marché de l'armement, il est réputé de « client fidèle » auprès de ses fournisseurs, notamment la France et les anciens pays de l'Union soviétique à l'instar de l'Ukraine¹⁰⁸. Pour la seule période de 2004 à 2007, sa facture en dépense militaire et sécuritaire s'élève à 340 milliards de francs CFA. Pour chaque exercice budgétaire, la ligne réservée à l'armée occupe entre la première et la deuxième place.

Tableau 1
**Récapitulatif des principaux pays exportateurs
et des volumes acquis sur la période 2005-2009**

(Source : registres des NU et base de données du SIPRI)

PAYS D'ORIGINE	TYPE DE MATÉRIEL					
	ML1 Armes à canon lisse de calibre < 20 mm	ML2 Armes à canon lisse de calibre ≥ 20 mm	ML4 Dispositifs et charges explosives	ML6 Véhicules blindés	ML10 Avions, aéronefs	Bien à double usage
UKRAINE		1000 200		87	10	
FRANCE	45			65		
BELGIQUE				82		
ISRAËL				36		
CHINE				10		
SINGAPOUR					3 (+ 3 autres en attente de livraison)	
LIBYE				1		
BULGARIE		1 licence				
SUISSE						1
USA						1
CANADA						1
GRÈCE	2 licences					
PORTUGAL					1 licence	
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	1 licence					

¹⁰⁷ Mathieu Olivier, « Tchad : d'où viennent les armes de Déby ? », Classe internationale, 11 Novembre 2012, <https://classe-internationale.com>, consulté le 29.06.2021 à 17h39.

¹⁰⁸ Op.cit.

Source : CCFD-terres solidaires, le développement piégé, les transferts d'armes et el développement au Tchad (2005-2010). ccfid.terresolidaire.org, p. 26.

Tableau 2
**Répartition des moyens acquis
selon les différentes armes de 2005 à 2010**

(source : informations recueillies dans les registres des Nations unies et du SIPRI)

Quantité	Moyens aériens	Moyens terrestres	Armement lourd	ALPC
1 à 5	1 An 26/curl (avion de transport tactique) - 1 Pilatus PC-9 - 1 Pilatus PC-7 - 2 MI-17 - 3 AS-350 Fenec (3 autres commandés en 2008, en attente de livraison) - 4 MI-24	1 BMP 3		
6 à 20	6 sukhoï	- 8 BTR-3U - 10 ZFB-05		
21 à 50		- 25 VAB - 37 RAM-2000 - 40 VBC		45 ALPC
50 et plus		- 82 AML-60 (ELAND) - 80 BMP-1	- 200 mitrailleuses lourdes ²³ - 1 000 lance-roquettes	

Source : CCFD-terres solidaires, le développement piégé, les transferts d'armes et el développement au Tchad (2005-2010). ccfid.terresolidaire.org, p. 28.

Le phénomène d'enrôlement d'anciens membres des mouvements rebelles pose, certes le problème de la militarisation qualitative, tout en résorbant l'enjeu de l'accroissement des effectifs de l'armée régulière. Pour Marielle Debos, il s'agit de la « *la milicianisation décrétée des forces régulières* »¹⁰⁹. Dans cette accumulation des traits de militarisation, l'on ne saurait négliger l'expansionnisme diplomatico-militaire, avec le déploiement de plusieurs contingents sur le terrain des conflits internationaux. Ces différents éléments qui caractérisent l'exclusivité de la dimension militaire du pouvoir, ne participent pas seulement de l'instauration d'un ordre hégémonique. Ils participent également de la structuration des antagonismes développant des alternatives du même ordre.

¹⁰⁹ Marielle Debos, « Le métier des armes au Tchad : le gouvernement de l'entre-guerres », Karthala, Paris, 2013, page 163.

2. La mise en mouvement du paradoxe de la sécurité

Le paradoxe de la sécurité ou le dilemme de sécurité est un concept usuel d'analyse des relations internationales, que nous utilisons ici en le contextualisant aux questions de sécurité interne. Il s'agit du rapport que les populations, la société civile et les organes sociaux de l'opposition d'un pays ont avec un pouvoir autocrate répressif qui accroît régulièrement sa puissance militaire. Il s'agit d'un rapport de méfiance et de terreur, plutôt que d'assurance et de sécurité. L'acquisition fréquente des moyens militaires, par les dirigeants, vise davantage le but de la dissuasion interne, et d'usage dans le cadre des guerres civiles. La militarisation a donc une fonction de perpétuation, qui ne peut être concurrencé que par des moyens similaires de la force des armes. Ce rapport à la violence aussi bien symbolique, que réelle, entretenu principalement par le pouvoir dirigeant, a aguerri les populations et l'opposition au Tchad, si bien qu'une partie de ces entités s'adonne complètement à la compétition politique armée.

L'odyssée régionale du Tchad constitue un cas d'étude, à la faveur de son interventionnisme diplomatique et militaire aussi bien en Afrique de l'ouest, qu'en Afrique centrale pour faire face au terrorisme transnational. Un trait remarquable du paradoxe de la sécurité s'est révélé dans cette politique étrangère d'intervention militaire à l'échelle régionale : pour Roland Marchal un spécialiste du Tchad, « *Cette capacité à projeter des forces combattante et à influencer, voire dicter une solution dans sa région, lui a valu peut-être rapidement de se voir attribuer la qualité de puissance régionale (...). La communauté internationale a célébré le courage politique du chef d'Etat tchadien lors de son engagement dans le conflit malien à un moment où ses collègues en Afrique de l'ouest manifestaient de grandes réticences. Pourtant, à peine célébrée, voici que la nouvelle puissance régionale montre sa fébrilité intérieure* »¹¹⁰. Si les capacités militaires de projection dans l'espace régional de Déby n'impressionnent pas ses adversaires internes, alors le monopole de la violence qu'aspire exercer son pouvoir souffre d'une crise de légitimité. Cette dernière prend forme par adoption et par adaptation à l'organisation et aux pratiques du pouvoir totalitaire, à travers des acteurs et des processus d'antagonismes violents. La sécurité est ainsi compromise

¹¹⁰ Roland Marchal, « Le Tchad entre deux guerres ? Remarques sur un présumé complot », *Politique Africaine*, Karthala, n°130 février 2013, pages 213 à 223.

par l'exclusivisme des moyens militaires de défense, au détriment de la cohésion nationale et de la stabilité politique.

B- La Sécurité nationale : cohésion et préséance entre stabilité politique et défense nationale

L'une des causes de l'échec de l'URSS pendant la guerre froide, fut le fait que ses dirigeants n'ont pas accordé à la cohésion nationale, le statut de facteur géopolitique de la puissance, tout en se focalisant sur la compétition de l'influence étrangère. C'est cette cohésion nationale, qui constitue le premier gage de la sécurité de l'Etat à partir de l'intérieur. Au Tchad, l'enjeu de culture stratégique, consiste à intégrer dans les pratiques politiques des populations, des dirigeants, de l'opposition et de la société civile, que la sécurité nationale englobe la stabilité politique et la défense nationale (1), à condition que l'ordre de préséance soit fondamentalement respecté (2).

1. La sécurité nationale au dépend de la cohésion entre la stabilité politique et de la défense nationale.

Définir la notion de sécurité nationale ne saurait être aisée, tant sa fréquence usuelle semble se généraliser dans l'opinion. La définition qui semble la plus adéquate à la disposition du présent travail est celle du commissaire de police Pierre Ela, pour qui : « *A priori, la sécurité nationale est une notion englobante. Elle forme un ensemble de plusieurs éléments : la défense nationale, la sécurité de l'Etat, la sécurité des personnes et des biens, la sécurité alimentaire. Ces éléments forment un tout indissociable. Il suffit que l'un des éléments soit atteint pour que l'ensemble bascule* »¹¹¹. La sécurité nationale renvoie donc à un ensemble d'éléments mis en mouvement qui agissent tant à l'intérieur du territoire de l'Etat qu'à l'étranger. Pour la quiétude et le bien-être des populations, l'Etat se dote des institutions de pacification du champ social et politique, de même qu'il s'attelle à défendre ses intérêts en le protégeant des attaques extérieures. Pour garantir l'ordre interne, l'éducation, la loi, les institutions politiques maintiennent l'équilibre sociopolitique, et les forces de l'ordre public sont dévolues à assurer la sureté nationale. Quant aux forces militaires, elles assurent une fonction de défense armée de l'intégrité du territoire et des populations nationales. Lorsque cette cohésion entre les fonctions étatiques de politique

¹¹¹ Pierre Ela, « Dossiers noirs sur le Cameroun », Paris, Pyramide Papyrus Presse, 2002, page 21.

intérieure et de politique étrangère est atteinte, les dérives à la sécurité nationale peuvent survenir de la surenchère sécuritaire.

L'Etat tchadien applique une politique du tout sécuritaire, qui ne saurait se confondre avec la sécurité nationale. Car ici, il n'existe pas une construction des fondamentaux pour la cohésion entre la stabilité politique et la défense nationale. Dans ce contexte d'ingouvernabilité, la société fait face à un drame durable. L'Etat est factice et délaissé à la merci des chefs de guerre, et les acteurs étrangers profitent de la situation, ou y travaillent pour sa pérennité afin de mettre en œuvre leurs projets géopolitiques. Une telle tragédie n'est possible que parce qu'en dehors de la cohésion, le Tchad ne respecte pas la préséance de l'ordre entre la stabilité politique et la défense nationale.

2. La préséance de la stabilité politique sur la défense nationale.

Il est difficile, voire, impossible d'assurer durablement la défense d'un territoire politiquement instable. Le Tchad semble être l'illustration parfaite de cette réalité. L'instabilité politique s'observe à travers les représentations de la puissance en rapport avec l'intérêt national, structurées par le rapport du chef politico-militaire Idriss Deby au pouvoir. Les perceptions d'un titre de propriété du pouvoir décisionnel central de ce dernier qui le partage en priorité avec sa famille nucléaire et par extension à son ethnie les Zaghawa, posent des jalons d'une incohésion nationale dans cette société globale constitutionnalisede au statut de République. C'est cette incohésion qui donne lieu à l'émergence légitime de multiples mouvements de rebelles. La raison et le but de la puissance s'identifient à la préservation de l'intérêt national, or si les catégories formatives de cet intérêt national ne s'y reconnaissent pas, le projet de puissance constitue dès lors une menace à l'intérêt national.

Le récent coup d'Etat au Tchad illustre la primo-structure interne comme niveau liminaire de construction de la culture de l'intérêt national basé sur le respect par tous des fondamentaux de la République. L'une des graves violations de ces fondamentaux est la longévité des décideurs au pouvoir, qualifiée par Owona Nguini de « gouvernement perpétuel »¹¹². En effet, si la République est définie comme le bien qui appartient à tous les citoyens, le pouvoir républicain

¹¹² Mathias Eric Owona Nguini, Hélène-Laure Menthong, « Gouvernement perpétuel et démocratisation janusienne au Cameroun (1990-2018) », *Politique Africaine*, n° 150, Karthala, pages 97 à 114.

ne peut être organisé que sous le prisme de la démocratie, et donc tous les critères d'accèsion à ce pouvoir sont absolument inclusifs. La longévité au pouvoir est, quant à elle, exclusive. Elle constitue un frein à la multiplication et à la circulation d'une élite politique par l'inanité et l'absorption des générations du corps sociopolitique. Autrement-dit, la principale menace à l'intérêt national de l'Etat tchadien est d'abord l'appropriation individuelle ou oligarchique des biens de la République au premier rang desquels le pouvoir décisionnel, ce qui permet la survivance de l'extraversion stratégique. Ainsi, présenter la dissolution de l'ordre constitutionnel, suite à l'assassinat d'Idriss Deby, comme une circonstance exceptionnelle ne surprend pas. La sécurité est une conséquence de la stabilité politique, tout comme l'insécurité est une conséquence de l'instabilité politique. L'urgence sécuritaire au Tchad procède de l'urgence de la stabilité politique qui se construit sur des bases durables : l'Etat de droit, l'alternance politique à la tête de l'Etat, la séparation des pouvoirs, la culture du consensus.

L'involonté de puissance se traduit par l'attitude de certains dirigeants politiques africains à partager la souveraineté de leurs Etats avec des puissances étrangères. Pour Alain Fogué cette attitude relève de l'extraversion qu'il définit comme une mise « *en lumière les espaces de souveraineté que les pays africains laissent à leurs partenaires étrangers pour l'élaboration de leurs politiques* »¹¹³. Tel est précisément le cas du Tchad, dont la défense dépend substantiellement de la France¹¹⁴. Cette tendance à l'extériorisation des phénomènes proprement internes, y compris des domaines de souveraineté place les Etats extravertis au service des projets de construction des puissances étrangères au détriment de leurs propres nations. Ceci n'est pas exclusif à l'extraversion du seul volet de la défense, il s'agit de la situation sécuritaire en général, qui englobe, les questions énergétiques, les ressources humaines, l'économie, la veille industrielle et plusieurs autres secteurs stratégiques.

113Alain Fogué Tedom, « *Enjeux géostratégiques et conflits politiques en Afrique Noire* », Paris, l'Harmattan, 2008, P.175.

¹¹⁴ Plusieurs éléments illustrent cette assertion : En 2008 et 2019, les rebelles avançant vers la capitale ont tenu par la force des affrontements face à l'armée. Pour les repousser, c'est l'intervention militaro- technologique de la France, tour-à-tour, à la rescousse d'Idriss Deby qui est parvenue. Le 22 décembre 2018, le président Deby affirme que « la seule force aujourd'hui qui fait face au terrorisme au Sahel, c'est la force française », cf. Ludovic Marin, « La France, seul soutien contre le terrorisme au Sahel », <https://www.france24.com/fr/> du 24/12/2018, consulté le 30/04/2021.

Conclusion

En résumé, l'analyse de la situation tchadienne, à l'épreuve de la pensée géopolitique et stratégique du Pr. Alain Fogué Tedom, s'organise autour de la problématique de la quête et de la matérialisation de la puissance, par les Etats africains dont la stabilité politique en constitue le point de départ. Le Tchad a constitué l'objet et le sujet de la présente activité euristique pour l'actualité relative à l'assassinat du président Idriss Deby Itno, ce qui n'a pas entraîné une rupture de l'ordre militariste. Or, la militarisation et la milicianisation du champ politique au Tchad, ont instauré une compétition politique, de fait, basée sur la violence des affrontements entre des groupes d'acteurs disposants des moyens de la force armée. Ce statut mie-séculaire met en relief une tragédie humaine durable qui interpelle au-delà de l'ontologie de l'analyse politique et sécuritaire. La recherche scientifique, ou toute activité d'intelligence africaine ne pourrait continuer de considérer la mobilisation des savoirs comme une dynamique désincarnée et dépourvue des aspirations et besoins vitaux de sécurité et de développement des populations africaines. C'est en cela que le Pr. Alain Fogué préconise l'émancipation stratégique des États africains au moyen de la construction des déterminants géopolitiques tels que la conscience géographique (espace et démographie), la conscience nationale, la Stabilité politique (État de droit, Alternance politique, Séparation des pouvoirs, Cohésion nationale...) des facteurs de solidification institutionnelle. Il s'agit des éléments de la quête et de la consolidation de la puissance sans lesquels celle-ci ne peut être durable.

Bibliographie

Adoum Souleymane Abdoulaye, « Tchad : des guerres interminables aux conséquences incalculables », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2012 / 4 n°248, PUF, pp. 45 à 55.

Boudon Raymond et Bourricaud François, *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, 7e édition Quadrige / PUF, 2004, 714 p.

Clausewitz Carl Von, « *De la Guerre* », Paris, Editions Perrin, 2006, 427 p.

COUTAU- BEGARIE Hervé, *Traité de stratégie*, Paris, 7e édition, ECONOMICA, 2011, 1200 p.

Dzou Ntolo Serge Eric, « La politique étrangère des Etats de la CEMAC à l'épreuve de la

parentalité internationale », *Dialectique des intelligences*, N°8, second semestre 2020, pp. 52-77.

Debos Marielle, « Le métier des armes au Tchad : le gouvernement de l'entre-guerres », Karthala, Paris, 2013, 264 p.

Dumont Gérard-François, « Géopolitique et populations au Tchad », *Outre-Terre*, 2007 / 3, n°20 pp. 263 à 288.

de Montbrial Thierry, « *L'action et le système du monde* », Quadrige / PUF, octobre 2003, 472 p.

Ela Pierre, « Dossiers noirs sur le Cameroun », Paris, Pyramide Papyrus Presse, 2002, 287 p.

Embiede Eballa Chantal Margueritte, « La construction du projet géopolitique du Cameroun en Afrique centrale (CEMAC) », mémoire de DEA en science politique, soutenu à la FSJP de l'université de Yaoundé 2 Soa, 2013. 109 p.

Fogué Tedom Alain, « *Enjeux géostratégiques et conflits politiques en Afrique Noire* », Paris, l'Harmattan, 2008, 418 p.

Marchal Roland, « Tchad/Darfour : vers un système de conflits », *Politique africaine*, vol.2, n°102, 2006, pp. 135 à 134.

Marchal Roland, « Le Tchad entre deux guerres ? Remarques sur un présumé complot », *Politique Africaine*, Karthala, n°130 février 2013, pp 213 à 223.

Martin George Raymond Richard, « *A Game of thrones* », Bantam Books, 1996, 694p.

Ngartebaye Eugène Le-Yotha , « Les rébellions sous le régime d'Idriss Déby (1990-2008) », université Jean Moulin Lyon 3, Master 2 science politique, option sécurité et défense, 2008.

Owona Nguini Mathias Eric, Menthong hélène-Laure, « Gouvernement perpétuel et démocratisation janusienne au Cameroun (1990-2018) », *Politique Africaine*, n° 150, Karthala, pp. 97 à 114.

Rapport CCFD-terres solidaires, « le développement piégé, les transferts d'armes et el développement au Tchad (2005-2010) ». ccfd.terresolidaire.org, 56 p.

La stabilité structurelle dans l'émancipation stratégique des États africains. Le cas du Tchad



Paul Amour Destin MBEGUELE

Assistant, Enseignant-Chercheur

Université de Maroua

mpaulamourdestin@yahoo.fr

Résumé

Le présent article se veut une description et une analyse de la situation préoccupante qui caractérise le Tchad aujourd'hui. Le constat est que ce pays éprouve encore des difficultés sévères à se stabiliser. Loin de donner une recette toute faite à cet acteur, il est question de l'amener à mettre en place les mécanismes qui lui permettent d'exercer son autorité et sa souveraineté. Ces dernières ne peuvent avoir de sens dans ce pays que si la stabilité est pensée en termes de permanence, de solidité, de durabilité et de stratégie, et se situe au-delà des individus pour finalement entrer dans la dialectique des intelligences. C'est cette stabilité structurelle qui doit être pensée et mise en œuvre au Tchad pour trouver une position stratégiquement acceptable dans le système international.

Mots clés : Stabilité structurelle; Émancipation stratégique; États africains, Tchad.

Abstract

This article is a description and analysis of the worrying situation that characterizes Chad today. The observation is that this country still experiences severe difficulties in stabilizing. Far from giving a recipe to this actor, it is question of bringing it to put in place the mechanisms that allow it to exercise its authority and sovereignty. These can only have meaning in this country if stability is thought in terms of permanence, solidity, durability and strategy, and is situated beyond the individuals to finally enter the dialectic of intelligences. It is this structural stability that must be thought and implemented in Chad to find a strategically acceptable position in the international system.

Key words : *Structural stability; Strategic emancipation, African states, Chad.*

INTRODUCTION

L'Afrique demeure avec certitude l'un des espaces mondiaux les plus convoités. Elle attire les acteurs et attise les convoitises. Cette réalité accentue sa vulnérabilité. Depuis le congrès de Berlin, elle enchaîne les périodes d'invasion et d'instabilité. La plus dramatique est la période coloniale, au cours de laquelle elle a été délestée de ses moyens. En fait, ce moment douloureux dans l'histoire africaine a concrétisé un « *nouveau mode de division des acteurs, séparés entre colonisés et colons à perpétuité, mais soudés par la faute, la culpabilité et l'exigence du repentir salvateur*¹¹⁵ ». Aujourd'hui, l'image qu'on retient du continent noir est celle d'un continent « en retard », meurtri par les guerres et la pauvreté et en attente constante d'un secours extérieur. Cette situation complexifie le processus de stabilisation de son espace, précisément au Tchad.

La difficulté à stabiliser l'État tchadien naît de ce qu'au regard des dynamiques du dedans et du dehors, les leviers pour y arriver lui font gravement défaut. Les monopoles traditionnels ont de plus en plus tendance à lui échapper. Or ils sont des éléments indispensables dans la structuration de l'État. Historiquement, la constitution de l'État est le produit de l'imposition progressive d'un double monopole royal : le monopole fiscal, qui monétarise les liens entre le souverain et les seigneurs, et le monopole de la violence légitime, qui place aux seules mains du roi la force militaire et la condition de toute pacification¹¹⁶. Cette donnée existentielle dans la vie des États n'a pas perdu l'once de sa valeur puisqu'elle s'accompagne d'une administration : un « *appareil de domination différencié qui garantit la pleine efficacité du monopole militaire et financier, qui en fait une institution durable*¹¹⁷ ». L'actualité de la concentration de ces instruments trouve toute sa place au Tchad.

L'appel à la stabilité structurelle dans ce pays s'inscrit naturellement dans la dynamique du temps mondial, marqué depuis le début des années 90 par une victoire réelle, mais étriquée et

¹¹⁵ Monique SELIM, « La généralisation des schèmes coloniaux », in Bernard HOURS ; Monique SELIM, *Anthropologie politique de la globalisation*, Paris, L'Harmattan, 2010, p.161.

¹¹⁶ Nathalie HEINICH, *La sociologie de Norbert Elias*, Paris, La Découverte, 2002, p.11.

¹¹⁷ Norbert ELIAS, *La dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1975, p.30.

contestée du camp occidental sur le bloc communiste. Cette lecture semble partiellement remise en cause aujourd'hui par le caractère multipolaire du système international avec l'émergence d'autres pôles de puissance. L'autre facteur qui vient se greffer au besoin de stabilité dans ce pays est la nécessité stratégique de sortir de l'état des puissances extérieures pour répondre aux attentes de plus en plus pressantes de la société interne. Le concept de stabilité structurelle va au-delà de l'absence de guerre, finalité de la stabilité comprise généralement, pour se donner une dimension profonde qui intègre une planification dans l'action. La stabilité n'apparaît plus en ce moment comme le produit d'une conjoncture mais comme le résultat d'une action organisée. Dans cette perspective, la stabilité structurelle est la disposition par un État des instruments solides, durables, connus de tous et constituant un socle institutionnel et culturel qui peut être transmis aux générations futures. Elle est une forme de consensus qui place les institutions au-dessus de tous. En ce qui concerne l'émancipation stratégique, elle est un processus de viabilisation du climat socio-politique et d'autonomisation, de libération de la domination, une action étatique établie sur les possibilités et les moyens. Elle est donc une variable qui influence la distribution des ressources et la définition des valeurs à l'échelle planétaire.

Le Tchad constitue le point de concentration du besoin d'émancipation stratégique, avec une possible extension illustrative sur le Mali et la République Centrafricaine (RCA), dernières vedettes de l'instabilité politique chronique. Ainsi, la stabilité n'est pas ce qui manque dans la littérature, ce d'autant plus qu'en ce qui concerne le Tchad, ce pays continue d'être le lieu de convergence des situations d'instabilités. Elle s'intéresse de ce fait aux crises¹¹⁸, aux déterminants de l'instabilité en Afrique¹¹⁹, compte tenu du fait que la sécurité est devenue quasiment une mission impossible¹²⁰ dans certains pays. Et c'est la population qui en pâtit parce que les origines de la crise demeurent¹²¹ puisque l'instabilité est l'œuvre des régimes en

¹¹⁸ Arnaud SEMNINAKPON HOUENOU, « Aspects de la crise centrafricaine », *Revue Paix et Sécurité Européenne et Internationale*, n°5, 2016.

¹¹⁹ Mamadou GAZIBO, *Introduction à la politique africaine*, Montréal, PUM, 2010; Hassen KOBBI ; Jude EGGOH, « L'instabilité politique et ses déterminants : un réexamen empirique », Laboratoire d'Economie d'Orléans (LEO), Université d'Orléans-France, Groupe de Recherche Angevin en Economie et Management (GRANEM), Université d'Angers, 27p.

¹²⁰ Faouzi KILEMBE, *Assurer la sécurité en République Centrafricaine*, Yaoundé, FES, 2014.

¹²¹ Isidore NGUEULEU, *Centrafrique : des zones non protégées. Les souffrances de la population civile dans la Haute-Kotto*, Document d'information OXFAM, Oxford, 2016.

place¹²², qui fragilisent la gouvernance par le contournement de la limitation des mandats¹²³. Du coup, l'on est fondé à s'interroger sur le type de stabilité qu'on peut identifier au Tchad et celui qu'il lui faut. Quelle serait sa finalité ? En guise de réponse anticipée, il faut poser que la stabilité qui est brandie dans ce pays est fragile et a besoin d'être structurée pour servir ses intérêts et ceux du continent.

L'actualité de cette problématique entraîne un intérêt théorique en ce sens qu'il remet le réalisme, dans son versant structurel, sous le feu des projecteurs. La structuration du système international est en partie à l'origine de la situation que traverse le Tchad. Ici, l'Etat n'a pas le monopole de la violence organisée mais seulement le monopole d'une violence légitime. Or le paradigme de la vie internationale n'est pas la recherche de l'équilibre via la puissance mais seulement la recherche de la sécurité¹²⁴. Alors, « *par essence, le fait de ne compter que sur soi (self-help) est le principe d'action dans un ordre anarchique*¹²⁵ ». À côté du réalisme qui place le Tchad au centre du processus, il faut faire appel aux théories de l'Etat faible qui déclinent sur les modes divers les multiples carences de l'Etat, principalement dans les pays du Tiers-Monde comme le Tchad où l'universalisation forcée du modèle occidental a souvent provoqué des catastrophes en ayant la tentation de faire porter sur cette greffe artificielle tous les problèmes des zones concernées¹²⁶. Cet enrichissement des paradigmes conduit à une démarche méthodologique fondée sur le cas unique qui est un type de comparaison.

Le cas unique met en relief les spécificités de la stabilité au Tchad. Il constitue donc une monographie comparative en ce sens que son étude s'appuie sur les catégories de la comparaison pour mieux analyser les particularités de la stabilité dans ce pays. La stabilité structurelle se présente alors comme la variable explicative et l'émancipation stratégique au Tchad comme la variable expliquée. La documentation disponible sur la question de la stabilité en Afrique, l'observation du fonctionnement quotidien de l'Etat tchadien et les discours des

¹²² Daniel EIZENGA, « L'instabilité persistante au Tchad, l'héritage d'Idriss Déby », Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique, 12 mai 2021.

¹²³ Joseph SIEGLE et Candace COOK, « En Afrique, le contournement des limites de mandats fragilise la gouvernance », *Infographie*, Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique, 14 septembre 2020.

¹²⁴ Jean-Jacques ROCHE, *Théories des relations internationales*, Paris, Montchrestien, 2008, p.39.

¹²⁵ Kenneth WALTZ, *Les vertus de l'anarchie*, cité par Jean-Jacques ROCHE, *Théories des relations internationales*, op.cit, p.39.

¹²⁶ Jean-Jacques ROCHE, op.cit, p.99.

différents acteurs constituent les moyens d'entrée pour collecter un certain nombre d'informations. Il devient donc important de lire la stabilité actuelle au Tchad comme superficielle (I) et la travailler pour qu'elle devienne structurelle (II).

I - LA STABILITÉ SUPERFICIELLE : UN FACTEUR DE FRAGILISATION DE L'ÉTAT TCHADIEN

Le discours tenu ces dernières années au Tchad a toujours fait penser à une aire géographique qui bénéficie d'une certaine accalmie par rapport aux années de guerre civile. Vu sous cet aspect, le continent serait divisé en deux catégories d'acteurs : ceux qui sont stables et ceux qui sont instables. A bien y regarder, la stabilité qui était évoquée dans l'espace tchadien cachait un malaise profond. Il est aujourd'hui difficile d'affirmer que ce pays jouit de la stabilité politique, entendue comme un véritable degré de légitimité et d'institutionnalisation politiques¹²⁷. La stabilité superficielle est une forme d'état de non guerre ou de calme sagement entretenu par l'ordre gouvernant au Tchad pour perpétuer son règne. En réalité, elle repose sur des bases qui fragilisent le socle étatique. Il est donc difficile à cet Etat d'envisager des changements profonds qui sont à même d'impulser un nouvel élan stratégique. La superficialité qui est rappelée ici confine ce pays à la périphérie du système-monde parce qu'elle le déleste de toute ambition de changement de *statu quo*. Or il faut analyser le besoin d'émancipation comme porteur d'intentionnalité, c'est-à-dire comme un « *réseau hiérarchisé d'attitudes obéissant à une logique de réalisation des ambitions ou d'atténuations des menaces existantes*¹²⁸ ».

Au Tchad, la fragilité de l'Etat a partie liée avec la construction d'une stabilité discursive, sans grand rapport avec la réalité. Il y a lieu de l'identifier et de la connaître parce qu'une meilleure connaissance des facteurs favorisant l'instabilité politique, permettra de mieux les prévenir, les contenir et de limiter les effets adverses¹²⁹. Le type de stabilité qui est en vigueur au Tchad est porteur de vulnérabilités. Or la stabilité en elle-même est un catalyseur de la transformation des

¹²⁷ Franck PETITEVILLE, « Les processus d'intégration régionale, vecteurs de structuration du système international ? », *Études internationales*, vol. 28, n° 3, 1997, p.519

¹²⁸ François THUAL, *Méthodes de la Géopolitique. Apprendre à déchiffrer l'actualité*, Paris, Iris, Ellipses, 1996, p.3.

¹²⁹ Hassen KOBBI ; Jude EGGOH, « L'instabilité politique et ses déterminants : un réexamen empirique », Laboratoire d'Economie d'Orléans (LEO), Université d'Orléans-France, Groupe de Recherche Angevin en Economie et Management (GRANEM), Université d'Angers, p1.

Etats en ce sens qu'elle suscite « l'émergence d'un nouveau cadre stratégique pour le développement de l'Afrique¹³⁰ ». Les détails de la stabilité superficielle au Tchad tournent autour de l'institution d'une paix apparente (A) et l'instrumentalisation institutionnelle constante (B).

A – La paix : une modalité plus apparente que réelle pour la stabilité du Tchad

Le climat de paix apparent que l'on a observé dans ce pays d'Afrique est une manigance et une mise en scène des acteurs qui occupent les positions de pouvoir. En réalité, même si l'image de l'Afrique reste fragile aux yeux de la communauté internationale, la conflictualité sur le continent a baissé depuis vingt ans¹³¹ et l'État tchadien agit au premier rang pour maintenir la paix. Cet ordre et cette paix observés ont pour corollaire l'absence de guerre. Un vent de pacifisme est en train de traverser l'Afrique. Seulement il est porteur d'un effet d'endormissement à la fois des peuples, de la société civile, de l'opposition et des gouvernants. En fait l'absence de guerre constitue un paravent pour le pouvoir car elle cache le manque d'initiatives et d'ambitions dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques d'inclusion dans le circuit d'activation de la solidarité du Tchad.

Les conflits et les guerres ont tellement coloré l'attitude des acteurs tchadiens au point où la paix est devenue un bien politique que les gouvernants utilisent pour justifier leur attentisme et leur manque d'initiative. Pour les dirigeants tchadiens, même s'ils sont parfois la cause des conflits, il est inconcevable de parler ou de bâtir des entités étatiques stables sans avoir au préalable consolidé la paix. Cette instrumentalisation du facteur paix met en relief la fragilité de la stabilité politique dans ce pays parce que c'est la stabilité dans tous les domaines qui fédère les énergies autour de la paix. En Afrique, et ces dernières années au Tchad, la paix est le plus souvent perçue comme le résultat de l'intelligence ou des capacités surnaturelles de celui qui détient les rênes du pays. Et le culte de la personne qui est fait autour de cet exploit pacifique consacre l'immortalité de la figure du décideur suprême. C'est comme s'il était voué à diriger le pays *ad vitam aeternam*.

¹³⁰ Ibrahim MOUICHE ; Samuel KALE EWUSI (dir.), *Gouvernance et sécurité en Afrique subsaharienne francophone: Entre corruption politique et défis sécuritaires*, Addis Abéba, UPEACE, 2015, p.2.

¹³¹ Institut Amadeus, *Indices de la stabilité et de l'attractivité en Afrique*, Casablanca, p.36.

Cette conception de la stabilité inhibe toute velléité d'innovation et tend à scléroser la vie politique interne et à étouffer les avis contraires¹³². Au Tchad, l'envahissement de l'espace public national, non pas par une institution, mais par un homme qui était appelé à disparaître, illustre à souhait cette appréhension de la stabilité. En fait, du vivant du Maréchal, un calme approximatif a semblé caractériser le champ politique tchadien. Cependant, cette stabilité apparente était un volcan endormi qui reposait sur les épaules d'un homme, ce qui va diamétralement à l'encontre du caractère permanent des institutions car *les hommes passent mais les institutions demeurent*. Dans l'imagerie africaine, en témoignent de nombreux messages suite à la disparition du Président, la relative maîtrise du théâtre des opérations était l'œuvre d'un homme.

Par ailleurs, la confusion est l'autre figure marquante de la fragilité de la stabilité au Tchad. Une confusion dans les rôles et dans la gestion de la chose publique est perceptible. Dans le cas d'espèce, la confusion dans le régime tchadien, entre les hommes et les institutions est une endémie qui donne du fil à retordre aux sociétés africaines prisonnières d'une élite qui ne fait pas assez preuve de compétence. L'accalmie observée dans ce pays et ses nombreuses interventions dans les pays voisins dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ont donné l'impression que le Tchad avait fait des avancées démocratiques. La stratégie visait à mettre le modèle de la politique extérieure au service de la politique intérieure. Le Tchad était confondu au président-Maréchal de telle façon que son départ brusque a été perçu comme une menace à la paix dans son pays et dans la sous-région. Or, sa mort au combat résulte « *de l'instabilité qui existait sous son régime. L'instabilité couve au Tchad depuis des dizaines d'années, ponctuée d'explosions de violence périodiques. La corruption, l'exclusion politique, les disparités croissantes et la répression de la contestation ont depuis longtemps marqué le régime d'Idriss Déby au Tchad* ¹³³ ». La confusion se présente en outre sous le visage du patrimonialisme, « *un mode de domination traditionnelle caractérisée par une faible institutionnalisation et l'appropriation directe du pouvoir politique par une famille, une oligarchie ou un clan* ¹³⁴ ». Au-delà des efforts d'intégration de l'ensemble du corps social dans la gestion de l'État, cette

¹³² Voir à ce sujet Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique, « Autocratie et instabilité en Afrique », *Infographie*, 10 mars 2021

¹³³ Daniel EZEINGA, « L'instabilité persistante au Tchad, l'héritage d'Idriss Déby », op.cit, p.1.

¹³⁴ Philippe BRAUD, *Sociologie politique*, Paris, LGDJ, 2004, 7^e éd., p.683.

réalité est évidente dans le fonctionnement quotidien du pays. Cette redistribution fragilise le fondement de l'État et l'affaiblit davantage. La paix semble avoir été imposée, confrontant l'État tchadien à ce que Holsti qualifie de « *dilemme de l'État faible* ».

Par ailleurs, il y a une contradiction forte entre le degré de légitimité issue des urnes et les mécontentements et contestations sociaux au Tchad. Cette constante conduit à s'interroger sur la réalité des résultats des urnes¹³⁵. Le défaut de transparence lors des échéances électorales est un vice qui n'a pas permis à ce pays de se constituer une stabilité fiable. Si une infime partie commence à reformer ce secteur en Afrique, d'autres pays comme le Tchad restent à la traîne de la gouvernance électorale et démocratique pour réprimer et paraître forts. Et c'est une caractéristique des États faibles parce que « *l'État faible est pris dans un cercle vicieux. Il n'a pas les capacités de créer une légitimité en offrant sécurité et d'autres services. Dans ses tentatives pour acquérir cette force, il adopte des pratiques prédatrices et cleptomane comme il se joue ou exacerbe les tensions sociales existantes entre les myriades de communautés qui constituent la société. Tout ce qu'il entreprend pour devenir un État fort perpétue en fait sa faiblesse*¹³⁶ ». La légitimité des politiques et décisions publiques et les réactions contestataires de la population contrastent nettement avec l'idée d'une stabilité politique.

La conséquence logique des facteurs ci-dessus évoqués est le manque de cohésion sociale au sein du peuple tchadien. Apparaissent donc les phénomènes de replis identitaires, de haine ethnique, de rébellion, etc. Ces types de mouvements sociaux sont légion en Afrique et l'empêchent d'établir les bases de fonctionnement solides, arrêtées pour être durables¹³⁷. Le défaut de cohésion sociale maintient le pays dans un mouvement permanent de renégociation préjudiciable pour le développement politique équilibré et ouvre la voie à la manipulation des institutions.

¹³⁵ Cf. Joseph SIEGLE ; Candace COOK, « État des lieux des élections africaines de 2021 », *Éclairage*, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 28 janvier 2021.

¹³⁶ Kalevi J. HOLSTI, *The State. War and the State of War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, pp.116-117.

¹³⁷ Daniel EIZENGA, « The Unstable Foundations of Political Stability in Chad », *Notes ouest-africaines*, n° 12, OECD Publishing, 7 février 2018.

B – La manipulation permanente des institutions tchadiennes : une donnée encombrante pour la stabilité du pays

Les institutions délibérément mises en place dans ce pays subissent constamment les assauts des personnes qui sont amenées à les incarner. A mesure que le temps passe, l'appétit pour le pouvoir s'affirme, provoquant une sclérose politique. A la base de ce mouvement se trouve la manipulation des institutions. Sachant que pour accéder au pouvoir et s'y maintenir il faut avoir la mainmise sur les institutions, l'ordre gouvernant s'assure d'en posséder les leviers. Dès lors, on perçoit bien que les institutions *« permettent l'action collective tout en exerçant des contraintes, elles permettent les anticipations des acteurs, cadrent des comportements relativement réguliers et prévisibles. Les institutions ne sont pas neutres. Un processus d'institutionnalisation contribue à privilégier certains acteurs, certaines valeurs et intérêts¹³⁸ »*. Les institutions sont ainsi une ressource, c'est-à-dire un moyen d'influence dans les rapports de pouvoir¹³⁹ entre les mains des gouvernants. Par ailleurs, *« on constate que les institutions démocratiques peuvent participer à la résilience des régimes autoritaires. L'existence d'institutions en apparence démocratiques comme les assemblées représentatives serait un moyen utilisé par les autocrates pour prolonger la durée de vie de leur régime¹⁴⁰ »*. Le Tchad a excellé et continue d'exceller dans ce domaine.

La manipulation des institutions conduit inexorablement à la longévité au pouvoir. Cette dernière constitue une espèce de labyrinthe politique qui fragilise la stabilité au Tchad. Etant assuré de remporter la compétition électorale, compte tenu de la détention des leviers institutionnels, les dirigeants tchadiens ne songent pas, malgré l'inefficacité de leurs politiques, à se retirer du champ politique. Cette situation a fait naître une « pseudo opposition » qui, au lieu de contrôler l'action gouvernementale s'assure d'entraîner des divisions en son sein et de s'allier au pouvoir. Ce malaise politique contribue à déifier la figure de proue du pouvoir et à l'appeler à se représenter continuellement sous le fallacieux prétexte que c'est au peuple qu'il revient de trancher parce que c'est lui qui est à l'origine du pouvoir. La longévité au pouvoir,

¹³⁸ Pierre LASCOUME ; Patrick LE GALES, *Sociologie de l'action publique*, Paris, Armand Colin, 2^e éd., p.89

¹³⁹ Philippe BRAUD, op.cit, p.685.

¹⁴⁰ Sonia Le GOURIELLEC, « Transitions politiques et stabilité en Afrique subsaharienne », *La lettre de l'IRSEM*, n°5, 2015, p.2.

sans tenir cette idée pour automatique, engendre des rébellions. C'est dans ce contexte que le président tchadien Idriss Déby est décédé le 20 avril, officiellement à la suite de blessures reçues au front contre le groupe rebelle dénommé Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT). Cette mort au combat souligne de façon frappante le résultat de la stabilité apparente qui existait sous son régime et qu'on peut aussi observer au Mali et en RCA.

L'utilisation politicienne des institutions fragilise celles-ci et permet à ceux qui les pilotent de maîtriser la compétition pour le pouvoir. En effet, « *la lutte pour le pouvoir politique est à l'origine de la majorité des conflits et des violences observés au cours des dernières décennies. Les divers groupes sociaux qui contrôlent le pouvoir politique ont en effet accès à d'importantes sources de revenus. Les personnes au pouvoir ne veulent pas renoncer aux ressources que leur prodigie leur position*¹⁴¹ ». C'est dans cette perspective qu'on assiste à l'instrumentalisation des thématiques identitaires. Cette donnée traduit la difficulté à avoir des États stables.

La perpétration des coups d'état dans l'espace tchadien fait également partie des maladies politiques d'un pays qui se veut stable. Cet anachronisme politique dans les systèmes africains dits démocratiques est une régression inquiétante qui interpelle à plus d'un titre. Avant la démocratisation intervenue au début des années 1990, les coups d'État semblaient ordinaires. On pouvait justifier leur survenance par la fermeture de l'espace politique. Avec la décompression autoritaire marquée par l'ouverture apparente de la compétition politique, il semble suranné d'évoquer la possibilité d'un coup d'État. Pourtant les pays comme le Tchad continuent de donner des arguments à ceux qui prétendent que le continent est incapable d'atteindre un certain seuil de développement politique en tolérant et en validant ces prises irrégulières et violentes du pouvoir. Depuis la proclamation de l'indépendance au Tchad le 11 août 1960, mises à part les situations d'instabilité ouvertes et de guerres civiles, ce pays compte quatre coups d'état¹⁴².

L'on a pensé que les institutions avaient acquis une certaine solidité après 30 années de pouvoir du Maréchal Déby. Mais cet espoir s'est évanoui en une journée alors que les mécanismes de

¹⁴¹ Alexandre MARC; Neelam VERJEE ; Stephen MOGAKA, *Relever les défis de la stabilité en Afrique de l'Ouest : Résumé*, Washington, Agence Française de Développement et Banque Mondiale, 2015, p.20.

¹⁴² Le premier intervient le 13 avril 1975, le deuxième le 7 juin 1982, le troisième le 1^{er} décembre 1990, et le quatrième le 20 avril 2021.

dévolution du pouvoir dans ce pays « démocratique » sont clairement connus¹⁴³. Le renoncement du président de l'assemblée nationale du fait de la situation de crise, le silence-acceptation des États aussi bien africains que hors continent et même l'adoubement factuel du coup d'État ont du mal à faire admettre dans les esprits qu'on peut qualifier cet Etat d'acteur géopolitique. La gestion du pays par le Conseil Militaire de Transition (CMT) est une dénégation ostentatoire du fonctionnement réel des institutions et une consécration de la force des hommes et non des institutions. Ce qui induit une stabilité conjoncturelle, superficielle et fragile en lieu et place d'une stabilité structurelle.

II - LA STABILITÉ STRUCTURELLE : UN MOYEN D'ÉMANCIPATION STRATÉGIQUE DU TCHAD

La stabilité structurelle s'inscrit dans la dialectique de l'interne et de l'externe en ce sens qu'elle est en même temps l'œuvre d'une volonté politique interne et de l'environnement dans lequel opère le Tchad. Elle est l'ingrédient dont le Tchad a besoin pour être un pays véritablement stable. C'est à ce niveau que la stabilité acquiert toute sa dimension stratégique parce qu'elle doit tenir compte des cinq composantes de la stratégie : les finalités, le rapport à l'autre, le rapport à soi-même, l'espace et le temps¹⁴⁴. Elle se pose aujourd'hui en injonction et nécessité stratégiques dans la mesure où elle est pensée pour donner une dimension importante aux actions élaborées et mises en œuvre à partir du territoire africain. Elle a pour finalité, point essentiel de la stratégie, de fournir les clés d'une émancipation stratégique, celle qui est conçue pour atteindre les objectifs précis dans la structuration des rapports de force à l'œuvre dans le monde.

¹⁴³ Tout en faisant fi du processus inscrit dans la Constitution, la junte a consacré Mahamat Idriss Déby comme chef d'État par intérim. La Constitution de 2018, rédigée par les alliés politiques d'Idriss Déby, stipule qu'en cas de vacance du pouvoir, le président de l'Assemblée nationale doit être nommé Président par intérim et mener le pays à des élections dans les 90 jours suivant la vacance. En plus de cette disposition, la Constitution stipule que tout candidat à la présidence doit être au moins âgé de 45 ans et être civil, ce qui met Mahamat Idriss Déby qui a 37 ans et se trouve être général d'armée hors course.

¹⁴⁴ Vincent DESPORTES ; Jean-François PHELIZON, *Introduction à la stratégie*, Paris, Economica, 2007, pp.14-15.

L'émancipation stratégique repose en conséquence sur la pertinence de la stabilité et le devenir du Tchad. Elle est une équation vitale qui s'éloigne de « *l'attention du moment présent. Elle est ce qui empêche d'être soumis à la dictature de l'instant, une façon d'imaginer l'avenir*¹⁴⁵ ». À cet effet, la stabilité structurelle est susceptible d'apporter une plus-value aux initiatives de modernisation du champ politique. Elle épouse les contours de la solidité, la constance, la permanence ou encore la fiabilité des institutions. Mais, dans le contexte de la prise irrégulière du pouvoir au Tchad, au Mali et en RCA pour ne citer que les cas récents, cette définition a du mal à prendre corps. La stabilité structurelle repose sur des préalables qui sont à construire en interne (A) et à conquérir en externe (B).

A – La construction de la stabilité structurelle interne au Tchad

Comme précédemment soutenu, la stabilité dont a besoin le Tchad n'est pas une absence de guerre ou de trouble à l'ordre établi puisqu'il est sur plusieurs fronts contre Boko Haram¹⁴⁶ et la rébellion. Il faut transcender ce modèle pour arriver à celui qui est pensé pour entraîner les États africains dans la compétition internationale. Il est important de souligner que la scène internationale n'a pas cessé d'être un état de nature car l'autorité dont l'État est investi lui fait toujours l'obligation de défendre les intérêts de ses mandants. Cependant, « *dans ses rapports avec la société interne, l'État est considéré comme l'unique source du droit à la violence, les individus ou les groupes n'ayant le droit d'y recourir que dans la mesure où l'État le tolère*¹⁴⁷ ». Ces prérogatives de l'État dans l'ordre interne le conduisent à implémenter souverainement certaines politiques.

La stabilité politique, dans l'ordre interne repose premièrement sur les valeurs démocratiques et libérales. Ces valeurs tournent autour des changements constitutionnels des gouvernants, la solidité des institutions politiques, le respect de l'État de droit et des libertés politiques, la gestion transparente des affaires publiques, l'alternance pacifique au pouvoir. Conséquemment,

¹⁴⁵ Ibid., p.18.

¹⁴⁶ Daniel EIZENGA, « Le Tchad intensifie sa lutte contre Boko Haram », *Éclairage*, Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique, 28 avril 2020.

¹⁴⁷ Jean-Jacques ROCHE, op.cit, p.20.

sont exclus du champ de la stabilité structurelle les changements anticonstitutionnels du pouvoir, les coups d'État, les révolutions, la violence politique. Cet esprit démocratique se base sur les éléments culturels de la démocratie bâtis autour du consensus, du *fair play* politique, de la transparence dans les processus de désignation des dirigeants et de la liberté d'expression. A côté de ces éléments figure en bonne place l'État de droit qui est un principe de soumission de l'État au droit qu'il produit. Quand ces éléments sont connus et observés par tous, *l'effondrement de l'État*¹⁴⁸ devient difficile. Or, actuellement au Tchad, « *l'inadaptation des structures politiques se révèle par un appareil d'État, théoriquement fondé sur le principe de la souveraineté et en fait monopolisé par les classes dominantes avec le risque fréquent d'une dérive autoritaire contre laquelle s'élèvent des forces de contestation et le monde extérieur*¹⁴⁹ ».

L'alternance politique constitue quant à elle un véritable test de stabilité pour le Tchad. Elle jauge la capacité de son système à résister aux charges et à s'adapter aux différents régimes qui se succèdent. C'est lorsque l'alternance devient une tradition et ordinaire que l'on peut dire que le système connaît un processus de stabilisation avéré. L'alternance repose tout de même sur un ensemble de règles. Il ne s'agit pas de procéder à une révolution de palais ou à une succession organisée par les acteurs qui détiennent les rênes du pouvoir. Les changements de régimes que l'on vient de vivre au Tchad et au Mali illustrent à souhait les efforts faits dans certains pays de ne pas respecter les règles qu'ils ont établies. Il est permis dans ce cas d'insinuer qu'en Afrique, « *on trouve peu d'exemples qui se démarquent plus clairement que le Tchad du mythe de l'homme fort en tant que force stabilisatrice*¹⁵⁰ ». Pour autant, l'Afrique ne fait pas entièrement piètre figure en matière d'alternance. L'Afrique du Sud, le Ghana, le Sénégal et le Nigéria depuis un temps sont parvenus à donner une visibilité à cet élément de la stabilité structurelle. La légitimité vient se greffer à l'alternance pour maîtriser la violence qui reste toujours présente dans les processus de conquête du pouvoir. Si les groupes rebelles au Tchad, voire ailleurs, qui ont officiellement blessé le président Idriss Déby, investissent encore impunément le champ

¹⁴⁸ William ZARTMAN, *L'effondrement de l'Etat : désintégration et restauration du pouvoir*, Paris, Nouveaux horizons, 1997, 313p.

¹⁴⁹ Pierre François GONIDEC, *Relations internationales africaines*, Paris, L.G.D.J, 1996, p.17.

¹⁵⁰ Daniel EZINGA, op.cit, p.3.

politique au point de devenir même les interlocuteurs du pouvoir, la légitimité de ces régimes mérite d'être questionnée ainsi que son système de gouvernance.

La gouvernance est deuxièmement l'un des facteurs clés de la construction de la stabilité structurelle au Tchad. Cette notion, à la une depuis le début des années 1990, cherche à montrer que « *les dynamiques de gouvernement et de régulation sociale ont changé par l'effet de la mondialisation, des changements sociaux et d'une perception nouvelle du pouvoir politique*¹⁵¹ ». Généralement, elle désigne le plus souvent « *les formes contemporaines de régulation collective qui se développent sur la base de relations entre acteurs publics et privés, et dans des cadres institutionnels et territoriaux pluriels, plus ouverts et plus instables*¹⁵² ». Elle est aussi, de façon complète, « *l'ensemble des règles et des processus collectifs, formalisés ou non, par lequel les acteurs concernés participent à la décision et à la mise en œuvre des actions publiques. Ces règles et ces processus, comme les décisions qui en découlent, sont le résultat d'une négociation constante entre les multiples acteurs impliqués. Cette négociation, en plus d'orienter les décisions et les actions, facilite le partage de la responsabilité entre l'ensemble des acteurs impliqués, possédant chacun une certaine forme de pouvoir*¹⁵³ ». Cette théorie constitue aujourd'hui une technologie managériale des sociétés politique modernes.

Le Tchad n'échappe pas à cette dynamique d'adaptation. La gouvernance apparaît nécessaire dans le processus de construction de la stabilité structurelle parce qu'elle obéit à certains critères et s'étend à toutes les échelles de la société. En termes de critères on a logiquement : la participation : aussi bien des hommes que des femmes à la gestion de leurs propres affaires; l'État de droit; la transparence; la responsabilité, plus connue sous l'appellation *accountability*; et l'équité. Au niveau des échelles on retrouve la gouvernance au niveau local, national et mondial. La gouvernance a aussi des dimensions¹⁵⁴ et des critères¹⁵⁵. Mais, au-delà des

¹⁵¹ Olivier NAY (dir.), *Lexique de science politique*, Paris, Dalloz, 4^e éd., 2017, p.491.

¹⁵² Ibid.

¹⁵³ Isabelle Lacroix et Pier-Olivier St-Arnaud, *La gouvernance : tenter une définition*, Université de Sherbrooke, *Cahiers de recherche en politique appliquée*, Vol. IV, Numéro 3, Automne 2012, p.26.

¹⁵⁴ Il s'agit de : **la gouvernance économique** qui recouvre les processus de prise de décisions qui ont une incidence sur les activités économiques du pays et ses relations économiques avec les autres pays; **la gouvernance politique** qui est le processus de prise de décisions concernant l'élaboration des politiques; et **la gouvernance administrative** qui est le système de mise en œuvre des politiques.

¹⁵⁵ En termes d'indicateurs il faut noter entre autres : **L'expression et la responsabilisation** : cet indicateur inclut la liberté individuelle et la liberté de la presse. Il mesure la liberté des citoyens dans le choix de leur gouvernement,

conceptions spécifiques qu'elle recouvre d'un champ à l'autre comme d'un pays à l'autre, « *l'enjeu est à chaque fois le même : faire coopérer ou piloter des acteurs aux logiques et aux intérêts différents, voire contradictoires*¹⁵⁶ ». L'insertion par le Tchad de cet outil dans son dispositif lui permettra d'affermir le socle de sa stabilité. Aujourd'hui on parle de plus en plus de la gouvernance démocratique pour exprimer la volonté de lier les réformes économiques aux réformes politico-institutionnelles¹⁵⁷.

Son intégration dans la chaîne de prise de décision peut grandement contribuer à la bonne répartition des ressources. Il est difficile de nier la corrélation entre les poches d'instabilité socio-politique en Afrique et la mauvaise distribution des ressources, que ce soit dans les pays comme le Tchad où les coups d'état et les prises illégales et illégitimes du pouvoir sont fréquents, ou dans les pays où les manifestations sociales sont étouffées par la violence d'État ou par la corruption. La prise en compte de la gouvernance peut emmener le Tchad à conquérir la stabilité externe.

B – La conquête de la stabilité structurelle externe par le Tchad

La stabilité politique est un facteur évident de puissance. Elle est l'influence internationale que diffuse l'État qui ne veut pas se laisser imposer la volonté des autres, à défaut d'imposer la sienne. C'est cette stabilité qui peut effectivement servir de rampe de lancement à l'émancipation stratégique du Tchad parce qu'elle ne doit pas se confondre à la paix absence de guerre mais à la construction de la paix durable. La conquête de la stabilité externe par le

et la liberté d'exprimer et de se relier, ainsi que le degré de la transparence. **L'efficacité du gouvernement** : elle englobe la qualité des processus d'élaboration des politiques et de leur application. Aussi, elle évalue la qualité des services publics offerts aux citoyens et la liberté de l'administration à faire des interventions politiques. **La qualité de la réglementation** : elle évalue l'ampleur de la relation entre le développement du secteur privé et les politiques gouvernementales. D'après la Banque Mondiale, c'est la capacité du gouvernement à formuler et rendre effectif des politiques saines et des règlements qui permettent et encouragent le développement du secteur privé. **La primauté du droit** : encore appelée Etat de droit, elle mesure le degré de la confiance donné aux tribunaux et aux autorités de surveillance et de protection, aussi bien que le degré de mise en application des règlements. La primauté du droit signifie que toutes les personnes sont au-dessous du droit, et elle organise les relations entre les citoyens, entre les citoyens et l'État et entre les institutions gouvernementales. **La lutte contre la corruption** : elle mesure l'ampleur avec laquelle les fonctionnaires publics sont impliqués dans des actions corrompus et malhonnêtes comme les pots-de-vin. Elle mesure aussi le degré d'intervention et d'influence du secteur privé sur l'administration publique. Cf. Kaufmann, D. ; Kraay, A. ; Mastruzzi, M. (2010), « The Worldwide Governance Indicators : Methodology and Analytical Issues », *World Bank Development Research Group*, 31 p.

¹⁵⁶ Jean-François DORTIER (dir.), *Dictionnaire des sciences sociales*, Auxerre, Sciences Humaines Editions, 2013, p.151.

¹⁵⁷ Olivier NAY, op.cit, p.492.

Tchad le met aux prises avec ses partenaires extérieurs. Cette situation d'interaction stratégique où les acteurs ne se déploient qu'en fonction des gains qu'ils attendent d'une action doit pouvoir intéresser l'Afrique parce qu'aucun État ne doit être cru au-delà de son intérêt. La finalité de l'intériorisation de la stabilité structurelle par la classe dirigeante tchadienne est l'accession à la conscience des enjeux qui structurent le monde et qui sont susceptibles d'aider le continent à ne plus être une victime résignée du système international.

Il faut donc à ce niveau, en ce qui concerne le Tchad et les autres pays, tenir compte du rapport à l'autre, c'est-à-dire les autres partenaires. Les États ont évidemment pour objectif d'assurer leur survie ou de défendre leurs intérêts vitaux. Toutefois, « *il leur faut pour survivre imposer leur volonté à l'autre, le combattre et, si besoin est, le détruire*¹⁵⁸ ». Par conséquent, si la stabilité structurelle ne peut se comprendre qu'à partir « *d'une ambition collective, d'une règle d'action concertée, d'une finalité, elle ne se met en œuvre qu'en face d'un autre, dans le cadre d'une lutte contradictoire qui oppose deux camps adverses*¹⁵⁹ ». Théoriquement, on se retrouve dans un jeu à somme nulle où ce qui est gagné par le Tchad en termes de stabilité est directement perdu par ses partenaires extérieurs en termes d'opportunités. Mais il convient de mettre un bémol à cette position parce que les gains relatifs sont possibles dans la mesure où le monde a besoin d'une Afrique réellement stable pour développer les relations internationales.

Le Tchad et les autres pays doivent d'abord chercher à maîtriser les instruments stratégiques. Ceux-ci sont des moyens vitaux sans lesquels même l'indépendance et la souveraineté qu'ils prétendent avoir comme attributs seraient des coquilles vides. Concrètement, pour conquérir la stabilité qui échappe encore à cet État, il doit se doter des outils de défense et de sécurité susceptibles de lui donner une marge de manœuvre stratégique. Ces outils doivent être une propriété de l'État tchadien et non être sous-traités ou pilotés depuis l'extérieur. Il peut également appartenir aux ensembles sous-régionaux ou à l'institution continentale, constituant ainsi une communauté de sécurité reposant sur « *la conviction des individus et des groupes qu'ils sont arrivés à un accord sur un point au moins, à savoir que les problèmes sociaux*

¹⁵⁸ Vincent DESPORTES ; Jean-François PHELIZON, *Introduction à la stratégie*, op.cit, p.67.

¹⁵⁹ Ibid.

*communs doivent et peuvent être résolus par des mécanismes de changement pacifique*¹⁶⁰ ». La conception et l'implémentation de la force africaine en attente en est une parfaite illustration. Ces outils doivent exclusivement avoir une coloration nationale ou régionale s'ils sont conçus pour entraîner la profondeur stratégique du pays.

Il y a une nécessité à mettre une emphase sur ces outils, les former et réformer, les améliorer et les équiper parce que la paix s'accompagne de la préparation de la guerre. La modernisation de l'armée tchadienne se présente comme un défi majeur¹⁶¹ pour la stabilité de ce pays. Et le Tchad, en tant que bloc fragile, n'est pas à l'abri d'une expédition militaire étrangère. Inculquer la stabilité structurelle aux forces de défense et de sécurité contribue à éviter la prise du pouvoir par les militaires. Le Tchad, ainsi que le Mali, servent parfaitement d'exemple des rapports incestueux entre les militaires et le pouvoir. Et c'est le lieu de dire que le Maréchal Deby est mort pour le pouvoir car il n'a pas engagé les réformes profondes en 30 années de gestion sans partage de l'État. La situation actuelle de ce pays est décrite comme critique, délicate et instable parce que les institutions ont du mal à fonctionner. Ces scénarii d'une autre époque (avant 1990) risquent se nourrir du ferment tchadien et trouver un terreau fertile dans l'espace africain.

En outre, les mécanismes de la monnaie échappent encore au Tchad pour véritablement bâtir sa stabilité. Le fait qu'une bonne partie des États africains soit dépendante d'un pays est stratégiquement suicidaire. Ce tutorat, sous forme de curatelle, plus de 60 ans après les indépendances, est nocif pour l'émancipation stratégique de l'Afrique dans la mesure où la faiblesse des États de la périphérie comme le Tchad est nécessaire au processus d'exploitation et d'accumulation des États du centre capitaliste¹⁶². Autant le dire, « *s'il y a un domaine qui aurait dû retenir l'attention de l'Afrique au lendemain de l'indépendance, c'est bien celui de la monnaie, car, c'est à peu près unanimement admis maintenant par les économistes, elle occupe une position centrale dans la vie sociale* »¹⁶³ et l'émancipation stratégique du pays.

¹⁶⁰ Karl DEUTSCH ; S.A. BURREL, *Political Community and the North Atlantic Area*, Princeton, Princeton University Press, 1957, p.5.

¹⁶¹ International Crisis Group, « Les défis de l'armée tchadienne », Rapport n° 298, 22 janvier 2021.

¹⁶² Jean-Jacques ROCHE, *Théories des relations internationales*, op.cit, p.123.

¹⁶³ Joseph TCHUNDJANG POUEMI, *Monnaie, servitude et liberté. La répression monétaire de l'Afrique*, Paris, Menaibuc Editions, 2^e éd., 2000, p.17.

Le Tchad a ensuite tout intérêt à procéder au renouvellement de sa diplomatie. Celle-ci doit désormais être orientée dans l'atteinte des objectifs stratégiques et initier les débats autour des problématiques qui le concernent en premier. Aujourd'hui, il est impossible à ce pays de se défendre face aux intérêts des partenaires, dans son espace ou dans le monde s'il ne dispose pas d'un outil diplomatico-stratégique opérationnel et efficace. La question de l'attribution d'un siège de membre permanent à l'un de ses États africains, par exemple, doit constamment être inscrite sur l'agenda des Nations unies par les pays africains faibles comme le Tchad parce que « *les institutions au sein desquelles les États négocient leur permettent d'accroître leurs gains, de préserver leurs principaux intérêts, et leur ouvrent de nouvelles perspectives de développement et de paix*¹⁶⁴ ». Cette diplomatie proactive est un canal viable de l'autonomisation stratégique du pays. Son absence est un préjudice pour l'image que le pays renvoie au monde entier. Des mois après le coup de force institutionnel, les acteurs africains hésitent toujours à prendre clairement position sur le sort du Conseil Militaire de Transition au Tchad. Celui-ci semble les avoir mis devant le fait accompli. Ce comportement global démontre à suffisance que le degré de conscience nationale et de cohésion sociale est faiblement existant.

La conscience nationale vient enfin, mais à titre indicatif, compléter le tableau des facteurs nécessaires à la conquête d'un univers de stabilité structurelle au Tchad. S'il semble aisé d'actionner le bouton de la victimisation pour faire endosser la responsabilité de la situation actuelle au lourd passé colonial et aux accords qui inhibent toute initiative d'émancipation de l'influence étrangère. Toutefois, il y a quand même aussi des éléments qui attestent que l'élite politique tchadienne est complice de la situation alarmante actuelle du pays. La conscience nationale implique l'esprit national, le degré de cohésion nationale car « *l'espace culturel s'étale aussi loin que rayonne politiquement le centre extensif, et à l'inverse, un centre qui s'efface, entraîne dans son déclin sa culture propre au risque même d'être re-culturé à son tour de l'extérieur*¹⁶⁵ ». Il s'agit de voir la culture en tant que facteur de puissance puisqu'elle forme le lien vital entre le territoire et la population et les met en symbiose. La conscience nationale est essentielle dans la conquête de la stabilité structurelle au niveau mondial car elle se confond

¹⁶⁴ Gérard DUSSOUY, *Les théories de l'interétatique. Traité de relations internationales (II)*, Paris, L'Harmattan, 2008, p.109.

¹⁶⁵ Gérard DUSSOUY, *Les théories de la géopolitique. Traité de relations internationales (I)*, Paris, L'Harmattan, 2006, p.128.

à la géoculture¹⁶⁶ qui, « *par analogie avec la géopolitique, représente l'arrière-plan culturel dans lequel opère le système mondial*¹⁶⁷ ».

CONCLUSION

Les facteurs sont nombreux qui peuvent amener le Tchad soit à continuer à entretenir la stabilité apparente, soit à la structurer pour devenir un acteur géopolitique important. Le défaut de stabilité structurelle emporte automatiquement fragilisation de l'État et donc rémanence des prises tortueuses du pouvoir et autres dérives autoritaires dans ce pays. Sans cette stabilité structurelle, l'émancipation stratégique, c'est-à-dire le processus d'autonomisation réelle des pays africains, reste hors de portée et le Tchad conserve le rang que tout le monde connaît. Cependant un élément hautement stratégique est à prendre sérieusement en compte parce que dans cette quête d'émancipation, « *c'est la détention d'une information « sensible » qui doit emporter la décision. Ou plutôt, c'est l'information adéquate au moment idoine. Savoir un peu avant est toujours préférable à savoir beaucoup après*¹⁶⁸ ». Ce facteur décisif est le renseignement et sa relation avec la politique de l'État « *est permanente et poursuit les objectifs stratégiques et diplomatiques en temps de paix comme en temps de guerre*¹⁶⁹ ».

La stabilité structurelle dans le processus d'émancipation stratégique de ce pays dont la position et le rôle stratégiques ne sont plus à démontrer a pour vocation la réduction de sa dépendance inquiétante vis-à-vis de ses partenaires. Cet objectif ne sera pas atteint sans résistances ou contraintes. Il va falloir capitaliser tous les dispositifs diplomatiques, politiques, culturelles, géographiques, historiques, économiques et financiers pour y parvenir parce que les interactions entre les acteurs étatiques sont d'abord une question de rapport de force. Les nombreuses crises

¹⁶⁶ Gérard DUSSOUY, « Vers une géopolitique systémique », *Revue internationale et stratégique*, n° 47, Automne 2002.

¹⁶⁷ Voir à ce sujet Immanuel WALLERSTEIN, *Geopolitics and Geoculture. Essays on the changing World System*, Cambridge, Cambridge University Press, Royaume Uni, 2001.

¹⁶⁸ Vincent DESPORTES et Jean-François PHELIZON, op.cit, p.61

¹⁶⁹ Paul Amour Destin MBEGUELE, *Renseignement et politique étrangère. Essai de classification et de compréhension*, Thèse de Doctorat en Science Politique, Université de Yaoundé II, 2016, p.406

qui affectent la stabilité du système international sont susceptibles de freiner cette tendance vers la recherche de la stabilité réelle et durable.

Le Tchad ainsi que ses acolytes malien et centrafricain sont appelés à se donner les possibilités et les moyens de ce processus essentiel afin de ne pas passer par les fourches caudines des institutions et acteurs internationaux comme ce fut le cas avec les programmes d'ajustement structurels. La mise en place des organes de transition en RCA, et plus récemment au Tchad et au Mali, est la preuve, s'il en était encore besoin, que la conception tchadienne actuelle, et donc africaine, de la stabilité pose un véritable problème à la volonté des États qui composent ce continent de rentrer dans le jeu international en tant qu'acteurs. Des efforts en matière de gouvernance, de transparence électorale, de redistribution des fruits de la croissance et d'alternance fermeront (définitivement) la porte aux acteurs et auteurs de l'ingérence tous azimuts.

Il faut pour cela « *renforcer un leadership démocratique responsable et une gouvernance et des institutions de développement, grâce à une planification, une mise en œuvre, un suivi et évaluation et des mécanismes d'évaluation solides et transparents à tous les niveaux*¹⁷⁰ ». L'omniprésence, l'omniscience et l'omnipotence actuelles des chefs qui sont à la tête des États en Afrique sont un faux don d'ubiquité qui démontre simplement que la stabilité est à repenser, à construire et à conquérir pour devenir structurelle.

BIBLIOGRAPHIE

BRAUD Philippe, *Sociologie politique*, Paris, LGDJ, 2004, 7^e éd.

CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE, « Autocratie et instabilité en Afrique », *Infographie*, 10 mars 2021.

COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE, *Agenda 2063. L'Afrique que nous voulons*, Addis Abeba, 2015.

DESPORTES Vincent ; PHELIZON Jean-François, *Introduction à la stratégie*, Paris, Economica, 2007.

¹⁷⁰ Commission de l'Union Africaine, *Agenda 2063. L'Afrique que nous voulons*, Addis Abeba, 2015, p.22

- DEUTSCH Karl ; BURREL S.A., *Political Community and the North Atlantic Area*, Princeton, Princeton University Press, 1957.
- DORTIER Jean-François (dir.), *Dictionnaire des sciences sociales*, Auxerre, Sciences Humaines Editions, 2013.
- DUSSOUY Gérard, « Vers une géopolitique systémique », *Revue internationale et stratégique*, n° 47, Automne 2002.
- DUSSOUY Gérard, *Les théories de l'interétatique. Traité de relations internationales (II)*, Paris, L'Harmattan, 2008.
- DUSSOUY Gérard, *Les théories de la géopolitique. Traité de relations internationales (I)*, Paris, L'Harmattan, 2006.
- EIZENGA Daniel, « L'instabilité persistante au Tchad, l'héritage d'Idriss Déby », Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique, 2021.
- EIZENGA Daniel, « Le Tchad intensifie sa lutte contre Boko Haram », *Éclairage*, Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique, 28 avril 2020.
- EIZENGA Daniel, « The Unstable Foundations of Political Stability in Chad », *Notes ouest-africaines*, n° 12, OECD Publishing, 7 février 2018.
- ELIAS Norbert, *La dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1975
- GAZIBO Mamadou, *Introduction à la politique africaine*, Montréal, PUM, 2010
- GONIDEC Pierre François, *Relations internationales africaines*, Paris, L.G.D.J, 1996
- HEINICH Nathalie, *La sociologie de Norbert Elias*, Paris, La Découverte, 2002
- HOLSTI Kalevi J., *The State. War and the State of War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- INSTITUT AMADEUS, *Indices de la stabilité et de l'attractivité en Afrique*, Casablanca.
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP, « Les défis de l'armée tchadienne », Rapport n° 298, 22 janvier 2021.
- KOBBI Hassen ; EGGOH Jude, « L'instabilité politique et ses déterminants : un réexamen empirique », Laboratoire d'Economie d'Orléans (LEO), Université d'Orléans-France, Groupe de Recherche Angevin en Economie et Management (GRANEM), Université d'Angers.
- LACROIX Isabelle ; ST-ARNAUD Pier-Olivier, *La gouvernance : tenter une définition*, Université de Sherbrooke, *Cahiers de recherche en politique appliquée*, Vol. IV, Numéro 3, Automne 2012.

LASCOUME Pierre ; LE GALES Patrick, *Sociologie de l'action publique*, Paris, Armand Colin, 2^e éd.

LE GOURIELLEC Sonia, « Transitions politiques et stabilité en Afrique subsaharienne », *La lettre de l'IRSEM*, n°5, 2015.

MARC Alexandre ; VERJEE Neelam ; MOGAKA Stephen, *Relever les défis de la stabilité en Afrique de l'Ouest : Résumé*, Washington, Agence Française de Développement et Banque Mondiale, 2015.

MBEGUELE Paul Amour Destin, *Renseignement et politique étrangère. Essai de classification et de compréhension*, Thèse de Doctorat en Science Politique, Université de Yaoundé II, 2016.

MOUICHE Ibrahim ; KALE EWUSI Samuel (dir.), *Gouvernance et sécurité en Afrique subsaharienne francophone: Entre corruption politique et défis sécuritaires*, Addis Abéba, UPEACE, 2015.

NAY Olivier (dir.), *Lexique de science politique*, Paris, Dalloz, 4^e éd., 2017.

NGUEULEU Isidore, *Centrafrique : des zones non protégées. Les souffrances de la population civile dans la Haute-Kotto*, Document d'information OXFAM, Oxford, 2016.

PETITEVILLE Franck, « Les processus d'intégration régionale, vecteurs de structuration du système international ? », *Études internationales*, vol. 28, n° 3, 1997, pp. 511-533.

ROCHE Jean-Jacques, *Théories des relations internationales*, Paris, Montchrestien, 2008

SELIM Monique, « La généralisation des schèmes coloniaux », in Bernard HOURS ; Monique SELIM, *Anthropologie politique de la globalisation*, Paris, L'Harmattan, 2010.

SIEGLE Joseph ; COOK Candace, « État des lieux des élections africaines de 2021 », *Éclairage*, Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique, 28 janvier 2021.

SIEGLE Joseph et COOK Candace, « En Afrique, le contournement des limites de mandats fragilise la gouvernance », *Infographie*, Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique, 14 septembre 2020.

TCHUNDJANG POUEMI Joseph, *Monnaie, servitude et liberté. La répression monétaire de l'Afrique*, Paris, Menaibuc Editions, 2^e éd., 2000.

THUAL François, *Méthodes de la Géopolitique. Apprendre à déchiffrer l'actualité*, Paris, Iris, Ellipses, 1996.

Le Tchad à la croisée des chemins. Résistances des forces anti-démocratiques et défis d'émancipation politique et stratégique

WALLERSTEIN Immanuel, *Geopolitics and Geoculture. Essays on the changing World System*, Cambridge, Cambridge University Press, Royaume Uni, 2001.

ZARTMAN William, *L'effondrement de l'Etat : désintégration et restauration du pouvoir*, Paris, Nouveaux horizons, 1997.



***Le soutien de la France au Conseil Militaire de Transition (CMT) Tchadien :
expression de la sauvegarde de la puissance française dans une Afrique
Centrale en pleine reconfiguration***

NOAH EDZIMBI François Xavier,
Ph.D en Science Politique,
CEO du Cabinet LUCEM GLOBAL CONSULTING S.A.R.L,
Chercheur Associé au
Centre Africain d'Études Stratégiques pour la
Promotion de la Paix et du Développement (CAPED),
Yaoundé, Cameroun
et au Centre Africain de Recherche pour la
Paix et le Développement Durable (CARPADD)
Ottawa, Canada
xnoah@gmail.com

Résumé:

L'année 2020 a été révélatrice du fait que la compétition stratégique et la concurrence militaire redevenaient la grammaire des affaires étrangères. Ainsi pour certains analystes : « *un affrontement direct entre grandes puissances ne peut plus être ignoré* ». La mort du président Idriss Déby Itno, et le soutien français au CMT, à la tête duquel trône le fils du défunt président de la République du Tchad, exprime la détermination de la France à préserver ses intérêts dans ce pays hautement stratégique. En mobilisant le réalisme classique, qui insiste sur l'importance des rapports de puissance dans la compréhension de la politique internationale et l'impossibilité de réconcilier les intérêts divergents des États, la présente étude souligne l'urgence pour la France de maintenir une tutelle plurielle et multiforme sur le Tchad, gage de la préservation de ses acquis, dans un contexte marqué par le retour des grandes puissances et la redistribution des cartes de la puissance en Afrique Centrale. L'approche géopolitique démontre, quant-à-elle, l'instrumentalisation des responsables militaires de la transition à cette fin, au détriment du processus de démocratisation pourtant promu fort opportunément par la France.

Mots clés : CMT, Tchad, préservation, puissance, Afrique Centrale, France

Summary :

The year 2020 has been revealing as strategic competition and military competition are once again becoming the grammar of foreign affairs. Thus for some analysts: "*straight confrontation between great powers can no longer be ignored*". The death of President Idriss Déby Itno, and French support for the CMT, headed by the son of the late President of the

Republic of Chad, express France's determination to preserve its interests in this strategic country. By mobilizing classical realism, which insists on the importance of power relations in the understanding of international politics and the impossibility of reconciling the divergent interests of States, this study underlines the urgency for France to maintain a plural tutelage and multifaceted on Chad, pledge of the preservation of its achievements, in a context marked by the return of the great powers and the redistribution of the cards of power in Central Africa. The geopolitical approach demonstrates, for its part, the instrumentalization of the military officials of the transition to this end, to the detriment of the democratization process, however, very opportunely promoted by France.

Keywords : MTC, Chad, preservation, power, Central Africa, France

INTRODUCTION

Avec la fin de la bipolarité et le triomphe de l'économie de marché, les rivalités de puissance entre acteurs étatiques, de même que les fenêtres d'opportunités qu'offre l'Afrique, sont devenues des contextes favorables à une remise en cause de la « *grandeur française* » sur le continent. Depuis lors, l'Afrique est au cœur d'une concurrence entre les puissances traditionnelles et les nations émergentes dont les besoins en matières premières stratégiques paraissent illimités. L'irruption des puissances économiques et militaires émergentes telles que la Chine, la Russie, l'Inde, le Brésil en Afrique Centrale et l'intérêt croissant des États-Unis et du Japon pour le continent, perturbe ainsi le monopole de la France dans cet espace qui, jusque-là, était considéré comme sa « *sphère d'influence naturelle*¹⁷¹ ». Très souvent, les autorités françaises parlent, pour ce qui est de leur politique africaine, de diplomatie d'influence, de soft power et de l'importance qu'il faut y attacher. Cependant, « *aucune réflexion d'ensemble n'est faite pour savoir comment la France doit se situer. Aucune réflexion globale sur le sujet n'est faite non plus, et on se contente, au final, de conserver l'existant*¹⁷² ». Aussi, malgré les discours diplomatiques officiels d'ancien et actuel exécutifs français sur les relations d'égal à égal entre l'Afrique et la France, de Nicolas Sarkozy qui appelait dans un discours prononcé à Cotonou en 2006, au Bénin à une « *relation [...] plus transparente*¹⁷³ » entre la France et l'Afrique ; à Emmanuel Macron qui déclarait en 2017 à Ouagadougou « *qu'il n'y a plus de politique africaine de la France*¹⁷⁴ », entre la raison d'État et la France des droits de l'Homme, « *la première est, bien entendu, plus grande que la seconde*¹⁷⁵ » pour les autorités gouvernementales et politiques françaises. En effet, dans un monde où l'innovation et la croissance économique sont devenues un domaine essentiel de la concurrence géopolitique, la préservation des intérêts stratégiques de la France en Afrique est un enjeu vital pour les stratèges dudit pays, dans la mesure où leur « *objectif (est) de faire de la*

¹⁷¹ S., Tchokonté, « Introduction », *Revue Dialectique des intelligences*, N° 06, premier semestre 2019, p. 6.

¹⁷² P., Boniface, « La réflexion stratégique en souffrance », *Revue Défense Nationale*, 2015/10 N° 785, p. 30.

¹⁷³ Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, sur la démocratie au Bénin et sur l'établissement de nouvelles relations entre la France et l'Afrique, Cotonou le 19 mai 2006, article consulté le 13/05/2021 sur <http://discours.vie-publique.fr/notices/063001811.html>

¹⁷⁴ Déclaration d'Emmanuel Macron consulté le 13/05/2021 sur <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/11/28/discours-demmanuel-macron-aluniversite-de-ouagadougou>

¹⁷⁵ F.-X., Verschave, *Noir silence. Qui arrêtera la Françafrique ?*, Paris, Les Arènes, 2000, p. 541.

*construction européenne le marchepied de la France, et (lui) faire jouer le rôle d'avocat des plus faibles dans les affaires du monde*¹⁷⁶ ».

Qu'est ce qui explique la reconnaissance du CMT par le gouvernement français, malgré l'existence de mécanismes institutionnels qui prévoient la gestion de l'intérim du pouvoir exécutif tchadien par le président de l'Assemblée Nationale ? L'hypothèse principale est la suivante : dans le dessein d'éviter son déclassement stratégique en Afrique, la France, dont le pétrole tchadien et d'autres ressources stratégiques assurent la sécurité nationale, adapte la dynamique locale de sa puissance globale pour sauvegarder ses intérêts de puissance¹⁷⁷. L'analyse présente cette reconnaissance comme un « *nouvel avatar de la Françafrique*¹⁷⁸ ». Ainsi, pour paraphraser *L'Humanité* qui dénonçait en 2016 « *la "coopération militaire", rouage clé de la Françafrique* », et titrait en 2017 « *À Ouagadougou, Emmanuel Macron relooke la Françafrique*¹⁷⁹ », « *À Ndjamena le 21 avril 2021, aux obsèques du défunt président Idriss Déby Itno, Emmanuel Macron relookait la Françafrique par un soutien au CMT* ». Ce « *relookage* » révèle une continuité/perdurance de la sous-traitance d'intérêts nationaux du Tchad (I) qui, cette dernière, limite le processus de démocratisation dudit pays (II).

I- La sous-traitance des intérêts nationaux du Tchad : une nécessité française pour un rayonnement international.

Défini comme tout secteur, domaine ou richesse d'importance stratégique qui, en raison d'une quelconque menace ou attaque dont il ferait l'objet conduirait un État à mobiliser des moyens conséquents de défense et de sécurité pour le protéger, voire user de la guerre, l'intérêt national est la raison primordiale de l'établissement d'une politique de défense et de sécurité¹⁸⁰ d'un pays d'une part et, d'autre part, la tâche et la mission premières des dirigeants d'un État. Pour ce faire, les autorités politiques devraient disposer de l'information stratégique, préalable qui s'inspire de leur représentation intellectuelle, cognitive et culturelle, expression première d'un désir de puissance. Étant un processus de traitement de l'information stratégique,

¹⁷⁶ A., Fogue Tedom, *Enjeux géostratégiques et conflits politiques en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 21. NB : si tous les propos sont bien de lui, leur agencement est de l'auteur.

¹⁷⁷ Les intérêts de puissance se présentent comme tout avantage que tire un acteur international de sa capacité à inscrire ses intérêts à l'ordre du jour des résolutions d'institutions tant régionales qu'internationales, d'influencer voire modifier les politiques publiques d'une entité étatique, tout en ayant une priorité en matière de maîtrise de leurs différents agendas. Ledit acteur s'appuie sur un ensemble de moyens, ressources physiques, humaines, intellectuels, militaires, économiques, diplomatiques, technologiques, industriels, etc., susceptibles d'être mobilisés par lui pour réagir voire imposer sa volonté sur ladite scène mondiale.

¹⁷⁸ La Françafrique désigne un maintien par la France de relations étroites avec ses anciennes colonies pour s'assurer de matières premières comme le pétrole, ainsi qu'un certain prestige et une clientèle fidèle aux Nations unies, ce qui lui permet de pouvoir lutter contre toute influence étrangère concurrente dans son « pré-carré ». K., Alleno, « La « Françafrique », instrument d'un soft power associatif et « stigmaté » pour la politique africaine de la France », *Relations internationales*, 2020/2 n° 182, p. 102.

¹⁷⁹ Article consulté le 13/05/2021 sur <https://www.humanite.fr/la-cooperation-militaire-rouage-cle-de-la-francafrique-604158>, (l'article reprend un rapport de l'association Survie) ; S., Aubouard avec G., de Santis, « À Ouagadougou, Emmanuel Macron relooke la Françafrique », *L'Humanité*, mercredi 29 novembre 2017, p. 4.

¹⁸⁰ La politique de défense et de sécurité d'un pays découle de la définition de ses objectifs nationaux, les capacités militaires et diplomatiques dont il se dote afin de remplir le rôle qu'il s'assigne sur la scène internationale. Lire à ce sujet C.-P., David et O., Schmitt, *La guerre et la paix. Approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie*, 4^e édition, Paris, Presses de Science Po, 2020, p. 45.

l'Intelligence Économique (IE)¹⁸¹ s'est consolidée comme un instrument de domination pour tout État en quête de puissance décisive¹⁸², depuis la fin de la seconde guerre mondiale. À l'heure où l'économie est devenue intensive en informations et en connaissances, elle a été déclinée au plan politique, au plan territorial et au plan des entreprises comme une stratégie, une pratique et un outil. Nombreux sont les projets d'émergence que les pays de la région centrale de l'Afrique ont adopté, avec pour ambitions la transformation globale des structures économiques et l'amélioration significative des conditions d'existence des populations. Il s'agit de : « Vision 2020 » pour la Guinée équatoriale ; « Vision 2025 » pour le Gabon, le Congo ou encore « Vision 2035 » pour le Cameroun et le Tchad. Après une imprégnation desdites visions, le constat d'une implémentation majoritaire sur l'aide extérieure, pour lesdits projets de développement, se dégage.

Cette situation trouve une explication dans l'extraversion¹⁸³ et l'absence de souveraineté¹⁸⁴ qui caractérisent lesdits pays. Les indépendances juridiques n'ont pas entraîné leur émancipation¹⁸⁵ politique et stratégique comme le démontre l'importante marge de manœuvre qu'ils concèdent à leurs partenaires étrangers dans la définition, voire la mise en application de leur politique aussi bien intérieure qu'extérieure. En effet, s'étant construit une « *idée de grandeur de la France*¹⁸⁶ », le général De Gaulle, conscient des faiblesses qui caractérisaient son pays au sortir de la deuxième guerre mondiale, trouvera vital d'adapter le cadre de pensée stratégique français durant la décolonisation sur « *l'indépendance-coopération*¹⁸⁷ ». À ses yeux, en Afrique, « *si nous voulons que tout reste tel que c'est, il faut que tout change*¹⁸⁸ ». Afin de préserver ses intérêts géoéconomiques, la France accordera ainsi l'indépendance à des élites africaines qui la réclamaient le moins, après avoir éliminé

¹⁸¹ L'intelligence économique désigne les activités de production de connaissance servant les buts politiques, économiques, culturelles et stratégiques d'un acteur/institution/firme/entreprise (veille concurrentielle, protection des données, stratégies d'influence, contre ingérence). Ces activités de production de connaissance relèvent la plupart du temps d'un contexte légal à partir de sources ouvertes, et dans certains cas du renseignement économique à partir de sources confidentielles. C., Assens, C., Perrin, « L'intelligence économique : une stratégie de réseau pour les entreprises », *Revue internationale d'intelligence économique*, 2011/2 Vol 3, p. 138.

¹⁸² P. M., Defarges, *Introduction à la géopolitique*, Paris, Editions Seuil, 2009.

¹⁸³ L'extraversion des États africains renvoie à leur incapacité à maîtriser ou contrôler, même de façon relative leur destin et plus particulièrement leur destin politique et stratégique vis-à-vis de leurs alliés. A., Fogue Tedom, *Op. cit.*, p. 15.

¹⁸⁴ La souveraineté peut être définie comme la capacité d'un État à réaliser son unité politique et qu'il soit émancipé politiquement et stratégiquement. C'est dans cette indépendance que se trouve sa libre prise de décision pour organiser un État-Nation fondé sur une défense, des affaires étrangères et une diplomatie, une culture propre, une monnaie, etc.

¹⁸⁵ L'émancipation doit être comprise comme la possibilité pour les États africains d'ajouter à leur indépendance juridique, un contenu politique, stratégique, économique, diplomatique, sécuritaire etc. qui seul peut leur permettre d'espérer mener une existence souveraine sur la scène internationale dans laquelle seuls leurs peuples, constitués en un corps politique, et leur Nation déterminent leurs actions. A., Fogue Tedom, « De la problématique du financement de l'Union Africaine (UA) à l'évaluation du désir de puissance de l'Afrique », *Dialectique des intelligences*, n°004/2017, p. 7.

¹⁸⁶ A., Vassallo, « Parcours thématique. De Gaulle et l'Afrique noire », article consulté le 17/06/2019 sur <http://fresques.ina.fr/degaulle/parcours/0006/de-gaulle-et-l-afrique-noire.html>

¹⁸⁷ *Ibid.*, l'indépendance-coopération est un système de coopération entre États souverains, mais ayant pour but d'imposer l'influence de la France en Afrique dans les domaines politique, militaire, économique, financier et monétaire, judiciaire, technique et culturel, permettant à la France de conserver une influence majeure sur ses anciennes colonies.

¹⁸⁸ Giuseppe Tomasi di Lampedusa, *Le Guépard*, Paris, Seuil, 2007, p. 32.

politiquement et militairement ceux qui l'exigeaient avec le plus d'intransigeance¹⁸⁹. Dès lors, le « pré-carré¹⁹⁰ » français consistera en un dispositif sécuritaire défensif où les fortifications seront remplacées par des outils de surveillance des responsables politiques, économiques, des territoires et des populations dans l'objectif de « *surveiller, intervenir et punir toute force contraire à la préservation et à la sauvegarde du giron stratégique français*¹⁹¹ ». Partant de ces arguments historiques, disposer de l'information stratégique dans la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques publiques nationales, de même que les informations relatives aux projets d'émergence, n'entre pas jusqu'ici dans le logiciel programmatique de développement des autorités gouvernementales du Tchad. Entouré de cercles d'affaires divers, de la famille restreinte et du groupe communautaire Zagawa dont il participe dès à présent à la « *sécuritisation*¹⁹² » des intérêts, Mahamat Idriss Déby Itno, nouvel homme fort du Tchad, incarne la subsistance de la *Françafrique*.

Bien que le CMT ait pour but la construction et la consolidation d'institutions républicaines efficaces qui définissent les devoirs du citoyen, protègent ses droits et libertés inscrites dans un corpus juridique légalisé par les populations, mais aussi les ressources commerciales, économiques, culturelles et naturelles, cet objectif reste un vœu pieux dans la mesure où il ne dispose d'aucune autonomie stratégique et est soumis à la satisfaction des enjeux de puissance français. Cette mission reste octroyée au pouvoir politique français qui forme une garde rapprochée d'experts, venus à la fois de l'administration et des cabinets privés, chargés d'aider le président de la République à cerner les grandes questions qui touchent l'Afrique¹⁹³, d'où la présence d'Emmanuel Macron à Ndjamena le 21 avril 2021 aux côtés du « *pays ami* » exploré pour le lui rappeler. Pour exemple, créée en 2013 lors d'un sommet des chefs d'État français et africains à l'Élysée, la fondation *AfricaFrance* vise le renforcement de la coopération entre les entreprises françaises et africaines partout sur le continent. En 2015, cette fondation a créé une banque de l'exportation, destinée à réduire le coût des financements de certains contrats établis entre la France et les États africains sans l'approche d'une remise en question par ces derniers¹⁹⁴. Aux réseaux classiques, est venu plutôt s'agglomérer un maillage

¹⁸⁹ R., Granvaud, *Que fait l'armée française en Afrique ?*, Paris, Editions Agone, 2009, pp. 31-32.

¹⁹⁰ Un pré-carré est une zone d'influence politico-économique et culturelle, composée d'un ou de plusieurs pays, et généralement acquise à une puissance étrangère. Il s'agit en ce qui est de la France, des anciennes colonies répertoriées dans les ex-AEF et AOF.

¹⁹¹ J.-P., Bat, *Le Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, « folio histoire », 2012, p. 96.

¹⁹² La « sécuritisation » est définie comme la désignation d'un objet comme une menace par une autorité légitime et accepté comme telle par une audience significative. En d'autres termes, la « sécuritisation » actualise rhétoriquement une anxiété, une situation d'incertitude alors que la sécurisation est l'art de sécuriser, l'art de mobiliser un ensemble des moyens financiers et humains afin de mettre en œuvre une gamme de pratiques qui permettent de fiabiliser un espace socio-politique spécifique. L., Koungou, *Culture stratégique et concept de défense au Cameroun*, Paris, Editions L'Harmattan, 2015, pp. 34-35.

¹⁹³ O., Piot, « La fin du pré-carré », *Le Monde diplomatique. Manière de voir*, n° 165, bimestriel juin-juillet 2019, pp. 10-11.

¹⁹⁴ *Ibid.*, le renouvellement générationnel des réseaux d'influence permet à la « *Françafrique* » de se transmuier dans un contexte où les entreprises françaises n'ont jamais été aussi nombreuses sur le continent (environ 40000). Petites et moyennes, certes, mais surtout, bien sûr, les grands groupes : Total, Castel, Orange, Lafarge, Vinci, Bouygues et Technip se classent parmi les 70 plus grands groupes implantés en Afrique. Le groupe Bolloré figure ainsi parmi les multinationales emblématiques de la présence française en Afrique. Fort de ses 250 filiales et de ses 25000 salariés dans 46 pays africains, Bolloré Africa Logistics est devenu en moins de trente ans le premier réseau intégré de logistique africain et un acteur majeur de l'activité portuaire.

d'acteurs privés, stimulés par le nouveau « *business* » : fonds d'investissement, réseaux de jeunes entreprises, conseillers, cabinets spécialisés, agences de communication, avocats, etc.¹⁹⁵, qui collectent des données et les exploitent afin que la France en tire le plus grand avantage concurrentiel dans les échanges économiques internationaux ou une capacité d'anticiper les actions et les décisions sur le plan social, économique et politique, ceci aux dépens des économies locales africaines. Dans la configuration nouvelle post guerre froide, l'habileté et la capacité de tout acteur stratégiquement émancipé d'amener autrui à faire ce qu'il ne souhaite pas faire, mieux à ne pas regarder ni penser où il devrait le faire, constituent les gages de réussite de leurs divers projets de puissance.

Dotée d'une conscience stratégique qui lui permet de cerner les enjeux de puissance, et de s'arrimer à une dialectique d'intelligence en cours dans l'environnement international, la France soutien dès lors le CMT malgré l'existence de mécanismes institutionnels pour garder la mainmise sur son ancienne colonie. Cette reconnaissance a des répercussions sur la gouvernance démocratique.

II- L'usage du processus de démocratisation tchadien à des fins géostratégiques français.

À la fin de la guerre froide, et dans le sillage du vent de l'Est, un peu partout en Afrique, les régimes au pouvoir ont fait face à des soulèvements populaires dont le fondement était dans chaque pays le même : la contestation du parti unique, le rejet de la dictature et du pouvoir perpétuel¹⁹⁶ et par conséquent, la réclamation véhémement de retour ou de l'instauration du pluralisme politique, selon les cas, et partant, l'édification d'une société démocratique où les libertés politiques et civiques ne sont plus confisquées¹⁹⁷. C'est dans ce contexte qu'au début des années 1990, les pays d'Afrique au sud du Sahara se sont lancés, dans des conditions diverses et parfois dramatiques dans des processus démocratiques dont le rythme général renseigne sur les réticences, voire l'adversité de nombreux régimes quant à l'ouverture démocratique tant souhaitée et plus exactement réclamée par les peuples. Depuis les années 2000, des élections ont été organisées dans la quasi-totalité des pays africains. Toutefois, l'existence de processus électoraux formels n'empêche pas certaines dynasties de s'éterniser au pouvoir. Il existe en Afrique subsaharienne divers types de régime politique allant de régime dynastique au régime « *d'hommes fort* », ou de « *parti dominant* » qui, qualifiés de régimes hybrides¹⁹⁸ ou de « *démocraties* », combinent constitutions démocratiques et comportements autoritaires. Les degrés de répression politique sont très variables dans ces régimes, mais ils se caractérisent tous par un fort déséquilibre des rapports de forces politiques¹⁹⁹. Les régimes

¹⁹⁵ *Ibid.*, du côté des ex-ministres de la République, la liste de ceux qui se sont reconvertis dans les « bons offices » du lobbying en Afrique se révèle tout aussi fournie : MM. Jean-Louis Borloo (à l'origine de la fondation Énergies pour l'Afrique), Gérard Longuet (conseiller de Sea Invest), Dominique Perben (conseiller de Colas, filiale du groupe Bouygues) ou encore Hervé de Charrette et Jean-Marie Bockel.

¹⁹⁶ M.-É., Owona Nguini et H.-L., Menthong, « Gouvernement perpétuel » et démocratisation janusienne au Cameroun (1990-2018) », *Politique africaine* n° 150, Editions Karthala, juin 2018, pp. 97-114.

¹⁹⁷ A., Fogue Tedom, « Introduction », *Dialectique des intelligences*, n°005/2018, p. 4.

¹⁹⁸ V. P., Quantin, « La démocratie en Afrique à la recherche d'un modèle », *Pouvoirs*, n° 129, février 2009, pp. 65-76. La notion de régime hybride revient à L., Diamond, « Elections Without Democracy: Thinking About Hybrid Regimes », *Journal of Democracy*, vol. 13, n° 2, 2002.

¹⁹⁹ F. X., Noah Edzambi, « La gestion de la crise anglophone au Cameroun : désaffection populaire et renforcement de la démocratie », *Espace géographique et société marocaine*, n° 41/42, novembre 2020, p. 292.

dynastiques et « *d'hommes forts* » ressemblent à des monarchies déguisées en républiques, et sont particulièrement nombreux en Afrique Centrale²⁰⁰.

La longévité au pouvoir dépend dès lors de la capacité à maintenir ou à adapter ces soutiens stratégiques au fil des évolutions du contexte national et international. Ces deux types de régimes ont en commun d'organiser des élections largement contestables, taillées sur mesure pour les présidents en poste. Il est ainsi courant que les dirigeants s'approprient les moyens et ressources de l'État pour s'assurer une victoire électorale et favoriser l'ancrage du gouvernement perpétuel. Depuis son indépendance le 11 août 1960, la République du Tchad a connu pas moins de dix présidents, soit une moyenne d'un président tous les six ans. Cette prolifération de chefs d'État ne témoigne aucunement de la vivacité ou du dynamisme de la démocratie tchadienne. Ici, le tribalisme apparaît comme un élément dont l'importance n'est plus à démontrer, en contexte africain en général et tchadien en particulier, dans l'appareil idéologique de l'État²⁰¹. Il se caractérise par la prédominance de l'ethnie du défunt Maréchal, et s'impose comme un paradigme de la gouvernance démocratique et sécuritaire. En effet, dans la plupart des institutions ou des corps qui participent de cette gouvernance, les Zagawa, clan dont est originaire l'ancien président Idriss Déby Itno, sont présents en surnombre. On assiste à la mise en place d'un système gouvernemental fondé sur une armée majoritairement constituée d'un groupe communautaire, de mercenaires dont la discipline et le professionnalisme ne sont pas les préoccupations majeures²⁰². Le corps armé est constitutif de l'hégémonie politique au même titre que les pouvoirs civils à savoir le législatif, le judiciaire et l'exécutif. L'armée est utilisée pour organiser la vie sociale ou encore réprimer un certain type d'attitudes permettant de remettre en cause les intérêts de la classe dominante²⁰³. Sa principale fonction est la pérennité du régime au pouvoir et la sécuritisation des avantages et intérêts du collectif bureaucratique-présidentiel²⁰⁴.

La question du processus démocratique dans ce pays, comme dans la plupart des États en Afrique subsaharienne, est victime d'un double réductionnisme : celui d'une dimension électorale, lui-même réduit au fait de savoir si les élections sont libres, transparentes et régulières. Cette vision néglige les aspects fondamentaux que sont l'environnement institutionnel (neutralité politique des institutions, état de droit réel et pas seulement théorique, etc.) et, plus généralement, la situation du marché politique (comportements et structures politiques, inclusivité de la citoyenneté, offre politique réelle, rapports de force politiques, etc.). Toutefois pour la France, « *Patrie des droits de l'Homme et des libertés* », la tenue d'élections satisfaisant à ces critères suffit pour décerner un brevet de démocratie, dans la mesure où, afin de pallier à leur insuffisante légitimité, ces dirigeants mis au pouvoir par son entremêlé contribuent à la mesure de la défense de ses intérêts, et à la matérialisation de son projet

²⁰⁰ Dans les premiers, une famille monopolise le pouvoir politique et traite le pays comme sa propriété privée. Dans les seconds, le pouvoir s'incarne dans un « homme fort », qui « tient » certains leviers stratégiques (services de sécurité, groupes ethno-régionaux, milieux d'affaires, appuis de puissances étrangères, etc.)

²⁰¹ J. T., Okala Ebodé, « Tchad : permanence de l'instabilité, la gouvernance démocratique et sécuritaire en question », *Sens Politique*, 1^{er} trimestre 2021, pp. 40-41.

²⁰² *Ibid.*

²⁰³ F. X., Noah Edzimbi, « De l'apport des armées africaines dans la préservation d'intérêts nationaux à l'ère du redéploiement du jeu des puissances en Afrique », *Espace géographique et société marocaine*, n° 33-34, avril 2020, pp. 314.

²⁰⁴ *Ibid.*

géopolitique²⁰⁵. De tels agissements concourent à promouvoir la culture de l'homme fort au détriment d'institutions fortes. En guise d'illustration qu'offre fort opportunément le Tchad : le CMT qui s'est mis aussitôt en place après le décès du chef de guerre le Maréchal Idriss Déby Itno. Ce Conseil ne peut en aucun cas dissimuler les faiblesses des institutions tchadiennes ainsi que ses fractures. L'État de droit reste et demeure une véritable arlésienne²⁰⁶, dans la mesure où les dirigeants militaires de la transition, qui bien qu'ayant pour but la construction d'institutions républicaines efficaces qui définissent les devoirs du citoyen, protègent ses droits et libertés inscrites dans un corpus juridique légalisé par les populations²⁰⁷, se contentent de régler des « problèmes de sécurité du tiers-monde²⁰⁸ » tout en diversifiant des stratégies de dépendance vis-à-vis de la France, et en participant à la réalisation de ses projets géostratégiques.

CONCLUSION

Il appert, au vu de la précédente investigation, que depuis la fin de la guerre froide, les ressources naturelles africaines, jusque-là gérées comme des réserves stratégiques des anciennes puissances coloniales, sont désormais au cœur d'une concurrence entre les puissances traditionnelles et les nations émergentes dont les besoins en matières premières stratégiques paraissent illimités.. Ayant pour objectif de faire de la construction européenne son marchepied et lui faire jouer le rôle d'avocat des plus faibles dans les affaires du monde, la France, qui maintient des relations étroites avec ses anciennes colonies pour s'assurer de matières premières comme le pétrole, ainsi qu'un certain prestige et une clientèle fidèle aux Nations unies²⁰⁹, voit son influence menacée par des puissances étrangères concurrentes dans son « *pré-carré* ». Pour ne point subir un déclassement stratégique, la France fait usage d'un nouvel avatar de la *Françafrique* qui consiste à installer/soutenir la progéniture de dirigeants africains installés au pouvoir dès les indépendances, ceci au mépris du système de gouvernance et du processus de démocratisation en vigueur. Tel est le cas de Mahamat Idriss Déby Itno au Tchad qui, après le décès de son père le Maréchal président Idriss Déby Itno le 20 avril 2021, a reçu de l'Élysée un soutien au CMT dont il tient les rênes, malgré l'existence de mécanismes institutionnels qui prévoient la gestion de l'intérim du pouvoir exécutif par le président de l'Assemblée Nationale. Cette nouvelle configuration constitue pour les autorités tchadiennes une opportunité politique et stratégique historique susceptible d'aider le Tchad à implémenter la démocratie et de s'arrimer à la compétition puissance, gages de la stabilisation politique, du retour des militaires dans les casernes, et de la participation active du pays à la compétition de puissance qui structure l'histoire des relations internationales post-guerre froide.

²⁰⁵ *Ibid.*

²⁰⁶ C., Milhat, « L'État constitutionnel en Afrique francophone : entre État de droit et « état de droit », Centre d'études sur les droits africains et le développement institutionnel des pays en voie de développement, Université Montesquieu-Bordeaux IV (France), pp. 61-62.

²⁰⁷ A. D., Olinga, « L'Afrique en quête d'une technique d'enracinement de la démocratie constitutionnelle » in M., Kamto (dir.), *L'Afrique dans un monde en mutation. Dynamiques internes ; marginalisation internationale ?*, Afrédit, Africaine d'Édition, 7 février 2010, p. 68.

²⁰⁸ M., Ayoob, *The Third World Security Predicament. State Making, Regional Conflict, and the International System*, Boulder, Lynne Rienner, 1995.

²⁰⁹ K., Alleno, La « Françafrique », instrument d'un soft power associatif et « stigmaté » pour la politique africaine de la France », *Relations internationales*, 2020/2 n° 182, p. 102.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Alleno, K., « La « Françafrique », instrument d'un soft power associatif et « stigmaté » pour la politique africaine de la France », *Relations internationales*, 2020/2 n° 182, p. 102 ;
- Article consulté le 13/05/2021 sur <https://www.humanite.fr/la-cooperation-militaire-rouage-cle-de-la-francafrique-604158>
- Aubouard, S., avec De Santis, G., « À Ouagadougou, Emmanuel Macron relooke la Françafrique », *L'Humanité*, mercredi 29 novembre 2017, p. 4 ;
- Ayoob, M., *The Third World Security Predicament. State Making, Regional Conflict, and the International System*, Boulder, Lynne Rienner, 1995 ;
- Bat, J.-P., *Le Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, « folio histoire », 2012, p. 96 ;
- Boniface, P., « La réflexion stratégique en souffrance », *Revue Défense Nationale*, 2015/10 N° 785, pp. 27-30 ;
- Burgorgue-Larsen, L., « Universalisme des droits de l'Homme : une remise en cause croissante », *Questions internationales*, N° 105, janvier-février 2021, pp. 48-55 ;
- Cohen, A., *The worst-Kept secret. Israel's bargain with the bomb*, New York (N. Y.), Columbia University Press ;
- David, C.-P., et Schmitt, O., *La guerre et la paix. Approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie*, 4^e édition, Paris, Presses de Science Po, 2020, p. 95 ;
- Defarges, P. M., *Introduction à la géopolitique*, Paris, Editions Seuil, 2009 ;
- Diamond, L., « Elections Without Democracy: Thinking About Hybrid Regimes », *Journal of Democracy*, vol. 13, n° 2, 2002 ;
- De la Sablière, J.-M., « Un multilatéralisme aristocratique : le Conseil de Sécurité », *Questions internationales*, N° 105, janvier-février 2021, pp. 56-63 ;
- Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, article consulté le 13/05/2021 sur <http://discours.vie-publique.fr/notices/063001811.html> ;
- Déclaration d'Emmanuel Macron consulté le 13/05/2021 sur <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/11/28/discours-demmanuel-macron-aluniversite-de-ouagadougou> ;
- Dumas, F., « Éviter le déclassement stratégique en se préparant aux conflits qui viennent », *Revue Défense Nationale*, 2021/3 N° 838, pp. 5-10 ;
- Fogue Tedom, A., *Enjeux géostratégiques et conflits politiques en Afrique Noire*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 15 ;
- Fogue Tedom, A., « De la problématique du financement de l'Union Africaine (UA) à l'évaluation du désir de puissance de l'Afrique », *Dialectique des intelligences*, n°004/2017, p. 7 ;
- Fogue Tedom, A., « Introduction », *Dialectique des intelligences*, n°005/2018, p. 4 ;
- Forestier, P., « Centrafrique : comment la Russie travaille patiemment à supplanter la France », *Le Point*, 15 décembre 2018, p. 18 ;
- Fridman, O., et al., *Hybrid Conflicts and Information Warfare*, Boulder (Colo.), Lynne Rienner, 2018 ;
- Giuseppe Tomasi di Lampedusa, *Le Guépard*, Paris, Seuil, 2007, p. 32 ;
- Granvaud, R., *Que fait l'armée française en Afrique ?*, Paris, Editions Agone, 2009, pp. 31-32 ;

- Guilhaon, A., et Moinet, N., (dir.), *Intelligence économique : s'informer, se protéger, influencer*, Montreuil, Pearson France, 2016, p. 12 ;
- Ischinger, W., « La Covid-19, une mise à l'épreuve pour le projet européen ? », *Revue Défense Nationale*, 2021/3 N° 838, pp. 36-39 ;
- Koungou, L., *Culture stratégique et concept de défense au Cameroun*, Paris, Editions L'Harmattan, 2015, pp. 34-35 ;
- Krieg, A., *Commercializing Cosmopolitan Security*, New York (N. Y.), Palgrave, 2016 ;
- Milhat, C., « L'État constitutionnel en Afrique francophone : entre État de droit et « état de droit », Centre d'études sur les droits africains et le développement institutionnel des pays en voie de développement, Université Montesquieu-Bordeaux IV (France), pp. 61-62 ;
- Moloma, G. B., « Centrafrique : Touadéra, les Russes et le réseau de la propagande antioccidentale, comment fonctionnent-ils ? », *Corbeau News*, 6 janvier 2019 ;
- Moreau Defarges, P., « L'ONU : une utopie égalitariste ? », *Questions internationales*, N° 105, janvier-février 2021, pp. 24-30 ;
- « Moscou met le cap sur l'or et les diamants », *Africa intelligence*, 18 juillet 2019, article consulté le 12/05/2021 ;
- Mushikiwabo, L., « Gouvernance mondiale : un seul pilier ne fait pas la maison », *Politique étrangère*, 2021/1, pp. 161-176 ;
- Noah Edzimbi, F. X., « La gestion de la crise anglophone au Cameroun : désaffection populaire et renforcement de la démocratie », *Espace géographique et société marocaine*, n° 41/42, novembre 2020, p. 292 ;
- Noah Edzimbi, F. X., « Le cinéma et l'éducation à la citoyenneté au Cameroun », *Espace géographique et société marocaine*, n° 43/44, janvier 2021, p. 326 ;
- Noah Edzimbi, F. X., « De l'apport des armées africaines dans la préservation d'intérêts nationaux à l'ère du redéploiement du jeu des puissances en Afrique », *Espace géographique et société marocaine*, n° 33-34, avril 2020, pp. 314 ;
- Nwachok A Birema, O., « Jeux stratégiques et urgence sanitaire : la politisation laborieuse de la crise de coronavirus dans le monde », *Revue internationale et stratégique*, 2020/3, n° 119, pp. 33-45 ;
- Olinga, A. D., « L'Afrique en quête d'une technique d'enracinement de la démocratie constitutionnelle » in M., Kamto (dir.), *L'Afrique dans un monde en mutation. Dynamiques internes ; marginalisation internationale ?*, Afrédit, Africaine d'Édition, 7 février 2010, p. 68 ;
- Okala Ebodé, J. T., « Tchad : permanence de l'instabilité, la gouvernance démocratique et sécuritaire en question », *Sens Politique*, 1^{er} trimestre 2021, pp. 40-41 ;
- Owona Nguini, M.-É., et Menthong, H.-L., « Gouvernement perpétuel » et démocratisation janusienne au Cameroun (1990-2018) », *Politique africaine* n° 150, Editions Karthala, juin 2018, pp. 97-114 ;
- Piot, O., « La fin du pré-carré », *Le Monde diplomatique. Manière de voir*, n° 165, bimestriel juin-juillet 2019, pp. 10-11 ;
- Quantin, V. P., « La démocratie en Afrique à la recherche d'un modèle », *Pouvoirs*, n° 129, février 2009, pp. 65-76 ;
- Searcey, D., « Gems, Warlors and Mercenaries : Russia's Playbook in Central African Republic », *The New York Times*, 30 septembre 2019 ;

- Singer, P., *Corporate Warriors : The Rise of the Privatized Military Industry*, Ithaca (N. Y.), Cornell University Press, 2003 ;
- Tchokonté, S., « Introduction », *Revue Dialectique des intelligences*, N° 06, premier semestre 2019, p. 6 ;
- Tchoubar, P., « La nouvelle stratégie russe en Afrique subsaharienne : nouveaux moyens et nouveaux acteurs », *Fondation pour la recherche scientifique*, Note N° 21/19, 11 octobre 2019, p. 3 ;
- Thomson, J. E., *Mercenaries, pirates and sovereigns*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 1996 ;
- Vassallo, A., « Parcours thématique. De Gaulle et l'Afrique noire », article consulté le 17/06/2019 sur <http://fresques.ina.fr/degaulle/parcours/0006/de-gaulle-et-l-afrique-noire.html> ;
- Verschave, F.-X., *Noir silence. Qui arrêtera la Françafrique ?*, Paris, Les Arènes, 2000, p. 541.



La garde présidentielle sous Idriss déby : entre fragilité et inconsistance stratégique

**Pierre Le Grand NKA,
Docteur en Science Politique**

*Chercheur au Centre Africain d'Études Stratégiques pour la
Promotion de la Paix et du Développement (CAPED) &
Mittelafrika Research Institute, Spécialisé sur la relation
Afrique-Allemagne et Union Européenne*
pierrelegrandnka@gmail.com

&

**Ali Moukthar Ali,
Doctorant en Science Politique**

Université de Douala
ali.khayar27@gmail.com

Résumé :

La conduite d'une réforme commence par les idées avant de se traduire en actes. De 1990 à 2020, le défunt président Idriss Déby envisageait l'édification d'une armée nationale en lieu et place d'une milice au service du chef qu'il était devenu. Trois décennies après, un « gouffre entre la plénitude des idées et la platitude des pratiques »²¹⁰ est manifeste. Fondamentalement, l'ensemble des composantes de la garde présidentielle est composé d'éléments de sa tribu au sein de la Direction générale des services de sécurité des institutions de l'État qui ne répond qu'à la présidence. En convoquant l'analyse militaire, si l'armée tchadienne sous Idriss Déby est appréciée pour son rôle dans le dispositif de riposte face au terrorisme niveau régional, dans sa projection pour une paix civile durable en interne, sa configuration prédispose à la multiplication des stratégies d'une « guerre ingagnable »²¹¹ pour

²¹⁰ Wojciech Czakon, Phillippe Baumard (2012) *Le vide stratégique*, Paris : CNRS, 2021/2 Vol. 15/pages 226-233.

²¹¹ International Crisis Group, *Les défis de l'armée tchadienne*, Rapport Afrique de Crisis Group N°298, 22 janvier 2021, p. 16

le maintien d'un pouvoir militaire clanique avec ou sans treillis entre 1990 et 2020. Par ce fait, l'inconsistance au niveau interne est susceptible de fragiliser les acquis stratégiques de l'armée tchadienne dans son déploiement externe.

Mots clés : *Tchad, Idriss Déby, pouvoir militaire clanique, guerre ingagnable, armée nationale.*

Abstract:

The conduct of reform begins with ideas before it is translated into action. From 1990 to 2020, the late President Idriss Déby envisaged building a national army instead of a militia to serve the leader he had become. Three decades later, a 'gulf between the fullness of ideas and the flatness of practices' is evident. Basically, as all the components of the presidential guard are composed of elements of his tribe within the General Directorate of Security Services of State Institutions, which answers only to the presidency. If the Chadian army under Idriss Déby is appreciated for its role in the response to terrorism at the regional level, in its projection for a lasting civil peace internally, its configuration predisposes to the multiplication of strategies of an 'unwinnable war' for the maintenance of a clannish military power with or without fatigues between 1990 and 2020. As a result, internal inconsistency is likely to undermine the strategic achievements of the Chadian army in its external deployment.

Key words: *Chad, Idriss Déby, clan military power, unwinnable war, national army.*

INTRODUCTION

Si la géopolitique est la pensée des grands espaces et des horizons bien dégagés dont le dessein stratégique est la puissance, sa matérialisation et son exercice dans l'espace et dans le temps, elle procède suivant des considérations et des facteurs, au nombre desquels, figurent, entre autres, les capacités militaires. Les facteurs de puissance constituent des éléments susceptibles de consolider, mais aussi de compromettre ses aspirations géopolitiques sur un théâtre spécifique. Les velléités de puissance militaire du Tchad en Afrique participent de cette dynamique. En effet, les aspirations de puissance militaire tchadienne, tant évoquées ne peuvent être examinées qu'à l'aune des possibilités que regorgent cette armée, mais également les défis

auxquels elle est confrontée. Dès son accession au pouvoir en 1990, le défunt président tchadien Idriss Déby Itno voulait modifier la structure de l'armée dont il est devenu le chef. Il souhaitait résoudre le problème du dévoiement de l'armée, pour lui donner les attributs d'une véritable armée nationale. Cette idée présentée au début de sa prise de fonction a connu des péripéties d'une décennie à l'autre. 30 ans plus tard, ce projet présidentiel n'a toujours pas connu une issue favorable.

Pourtant, selon le Global Fire Power, l'armée tchadienne dispose des moyens lui permettant d'occuper la 14^{ème} place des armées africaines et 1^{ère} au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)²¹². De ce fait, « l'armée du Tchad joue un rôle central dans le dispositif international de lutte contre le terrorisme au Sahel »²¹³. Au-delà de cet acquis, International Crisis Group fait observer que cette armée tchadienne « est en même temps une source d'instabilité potentielle pour ce pays »²¹⁴. Il importe alors par l'analyse militaire de scruter le fonctionnement et surtout les performances de l'armée tchadienne, notamment la garde présidentielle lors des grands moments de la période 1990-2020. De manière rétrospective, loin de sa volonté de constituer une armée nationale, sous Idriss Déby, l'héritage est celle d'une personnification et une centralisation du processus décisionnel. Tant à l'intérieur du palais présidentiel qu'en dehors.

En effet, un regard rétrospectif oblige à questionner la gouvernance voire le management de l'armée tchadienne et sa garde présidentielle sous le défunt maréchal Idriss Déby. Le constat est celui d'une puissance militaire régionale avec une inconsistance interne qui s'apparente à un « gouffre entre la plénitude des idées et la platitude des pratiques » qu'évoque Philippe Baumard²¹⁵. Dans ce sens, l'organisation interne de l'armée tchadienne est aux antipodes de l'idée selon laquelle « la structure suit la stratégie »²¹⁶. En réalité, c'est tout un pays fragile que laisse Idriss Deby à partir de sa garde rapprochée. Cette configuration de

²¹² Classement des États d'Afrique par indice de puissance militaire en 2020, GlobalFirePower, consulté sur <https://atlasocio.com/classements/defense/puissance-militaire/classement-etats-par-puissance-militaire-afrique.php>, 22/07/2021 à 20h45.

²¹³ Lire synthèse Les défis de l'armée tchadienne, Rapport Afrique N°298 / 22 janvier 2021, International Crisis Group, op. cit. Rapport Afrique N°298 / 22 janvier 2021.

²¹⁴ Ibid.

²¹⁵ Wojciech Czakon, Phillippe Baumard (2012) Le vide stratégique, Paris : CNRS, 2012/2 Vol. 15/pages 226 à 233, consulté sur <https://www.cairn.info/revue-management-2012-2-page-226.htm> le 30 juin 2021 à 22h28.

²¹⁶ Ibid.

l'armée tchadienne à partir de la Direction Générale de Service de Sécurité des Institutions de l'État (DGSSIE) était bien entre les mains du président de la République. Il est ainsi évident de comprendre pourquoi, il est arrivé qu'au mépris des conseils de son cercle immédiat, Idriss Déby engage les troupes dans une « guerre ingagnable »²¹⁷ face à certaines rébellions. Ce scénario n'est pas éloigné de la bataille ayant abouti à la mort du maréchal Idriss Deby le 20 avril 2021. Ce fait tragique est de nature à perturber les affirmations géopolitiques du Tchad tout comme il permet de mieux appréhender une sorte de puissance militaire régionale d'apparence dont l'inconsistance traduit l'image d'une coquille vidée à partir de son point de commandement au palais présidentiel.

I : Affirmation des ambitions géopolitiques tchadiennes sous Idriss Déby

L'ambition géopolitique du Tchad se fonde sur des considérations militaires et stratégiques. Ce pays dispose des atouts militaro-stratégiques et tactico-operationnels qui l'ambitionnent à jouer un rôle d'acteur régional à son initiative où du fait de la mutualisation des forces face aux menaces transnationales.

A. Moyens de la politique militaire tchadienne

Selon Global Fire Power, le site américain spécialisé dans les questions de défense et de sécurité, l'armée tchadienne dispose des moyens le permettant d'occuper la 14^{ème} place des armées africaines en 2020. Cela est le corollaire des ressources financières importantes allouées par le gouvernement chaque année pour les dépenses militaires. Depuis le début de l'exploitation du pétrole tchadien en octobre 2003, la défense est le secteur qui a le plus prévalu dans les dépenses de l'État tchadien.

Gilbert Maoundonodji affirmait que « le Tchad utilise cette année-là (2004) 50% de sa rente pétrolière en achat d'armes ».²¹⁸ Le budget qui lui a été consacré, lui a permis de disposer des instruments militaires conséquents ainsi que d'une capacité importante de déploiement extérieur.²¹⁹ Les statistiques internationales réaffirment les choix de l'État tchadien en faveur

²¹⁷ Les défis de l'armée tchadienne, Op. cit. p. 16.

²¹⁸ Gilbert Maoundonodji, *Enjeux géopolitiques et géostratégiques de l'exploitation du pétrole au Tchad*, Thèse de Doctorat en sciences politiques et sociales, Université catholique de Louvain, janvier 2009 505 p.

²¹⁹ Le Ministère de la Défense représente, avec un budget de 108,621 milliards de FCFA, la deuxième enveloppe budgétaire (après celle du Ministère des Infrastructures).

des dépenses de moyens militaires au détriment notamment des dépenses de santé et d'éducation. À partir de 2005, le budget de la défense est devenu l'un des plus importants postes budgétaires. Si l'on note en 2010 une augmentation réelle (mais encore largement insuffisante) des budgets des Ministères de l'Éducation nationale et de la Santé publique, le Ministère de la Défense représente, avec un budget de 108,621 milliards de FCFA, la deuxième enveloppe budgétaire (après celle du Ministère des Infrastructures). En 2008 les dépenses militaires tchadiennes représentent 7,1 % de son PIB. Ce qui place le pays devant les États-Unis (4,3 %), la France (2,3 %), le Brésil (1,5 %) et la Grande-Bretagne (2,5 %). Les experts du FMI ont estimé que depuis la signature de l'accord de paix avec le Soudan, le 15 janvier 2010, les recettes affectées aux secteurs sociaux auraient dû être plus élevées. Aujourd'hui il n'en est rien.²²⁰

L'armée tchadienne compte dans ses rangs 70 800 hommes actifs. Concernant l'armement au service des forces armées tchadiennes, il ressort que les moyens militaires de l'armée tchadienne sont composés d'une centaine des chars (à chenilles et à roues) et de véhicules blindés. Elle dispose dans son aviation, plusieurs appareils dont des avions de combats et d'attaques (Sukhoi-25, de MIG-29 Fulcrum, Su 25 UB, Reims F337) d'interceptions, d'entraînements (Pilatus PC), de transports (Antonov An 26) ainsi que des plusieurs types d'hélicoptères (Aérospatiale SA 316, Mi 24, Mil-Mi 7, Mil-Mi 8, Mil-Mi 17, Mil-Mi 25).²²¹ Géraud Magrin, évoquant lui aussi la capacité de cette armée écrit, « le défilé militaire d'août 2008 correspond à une démonstration de force d'un président tchadien conforté par la victoire, auquel les cours record fournissent des possibilités financières inédites. »²²².

²²⁰ Ces explications sont fournies par Catherine Gaudard, « Le développement piégé : les transferts d'armes et le développement au Tchad (2005-2010), Paris, 2012, p.37.

²²¹ https://csis.org/files/media/isis/pubs/050323_memilbaldefine%5B1%5D.pdf

²²² Géraud Magrin, « Les ressorts de l'intervention militaire tchadienne au Mali (2013) », EchoGéo [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 28 juin 2013, consulté le 11 novembre 2015. URL : <https://echogeo.revues.org/13444;DOI:10.4000/echogeo.13444> , p.7.

B. L'éthos guerrier tchadien

De même que le Tchad s'appuie sur des atouts tactiques et opérationnels pour faire prévaloir son armée sur la scène diplomatique africaine, en raison de son histoire politique ponctuée des conflits politiques et d'invasions externes, ce pays a pu entretenir une armée adaptée aux combats dans les théâtres hostiles et les opérations antiterroristes.²²³ Les forces armées tchadiennes présentent des techniques guerrières ou combattantes estimées efficaces dans les théâtres d'opérations délicats (massifs montagneux et zones désertiques). Ainsi, le colonel français Pierre Servan pense que les militaires tchadiens sont « *des combattants tout à fait redoutables qui ont pu faire face aux groupes djihadistes* ». ²²⁴

Pour Géraud Magrin, les forces armées tchadiennes sont caractérisées par « *l'hybridation d'un ethos guerrier construit dans l'histoire (précoloniale, coloniale et contemporaine)* ou « *la trajectoire historique d'un État gouverné par la violence* »²²⁵. Bien plus, « *le métier des armes a constitué un statut social et un moyen central d'accéder au pouvoir et à la richesse (Debos, 2009). La vie politique du pays s'organise au gré de cycles de rébellion* ». ²²⁶

Magrin souligne par ailleurs que les tactiques « *rendent compte à la fois d'une forme originale de pratique militaire et d'une esthétique qui y est associée : les « guerriers du désert » intrépides, efficaces et esthétiques (treillis turban lunettes noires), spécialistes du « rezzou TGV », qui désigne une attaque menée par une colonne des Toyotas équipées de mitrailleuses lancées à pleine vitesse* ». ²²⁷

« En permettant de défaire l'armée libyenne en 1984, pourtant très supérieure au plan de l'armement conventionnel et des effectifs engagés, cette forme de combats a suscité étonnement et admiration en occident, notamment parmi les militaires ». ²²⁸

²²³ Les crises et tensions qui ont secoué le pays depuis l'indépendance. Il importe de souligner par ailleurs l'invasion libyenne de la bande d'Aouzou, dans les années 1980.

²²⁴ www.rfi.fr/Emissions/debatsafricains/du_06/02/2013.

²²⁵ Marielle Debos « Des combattants entre deux guerres. Sociologie politique du métier des armes au Tchad ». Doctorat de science politique, IEP de Paris 2009, 469 p.

²²⁶ Idem.

²²⁷ Géraud Magrin, « Les ressorts de l'intervention militaire tchadienne au Mali (2013) », op.cit. p.6.

²²⁸ Ibidem.

Géraud Magrin conclut en précisant que cette armée lui permet « l'affirmation d'un leadership régional et dessine une figure originale d'insertion dans la mondialisation ». Si les différentes réactions armées pour la reconquête du nord Mali ont été considérables, celle du Tchad a été tout de même particulière. Les techniques guerrières et opérationnelles de l'armée tchadienne ont été décisives dans la reconquête des villes méridionales du septentrion malien (Tombouctou, Gao, Kidal, Ménaka) mais aussi de déloger les djihadistes retranchés dans les massifs montagneux de l'Adrar des Ifoghas. Ces triomphes face aux djihadistes ont été rendus possibles grâce aux expériences combattantes triomphales vécues dans la guerre contre la Libye dans les années 1980.²²⁹ Car, il y a une similitude géographique entre les zones désertiques et les massifs montagneux du BET²³⁰ et les zones septentrionales maliennes investies par les groupes djihadistes en 2013.

Le Tchad dispose également des facteurs géopolitiques qui lui permettent de prétendre conquérir la puissance militaire régionale : sa position géographique, ses ressources minières et pétrolières dont les rentes sont affectées considérablement pour les dépenses militaires.²³¹ Pour Sergei Boeke, chercheur au Centre International de Lutte contre le Terrorisme (Paris) « Idriss Deby a renforcé la position du Tchad en tant que partenaire stratégique au côté de la France dans la guerre contre le terrorisme en Afrique. »²³² Le Tchad dispose d'une excellente infrastructure militaire, et la France veut reconnaître le rôle joué par les forces tchadiennes dans le combat qu'elle a mené contre AQMI et d'autres mouvements islamistes dans le nord du mali,²³³ précise-t-il.

Il paraît primordial de préciser que ses atouts militaires, stratégiques et géographiques ont permis au Tchad d'abriter la base logistique de l'opération Barkhane pour la lutte contre le terrorisme dans le Sahel ainsi que le quartier général de la Force Mixte Multinationale. Dans cette même veine, il est possible de mettre en évidence la velléité hégémonique du Tchad, de par la démonstration de ses aptitudes stratégiques en matière de contreterrorisme. Il importe donc d'indiquer qu'à travers son intervention militaire, le Tchad s'est donné les moyens de renforcer son aptitude

²²⁹ Appelée également « la guerre des Toyota », le conflit frontalier qui a opposé le Tchad à la Libye.

²³⁰ Tibesti, une région de l'extrême nord du Tchad et frontalière avec la Libye.

²³¹ Gilbert Maoundonodji, op.cit.

²³² Courrier international, n°1246 du 18 au 24 septembre 2015.

²³³ Idem.

militaire dans le continent africain, mais également d'étendre ses interventions armées dans les théâtres conflictuels africains.

Après ses interventions militaires dans les théâtres conflictuels en Afrique, en particuliers dans les conflits congolais (1997), centrafricains (2012), maliens (2013), le Tchad vise à renforcer de nouveau, ses pratiques militaires dans le continent africain, en désirant s'afficher stratégiquement dans les questions de défense, de paix et de sécurité en Afrique, et particulièrement dans les situations conflictuelles dans le bassin du lac Tchad. Il nous revient dans cette aspiration de saisir cette intention dans une communication entretenue par le chef de l'État tchadien Idriss Deby, dans laquelle il avait indiqué que :

« l'attention accordée ainsi à nous est, certes, l'expression d'un signe de considération pour les efforts déployés en faveur de la paix et de la stabilité en Afrique, mais en même temps elle nous commande de faire preuve de beaucoup de responsabilités en tant que nation située au cœur du continent. La paix et la stabilité retrouvées, le Tchad doit assumer son statut dans la sous-région et en Afrique. Le Tchad est un grand pays au cœur du continent et il doit jouer pleinement son rôle. »²³⁴

Après son expérience triomphale²³⁵ aux côtés des forces françaises dans la reconquête du nord malien, le Tchad vise à croître son niveau d'implications et d'interventions pour le rétablissement de la paix dans le continent africain. À cet effet, l'action militaire du Tchad contre Boko Haram dans le bassin du Lac Tchad, sous le prisme d'une visée géostratégique, consisterait-elle à développer des expériences stratégiques et opérationnelles dans le terrain africain afin de renforcer ses aptitudes militaires et stratégiques.

Par conséquent, l'intervention militaire du Tchad contre Boko Haram est susceptible de marquer une nouvelle étape de ses expériences stratégiques pour ce pays, dans la résolution des conflits du continent en général mais surtout dans la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) partagée avec cinq voisins frontaliers directement ou liés par le franc CFA.

II: La garde présidentielle : indice d'inconsistance de la puissance militaire tchadienne sous Idriss Déby

Le déploiement de l'armée tchadienne est le fait d'une direction dépendant de la présidence. Elle présente de nombreuses failles qui finissent par dénaturer sa puissance en

²³⁴ Ibidem.

²³⁵ Ayant permis de déloger les groupes djihadistes

laissant l'image d'un manque de personnalité dans de la conduite de l'action militaire en vue de la préservation d'une paix civile durable au niveau national.

A. Une garde présidentielle tchadienne au régime belligène permanent sous Idriss Déby

Suivant les préceptes de la stratégie, le déploiement armé dans un quelconque ensemble géographique confèrerait dans une certaine mesure, la maîtrise de l'environnement, qui serait de même, d'une importance géostratégique et participe au renforcement des savoir-faire stratégiques d'une armée. Hervé Couteau Begarie a souligné l'importance des « Facteurs statiques »²³⁶ dans la géostratégie et, en tenant compte de la « topostratégie et du terrain »²³⁷ dans les opérations militaires, l'armée déployée pourrait acquérir des acquis tactiques. Ainsi, la pratique des terrains extérieurs participerait à une connaissance des réalités du terrain des pays en question. Cette pratique des terrains confère donc une accommodation des forces armées tchadiennes dans les zones géographiques qui leurs sont étrangères ou méconnues.

Il conviendrait de relever qu'il s'agirait non seulement d'un désir de rayonnement mais également d'un mécanisme de perception et d'évaluation quantitative et qualitative des moyens militaires et stratégiques des forces armées tchadiennes. Un tel décor ou aménagement est moins plausible pour l'armée sous Idriss Déby.

L'analphabétisme, l'indiscipline et le clanisme généralisé au sein de l'armée tchadienne constituent des tares dont la conséquence est l'ouverture aux multiples « risques de morcellement »²³⁸. Des inquiétudes d'anciens collaborateurs du maréchal Idriss Déby concourent à un diagnostic sévère permettant de mieux percevoir l'absence de fermeté dans la mise en place d'une armée nationale telle que pensée par Idriss Déby dès sa prise de pouvoir en 1990. En réalité, en 2020, Ali Abderamn Hagggar, ancien secrétaire général de la présidence

²³⁶ Hervé Couteau-Bégarie, *Traité de stratégie*, Paris, Economica (1999), p.715.

²³⁷ Ibid. p.716.

²³⁸ International Crisis Group, Op.cit., p. 26.

pense que l'armée tchadienne « rend aléatoire toute perspective de développement et toute dévolution du pouvoir sans heurts »²³⁹.

Sa composition essentiellement constituée d'une « pléthore d'officiers inquiétants en terme de la projection de la paix civile. Des généraux, des colonels par tribus, par clan, par région, c'est dangereux »²⁴⁰. L'on peut par ailleurs constater l'absence d'une véritable procédure militaire permettant de gravir les marges afin d'accéder aux grades supérieurs. En effet, « la hiérarchie militaire est fréquemment court-circuitée »²⁴¹. Sous Idriss Déby, au sein de l'armée tchadienne les tendances dans la promotion militaire peuvent se renverser facilement, car, le soldat de la première classe ou le combattant peut accéder directement au grade d'officier supérieur et ce dernier peut notamment se voir rabaisser ou dégrader au statut d'un soldat de première classe. Par ailleurs, des militaires sont promus aux grades supérieurs suivant des considérations ethniques, claniques et politiques.²⁴² L'on retrouve au sein de l'armée tchadienne, des bataillons composés presque exclusivement des personnes issues des groupes de la population qui constituent la base du pouvoir.

Dans sa livraison scientifique sur les enjeux géostratégiques et conflits politiques en Afrique noire, Alain Fogué Tédoum a mis un accent sur l'indiscipline des armées africaines, notamment celle de l'armée tchadienne, en relevant « sa brutalité et ses multiples exactions sur les populations civiles, notamment sur les tchadiens originaires des régions jugées opposées au pouvoir ».²⁴³ Cette attitude s'avère peu favorable à un véritable professionnalisme de l'armée tchadienne sous Idriss Déby.

Le politologue américain Samuel Huntington relève en effet que « les armées sont soumises à un impératif sociopolitique, qui provient des forces sociales, des idéologies et des institutions dominantes. Le métier des armes se caractérise par une formation générale et technique longue, par une éthique, par un esprit de corps fondé sur la séparation entre professionnels et profanes. Le militaire professionnel est prudent, il n'est pas facilement va-

²³⁹ Op. cit. p. 27.

²⁴⁰ Ibid.

²⁴¹ Op. cit. p. 16.

²⁴² Édouard Yogo, « Les groupes politico-militaires en Afrique centrale : entre déconstruction et reconstruction de l'Etat » Thèse de doctorat de science politique, Université de Yaoundé II, 2015-2016, 758p.

²⁴³ Alain Fogué Tédoum, *Enjeux géostratégiques et conflits politiques en Afrique noire*, Paris, l'Harmattan, 2008, p.105.

t'en guerre, il est réaliste et conservateur. »²⁴⁴ Cette formule s'applique moins à la garde présidentielle sous Idriss Déby. Certains conflits internes expliquent mieux cette attitude du président tchadienne entre 1990 et avril 2021 :

« le conflit récent au Nord du Tchad, dans la zone de Miski, illustre ce manque d'écoute. Mi-2018, alors que la tension monte d'un cran entre le pouvoir central à Ndjamena et la communauté teda de Miski, l'ancien président tchadien Goukouni Weddeye, originaire du Tibesti, et le conseiller à la défense de Déby, Oki Dagache, qui ont habituellement l'oreille attentive du président, tentent en vain de le dissuader d'utiliser la force et l'encourage à dialoguer avec les groupes d'auto-défense locaux. Le président ignore ces avertissements et envoie les militaires aux confins du Tchad dans une guerre ingagnable »²⁴⁵.

Cette analyse vient confirmer les contrôles politiques des forces armées ainsi que l'utilisation des celles-ci à des fins plus politiciennes que républicaines. Pour Issa Saïbou, « au gré de trajectoires fluides, les trajectoires des chefs et des simples combattants ne sont pas les mêmes : les premiers passent du statut de chefs rebelles à celui de ministres, ou sont intégrés dans l'armée à des grades d'officiers supérieurs, et inversement ; les seconds peuvent aussi changer de statut – d'une rébellion à l'armée régulière ou à la douane, ou à la fonction de coupeur de route quand l'absence de leader ou les rencontres de circonstance le permettent ».²⁴⁶

Marielle Debos quant à elle parle d'une armée tchadienne en grande partie « milicianisée »²⁴⁷. Elle « connaît des possibilités d'ascension sociale plus aléatoires ».²⁴⁸ Pour Gilbert Maoundonodji, « la mauvaise gestion des ressources du pays, la corruption systémique qui gangrène tous les pans de l'économie, l'impunité dont bénéficient les proches du régime, les pratiques illégales et violentes de certains militaires ainsi que la détérioration du pouvoir d'achat de la majorité de la population »,²⁴⁹ constituent les déficiences objectives de la volonté du Tchad d'être une puissance militaire régionale parce que fragilisé par une inconsistance dans sa composition

²⁴⁴ Samuel Huntington cité par Theodore Caplow et Pascal Venesson, *Sociologie militaire*, Paris, Armand Colin, 2000.

²⁴⁵ International Crisis Group, Op. cit. p. 16.

²⁴⁶ Issa Saïbou, *Les coupeurs de route. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*, Paris, Karthala, 2010.

²⁴⁷ Marielle Debos, *Le métier des armes au Tchad : le gouvernement de l'entre-guerre*, Paris, Karthala, collection: les Afrique, 2013, 246 p.

²⁴⁸ Marielle Debos, « Les limites de l'accumulation par les armes. Itinéraires d'ex-combattants au Tchad », in *Politique africaine* n°109, mars 2008, p. 167-181.

²⁴⁹ Gilbert Maoundonodji, op.cit. p 3.

B. La garde présidentielle tchadienne sous le commandement d'un chef ou d'un arbitre?

De manière générale, la Direction générale des services de sécurité des institutions de l'État (DGSSIE) joue au sein de l'armée tchadienne le rôle habituel dévolu aux gardes présidentielles (ou prétoriennes) en Afrique. Elle ne « répond à peu près qu'à la présidence, dont dépend son budget »²⁵⁰. Ce corps de l'armée tchadienne se distingue de par ses moyens humains et techniques conséquents. Il jouit par ailleurs des privilèges et d'un encadrement vigoureux. Pour l'essentiel, composé en grande partie de membres de l'ethnie du président de la République ou de groupes alliés, ses «troupes sont les mieux équipées et les mieux traitées par le pouvoir »²⁵¹ affirme Gaël Grilhot.

La structure du développement des forces militaires dans la sphère politique découle des sensibilités antagonistes des élites politiques. L'on note en effet qu'au Tchad, « les volontés des élites politiques se couvrent généralement des oripeaux commodes de la défense des intérêts et de l'identité ethno-régionaux, en vue de la conquête ou de la conservation du pouvoir politique. »²⁵² Il faut par ailleurs comprendre la militarisation du champ politique comme la trame de la déficience des armées africaines avec France Henry Labordere, lorsqu'il soutient qu'au Tchad, « l'embaras d'un président porté à la tête de l'État par une poignée des combattants, qui demandent à être récompensés de leur effort ... »²⁵³

Ainsi, l'entretien d'un corps militaire à la solde d'un régime ou d'une personne est une source des conflits politiques qui s'applique au régime du défunt maréchal Idriss Déby dans sa volonté d'édification d'une armée nationale. Avec le cycle d'une militarisation d'un pouvoir présidentiel au Tchad, il est donc possible que le président reste en treillis ou qu'il s'en débarrasse pour se donner des oripeaux d'un gouvernement civil tout en gardant un main mise sur sa garde présidentielle et l'armée. L'on en veut pour preuve le remplacement du maréchal

²⁵⁰ International Crisis Group , op.cit. p. 16.

²⁵¹ Gaël Grilhot « Les forces tchadiennes au Mali : mythe et réalités », RFI, 21 janvier 2013, <https://www.rfi.fr/afrique/2013-01-19-forces-tchadiennes-mali-mythes-realites-armee-militaire>

²⁵² Pour plus de précision, voir Paul Ango Ela, *La prévention des conflits en Afrique centrale*, op.cit. p.71.

²⁵³ France Henry Labordere, « Le Tchad, un Etat à réinventer ? » in *Relations Internationales et Stratégiques* n° 23, Automne 1997, p.128

au lendemain de sa mort par son fils qui assurait déjà sa sécurité durant les dernières années de son règne.

Le but ultime de la préservation du pouvoir sous Idriss Déby a fini par le transformer. De 1990 à 2020, dans nombre de cas, le président de la République jouait « un rôle d'arbitre entre les forces contradictoires plutôt que celui d'un chef capable d'imposer une discipline »²⁵⁴. De fait, au bout des 30 années d'Idriss Déby, le fort investissement n'a fondamentalement rien changé dans la constitution d'une garde présidentielle à vocation nationale de l'armée tchadienne.

Dans l'ossature du commandement militaire mis en place par Idriss Deby, un décompte montre comment les Zaghawa son clan gravitent autour du commandement militaire. Il devait compter sur ses enfants et ses neveux pour sa sécurité rapprochée. Cette configuration est faite à dessein. Elle avait pour mission d'assurer et de verrouiller la sécurité au tour de l'homme président de la République. Le clan présidentiel cherchait à se protéger d'autres clans. Ce clanisme au sein de l'armée tchadienne en générale et particulièrement de la garde présidentielle sous Idriss Déby a longtemps été un des éléments de légitimation de sa présidence tout en entretenant une sorte de vulnérabilité de l'équilibre des forces entre les acteurs au pouvoir et ceux armés en quête permanente de prise de pouvoir.

Cette fragilité interne s'explique davantage lorsqu'on scrute les notions autour des institutions nationales et internationales. Il est communément admis que, la fragilité d'un État s'observe au croisement des attentes de développement et de sécurité. Ce n'est pas la société tchadienne dans l'ensemble qui évitera de parler des exigences d'un bien-être pas éloigné de la base de la pyramide de Maslow²⁵⁵. D'ailleurs, sur le plan social, le prisme de sécurité globale souvent matérialisé par le concept armée-nation n'a de sens au Tchad qu'à travers des vices qui rassurent peu la population. Même en dehors de ses frontières, l'armée tchadienne exporte son attachement aux clans familiaux. Ainsi, l'envoi des troupes sur le champ de bataille est un

²⁵⁴ International Crisis Group, Op. cit. p. 16.

²⁵⁵ Le Tchad est présenté comme le dernier mondial en matière de capital humain. Lire la fiche pays suivant la Banque mondiale <https://www.banquemondiale.org/fr/country/chad/overview> , consulté le 23 juillet 2021 à 11h36.

privilège de la présidence de la République qui s'assure aussi de la promotion sans prise en compte du plan de carrière.

Conclusion

En définitive, au bout de 30 années de règne, Idriss Déby a participé à la modification de l'équipement de l'armée tchadienne. « L'argent du pétrole a aussi été en partie consacré à la modernisation de l'outil militaire »²⁵⁶. Au-delà de ce constat, le questionnement de départ autour de la gouvernance voire management de l'armée tchadienne et particulièrement la garde présidentielle, trouve une réponse dans ce qu'il est convenu d'appeler « une armée à deux vitesses ». Il s'agit en réalité d'une manière d'agir opposée aux idées présidentielles de 1990. « La plénitude des idées » et la « platitude des pratiques » n'ont d'égales que le « fossé entre les troupes d'élites de la Direction générale des services de sécurité des institutions de l'État (DGSSIE), mieux équipées et rémunérées, et le reste de l'armée nationale tchadienne, nettement moins considérée par le pouvoir en place et paupérisée »²⁵⁷ sous Idriss Déby. Au fil des ans entre 1990 et 2020, en voulant se protéger d'autres clans, Idriss Déby s'est exposée à son propre clan dont la survie ne dépendait pas nécessairement de la préservation de sa vie, mais bien de celle d'autres éléments de sa garde présidentielle familiale. Il est pourtant possible dans un espace politique cosmopolite de se constituer une garde présidentielle hétérogène plus engagée et loyale aussi bien en temps de paix que de combat pour la préservation du pouvoir. Pour cela, l'expérience camerounaise sous Ahmadou Ahidjo entre 1960 et 1982 mérite une exploration. Le tout premier président du Cameroun indépendant avait choisi, sur conseils d'amis militaires français de se constituer une garde sans des éléments originaires de son clan familial²⁵⁸.

²⁵⁶ International Crise Group, Op.cit., p. 23.

²⁵⁷ Ibid.

²⁵⁸ Lire à ce sujet Henri Bandolo, La flamme et la fumée, Les presses de la Société de presse et d'éditions du Cameroun (Sopecam), novembre 1986, pages 68 à 71.

Bibliographie

- Bandolo Henri, *La flamme et la fumée*, Les presses de la Société de presse et d'éditions du Cameroun (Sopecam), novembre 1986, 466 pages.
- Caplow Theodore et Venesson Pascal, *Sociologie militaire*, Paris, Armand Colin, 2000, 280 pages.
- Couteau-Bégarie Hervé, *Traité de stratégie*, Paris, Economica (1999), 1005 pages.
- Czakon Wojciech, *Phillippe Baumard (2012) Le vide stratégique*, Paris : CNRS, 2021/2 Vol. 15/pages 226-233.
- Debos Marielle « *Des combattants entre deux guerres. Sociologie politique du métier des armes au Tchad* ». Doctorat de science politique, IEP de Paris 2009, 469 pages.
- Debos Marielle, *Le métier des armes au Tchad : le gouvernement de l'entre-guerre*, Paris, Karthala, collection : les Afrique, 2013, 246 pages.
- Debos Marielle, « *Les limites de l'accumulation par les armes. Itinéraires d'ex-combattants au Tchad* », in *Politique africaine* n°109, mars 2008, p. 167-181.
- Fogué Tédoum Alain, *Enjeux géostratégiques et conflits politiques en Afrique noire*, Paris, l'Harmattan, 2008, 418 pages.
- Gaudard Catherine, « *Le développement piégé : les transferts d'armes et le développement au Tchad (2005-2010)* », Paris, 2012, 56 pages.
- Grilhot Gaël « *Les forces tchadiennes au Mali : mythe et réalités* », RFI, 21 janvier 2013, <https://www.rfi.fr/afrique/2013-01-19-forces-tchadiennes-mali-mythes-realites-armee-militaire>
- International Crisis Group, *Les défis de l'armée tchadienne*, Rapport Afrique de Crisis Group N°298, 22 janvier 2021, 39 pages.
- Labordere France Henry, « *Le Tchad, un État à réinventer ?* » in *Relations Internationales et Stratégiques* n° 23, Automne 1997, p.128
- Magrin Géraud, « *Les ressorts de l'intervention militaire tchadienne au Mali (2013)* », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 28 juin 2013, consulté le 11 novembre 2015. <https://echogeo.revues.org/13444;DOI:10.4000/echogeo.13444> , p.7.

- Maoundonodji Gilbert, *Enjeux géopolitiques et géostratégiques de l'exploitation du pétrole au Tchad*, Thèse de Doctorat en sciences politiques et sociales, Université catholique de Louvain, janvier 2009, 505 p.
- Saïbou Issa, *Les coupeurs de route. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*, Paris, Karthala, 2010.
- Yogo Édouard, « *Les groupes politico-militaires en Afrique centrale : entre déconstruction et reconstruction de l'État* » Thèse de doctorat de science politique, Université de Yaoundé II, 2015-2016, 758p.
- Courrier international, n°1246 du 18 au 24 septembre 2015.
- <https://atlasocio.com/classements/defense/puissance-militaire/classement-etats-par-puissance-militaire-afrique.php> , 22/07/2021 à 20h45.
- <https://www.banquemondiale.org/fr/country/chad/overview> , consulté le 23 juillet 2021 à 11h36.
- https://csis.org/files/media/isis/pubs/050323_memilbaldefine%5B1%5D.pdf, 22/07/2021 à 20h45.
- www.rfi.fr/Emissions/debatsafricains du 06/02/2013, 22/07/2021 à 20h45.



Surdité politique et cécité stratégique des dirigeants africains : le cas du Tchad

EMBIEDE EBALLA Marguerite Chantal

Enseignante-chercheuse en Relations internationales et stratégiques à l'Université de Douala

Chercheuse associée au Centre d'Études stratégiques pour la promotion de la paix et le développement (CAPED)

RÉSUMÉ

L'assassinat du président Idriss Deby suscite une multitude d'interrogations relatives à l'autonomie politique et stratégique des responsables politiques tchadiens vis-à-vis de la France. Depuis son accession à l'indépendance le 11 Aout 1960, le Tchad est ébranlé par des soubresauts socio-politiques qui entravent considérablement ses perspectives de développement. Arrivé au pouvoir en 1990, à l'issue d'un coup d'État par la France, le défunt président Idriss Deby Itno a pu maintenir le pays dans une stabilité précaire. Seulement, la cécité stratégique du président Deby l'oriente dans la construction d'une image prestigieuse du Tchad sur le plan international, tout en se détournant des réels problèmes internes du pays dont il avait la gestion.

Mots clés : surdité politique, émancipation politique, cécité stratégique, dirigeants africains et Tchad

ABSTRACT

The President Idriss Deby murder incite many interrogations relatives to strategc and political autonomy of Chad political's responsables towards France. From his independance attainment in 11 August 1960, the Chad is weaken by sociopolitical surges which considerably get in the way his developpment perspectives. Came by putsch to the power in 1990, The late president Idriss Deby Itno have maintain the land in the precarious stability. Only but, his strategic blindness turn him in the construction of prestigious image of Chad on international plan, and to divert him from reals local problems of the state which he have a gestion.

Words Keys : political deafness, political emancipation, strategic blindness, african laeders and Chad

INTRODUCTION

La nouvelle crise politique²⁵⁹ initiée par l'assassinat du président Idriss Deby et la prise du pouvoir de son fils le Général Mahamat Idriss Deby ne reflète que le malaise profond d'une société qui n'a jamais connu de stabilité. La mort du président Tchadien est l'aboutissement de l'instabilité persistante perpétuée par son régime et ceux de ses prédécesseurs. Elle laisse entrevoir les vulnérabilités internes d'un gouvernement autoritaire, dépourvu de légitimité et peu désireux de respecter les dispositions constitutionnelles. C'est du moins ce qui justifie la spirale de violence qui semble s'être érigée en mode de gouvernance²⁶⁰.

La sociologie de l'Action de Max Weber montre qu'il existe un rapport entre l'émancipation et la légitimité d'une part et celle des libérations et des contraintes d'autre part²⁶¹. Ainsi, comment la surdité politique a-t-elle participé à réduire l'autonomie politique et stratégique du président Deby ?

La paix et la démocratie semblent faire défaut à la projection du Tchad. En tant que théorie qui tire ses origines dans les fondements philosophiques et s'appuie sur une solide structure libérale, la théorie de la paix démocratique stipule que les institutions politiques et sociales ont une responsabilité dans la construction de la paix²⁶². Les espaces géopolitiques pacifiés sont des zones où se concentrent la liberté, la puissance et richesse. À contrario l'absence des structures démocratiques engendre l'instabilité, le désordre et la guerre ce qui paraît être le cas du Tchad. Pour Emanuel Kant, un État de paix est la résultante d'une volonté politique et non

²⁵⁹ Lire Alain FOGUE TEDOM, *Enjeux géostratégiques set conflits politiques en Afrique en Afrique noire*, Harmattan, Paris, 2008, p 12

²⁶⁰ Daniel Eizanga, « L'instabilité au Tchad, l'héritage d'Idriss Deby », Centre d'Études stratégiques de l'Afrique, online, africacenter.org, consulté le 23 juin 2021

²⁶¹ Frederico Tarragoni, « L'émancipation dans la pensée sociologique : un point aveugles ? » *Revue de Mauss*, 2016/2, n°48, pp 117-134

²⁶² Arnaud Blin, *Géopolitique de la paix*, Charles Léopold Mayer, 2001, 234p

d'une loi naturelle²⁶³. Les démocraties ont une propension moins grande à se faire la guerre ou à s'exposer à des conflits politiques internes violents.

La méthode constructiviste en tant que courant sociologique permet d'appréhender les phénomènes sociaux notamment l'insécurité, l'instabilité comme une réalité sociale construite ou élaborée par des acteurs²⁶⁴. L'absence de paix au Tchad n'est pas issue d'une loi naturelle, mais d'un construit²⁶⁵. Par ailleurs, cette méthode permet de cerner quelle perception, valeur et idée les acteurs politiques tchadiens ont de leur pays. L'instabilité dans ce pays serait-elle un construit au regard du comportement de ses dirigeants.

Il existe une abondante littérature sur l'histoire politique, sécuritaire et socio-culturelle du Tchad. Cependant, notre recherche vise à démontrer qu'avec la mort du président Deby considéré comme le rempart, le stabilisateur de la sous-région trouve son origine dans son gestion autocratique du pouvoir.

Carrefour des civilisations entre l'Afrique septentrionale et l'Afrique du Saharienne, et le Tchad est doté d'une forte diversité ethnique. Conscient de la position stratégique de l'État dont il est leader, le président Idris Deby va s'inscrire dans une quête de puissance militaire régionale. Ce projet de puissance trouve tout son sens si l'on considère qu'un tel espace est difficile à sécuriser et qu'il faudrait une réelle capacité militaire pour répondre à l'insécurité grandissante dont il fait face(II). Cependant, une lecture stratégique du régime Deby, devenu le pilier incontournable sur le plan sécuritaire laisse entrevoir des failles voire des carences qui auraient occasionnées une telle situation (I).

I- L'INCONSISTANCE DE LA « PUISSANCE TCHADIENNE »

L'émancipation politique et stratégique est subordonnée à l'exorcisation de l'héritage colonial, à un engagement résolu en faveur du pluralisme politique et de la démocratie (A) sans laquelle, ni la construction nationale, ni la cohésion sociale (B) levain de la maturation politique

²⁶³ Jonathan Martineau et Frederrick Guillaume Dufour, *Théorie de la paix démocratique » Relations internationales, théories et concepts*, 3eme édition, Athena 2008, pp 308-314

²⁶⁴ Lire Philippe Riutort, « Les sociologies constructivistes. La double dimension du social », *Précis de sociologie*, 2014, pp 221-262

²⁶⁵ Ibid.

d'un peuple ne sont possible. Le président Deby s'est contenté de mettre en avant la capacité militaire en reléguant au second rang les autres moyens de puissance qui sont l'économie, les ressources la cohésion sociale, la sécurité, la stabilité, la culture, la démographie, la bonne gouvernance. Ces éléments sont le socle sur lequel tout État qui prétend à la puissance, à l'influence internationale doit s'appuyer. Ainsi, sans la prise en compte de tous ces éléments, la quête de puissance tchadienne constitue une véritable arlésienne.

A- LES CARENCES DÉMOCRATIQUES COMME PRINCIPALE SOURCE DE TENSION

Le régime politique est un facteur de puissance. Moravcsik observe que : « les régimes politiques influencent le comportement international des acteurs²⁶⁶ ». Certains régimes politiques favorisent la prospérité et la stabilité de l'État plus que d'autres. C'est la nature du régime politique qui offre le cadre de répartition des ressources²⁶⁷. Ainsi, la stabilité d'un État repose en grande partie sur la fiabilité des institutions que seul un régime démocratique peut garantir, en tant que régime politique où le peuple exerce sa souveraineté. La démocratie s'oppose à la tyrannie. D'après Robert Dahl elle garantit les droits fondamentaux, les libertés, l'autodétermination, l'autonomie morale, le développement humain, une meilleure répartition des ressources et l'égalité politique, la paix et la prospérité²⁶⁸.

Le Tchad fut un théâtre d'après luttes entre les factions qui l'avaient plongé des 1966 dans une longue guerre civile. Cette situation d'instabilité permanente amène le président Chirac à déclarer : « le Tchad n'est pas un État, mais un territoire délimité par des frontières de ses voisins et sur lequel règnent les seigneurs de guerre²⁶⁹ ». Il fait partie de ces pays africains qui ont connu des interminables guerres civiles et des conflits politiques violents. Depuis le coup d'État qui a porté le Général Felix Malloun au pouvoir jusqu'à l'actuel CMT (avril 2021), la succession à la tête de ce pays a toujours été réalisée au moyen de la force²⁷⁰. Tous ces conflits

²⁶⁶ Jean Jacques Roche, *Théories des relations internationales*, Paris, Montchrestien, 2008, p 69

²⁶⁷ Lire Elie Mvie Meka, *Architecture de la sécurité et gouvernance démocratique dans la CEEAC*, Presses universitaires d'Afrique, Yaoundé, 2007, 252 p

²⁶⁸ Robert Dahl, *De la démocratie*, Paris, Nouveaux Horizons, 1998, p45

²⁶⁹ Tetémadi Bengoura, *Violences politiques et conflits en Afrique : le cas du Tchad*, Harmattan, Paris, 2005, 488p

²⁷⁰ Souleymane Abdoulaye Adoum, « Tchad : des guerres interminables aux conséquences incalculables », *Guerres Mondiales et conflits contemporains*, 2012/4, n°258, pp 45-55

ont pour dénominateur commun la carence démocratique et l'arrivée au pouvoir du président Idriss Deby va calmer temporairement les tensions sans toutefois remédier à la situation.

En effet, le régime Deby s'est donné toutes les apparences d'un État démocratique à travers l'organisation d'une conférence nationale souveraine, l'adoption d'une nouvelle constitution en 1996 et la proclamation de la liberté d'expression et d'association. Toutefois, cet élan démocratique a été atténué par l'impunité, une justice à la solde du régime, une gestion clanique du pouvoir et des biens publics. Au sein du pouvoir, le président Deby règne par l'intimidation et le népotisme²⁷¹. On retrouve les proches du clan Deby à la tête des directions administratives de la fonction publique et même dans le secteur privé²⁷². Pour conforter son pouvoir, il procède à des révisions constitutionnelles opportunistes en 1996, en 2005 et en 2015. La révision constitutionnelle de 2015 a par exemple donné lieu à des violences politiques²⁷³. En 2017, un rapport de Transparency International fait observer une dégradation des droits de l'Homme suite à la réélection contestée du Président Deby en 2016²⁷⁴. Les nombreuses arrestations arbitraires et tortures sont décriées, les opposants, syndicalistes et les journalistes sont visés. La répression se durcit : en mars 2021, Maxvelt Yogangnan Loalngna, président de la League Tchadienne des Droits de l'Homme (LTDH) et Mahamat Nour ancien Secrétaire Général de la Convention Tchadienne pour la défense des droits de l'Homme sont arrêtés de manière arbitraire²⁷⁵.

Par ailleurs les problèmes liés à la bonne gouvernance et au respect des droits de l'Homme ont engendré une récurrence des crises politiques et militaires, ainsi que des conflits intervenus dont la multiplication des rebellions armées en constituent les stigmates. D'ailleurs en 2014, le Conseil de Paix et de sécurité (CPS) de l'Union Africaine notait que les changements inconstitutionnels des gouvernements et les soulèvements populaires au Tchad sont tributaires de la mal gouvernance ambiante. Les signes du malaise social sont visibles : 60% des tchadiens vivent en dessous du seuil de pauvreté ; le pays est classé dans le top 10 des pays les plus

²⁷¹ Ibid.

²⁷² Rapport Transparency International 2019 sur le Tchad

²⁷³²⁷²²⁷³ Henri Lucie Nombi, « Tchad : révision d'un certain nombre de dispositions de la constitution », www.journaldutchad.com, consulté le 21 juin 2021

²⁷⁴ Amnesty International rapport 2017 sur le Tchad

²⁷⁵ De Voafrique.com consulté le 22 juin 2021

corrompus du monde ; le taux d'analphabétisme est élevé à 86% chez les femmes contre 69% chez les hommes²⁷⁶. Les accords de paix successifs restés lettre morte ont accentué la perception et la conviction de certains acteurs politiques et de certaines franges de la population que l'accession au pouvoir ne pourrait se faire qu'au moyen des armes. A l'instar des autres démocraties africaines, le Tchad a donné une image d'un État fort, pourtant fragile de par son déficit démocratique et sa faiblesse institutionnelle. Les élections semblent être un outil discursif pour satisfaire les injonctions du dehors et renforcer l'emprise subtile du pouvoir exclusif par la manipulation des codes électoraux²⁷⁷. On ne peut aspirer à la quête de puissance fut-elle militaire si les facteurs de stabilité interne ne sont pas réunis. Barack Obama le rappelait à suffisance lorsqu'il déclarait que « *L'Afrique a besoin des institutions fortes et non des Hommes fort*²⁷⁸ », car la stabilité d'un État ne peut reposer sur un individu aussi puissant soit-il. Le scénario de la disparition du président Deby et les conséquences qui en découlent n'en constituent que les illustrations les plus abouties. La répression systématique de l'opposition couplée à une profonde misère sociale ont suscité une rébellion qui n'est ni terroriste, ni djihadiste mais juste une bande armée des jeunes qui expriment leur mal être. Le Tchad semble aujourd'hui plus divisé et affaibli que jamais car ayant bâti toute sa politique interne et extérieure autour d'un « Homme fort » dont la surdité politique a entraîné la déchéance du régime.

B- ABSENCE DE COHESION NATIONALE ET INSTABILITE : DES FREINS A LA CONSTRUCTION ET A LA PROJECTION DE LA PUISSANCE TCHADIENNE

La notion de cohésion sociale est utilisée pour attirer l'attention sur la dégradation de l'édifice d'un modèle de société²⁷⁹. C'est la menace d'une crise sociale qui avait amené Émile Durkheim en son temps à forger le terme de cohésion sociale²⁸⁰. La définir comme l'égalité des conditions ou des revenus est utopique. La cohésion sociale est un degré réduit et

²⁷⁶ Tchad.com, les 10 caractéristiques qui font du Tchad un pays de mauvaise gouvernance.

²⁷⁷ Ladiba Gondeu, Notes sociologique sur le Tchad. « La dynamique de l'intégration nationale : dépasser la conflictualité ethnique d'un État entre parenthèse », *Sahel Research Group*, n°006, 2013, pp 1-80

²⁷⁸ Extrait du discours de Barack Obama le 11 juillet 2009 au Ghana, *Le Monde Afrique*, lemonde.fr, consulté le 21 juillet 2021

²⁷⁹ Cyprien Avenel, « La 'cohésion sociale' de quoi parle-t-on ? Clarifier le concept pour consolider un nouveau modèle d'action », *L'année de l'action sociale, 2015 : objectif autonomie (2014)*, pp 119-136

²⁸⁰ Pierre Boisard, *La cohésion sociale*, CNRS, 2007, dossier n°3 du CERC, 97p

donc acceptable d'inégalité, une intensité des liens sociaux et la force d'un sentiment d'appartenance à une communauté²⁸¹. Ainsi, une société cohésive est une société qui minimise les inégalités et qui maximise le capital social et l'appartenance à une société.

Dans le cadre national, l'existence d'une cohésion sociale nourrit en outre le sentiment d'appartenance collective qui se délite lorsque les inégalités sont perçues comme intolérables c'est-à-dire dépassant un certain seuil²⁸². Elle englobe la justice sociale, la satisfaction des besoins de base, le principe du mérite et le souci d'une inégalité interindividuelle²⁸³.

La stabilité quant à elle est envisagée comme élément fondateur des régimes démocratiques et de bonne gestion économique dans les pays africains. Sans cette stabilité, il est très difficile de parvenir à la paix et au développement²⁸⁴. Elle renvoie à un État moderne, un État où le droit est au quotidien une réalité et où l'accès au pouvoir est subordonné au respect de la sincérité des scrutins et l'économie libérale de règle²⁸⁵. La stabilité suppose la solidité des institutions politiques mais également sa capacité à apporter des solutions politiques démocratiques aux problèmes de société²⁸⁶.

La réalité politique au Tchad s'est construite d'une logique plus individualiste que communautaire. Le monopole des initiatives politiques est exclusivement détenu par les élites hégémoniques et la masse populaire maintenue dans l'ignorance et l'analphabétisme est tenue à l'écart des jeux et enjeux politiques²⁸⁷. Les leaders politiques Tchadiens ont agi suivant le registre de manipulation des identités, de corruption, de renforcement du pouvoir exclusif et répressif, de l'émiettement des autres sphères de pouvoir (législatif et judiciaire)²⁸⁸. Le Népotisme, le clanisme, le tribalisme, le passe-droit, la concussion sont des modes de dévolution du pouvoir. L'affaiblissement des institutions (administration, armée et justice)

²⁸¹ Ibid

²⁸² Coraline Guibert Lafaye, Annick Kieffer, « Interprétation de la cohésion sociale et perception du rôle des institutions de l'État social », Année *sociologique* 2012/1, vol 62, pp 195-241

²⁸³ Ibid.

²⁸⁴ Alain Fogué Tedom, *Enjeux géostratégiques et conflits politiques en Afrique noire*, op.cit, p 87

²⁸⁵ Ibid, p 85

²⁸⁶ Pour les leaders africains, la stabilité politique se confond à la capacité du régime en place de contrôler l'espace politique national ainsi que toute la société civile. Cette vision récuse la justice, l'alternance politique démocratique, le dénie d'avoir des idées opposées à ce régime.

²⁸⁷ Ladiba Gondeu, op.cit

²⁸⁸ Ibid.

renforce le pouvoir du monarque républicain. Ceux qui ont le pouvoir ont le droit à tout et sur tout. Ils constituent les intouchables et sont au-dessus des lois. Dans cet espace, les conflits internes sont interminables le plus souvent ils sont causés par une dynamique culturelle et identitaire synthétisée par le Nord musulman contre le Sud chrétien²⁸⁹. Cet éternel conflit qui oppose les populations du Nord composés des pasteurs nomades, musulmans aux vieilles traditions guerrières à celles du Sud formées d'agriculteurs sédentaires, non islamisés sans culture militaire subissant les razzias des premières et contraintes à leur payer un tribut²⁹⁰. Cet antagonisme Nord/Sud est à l'origine des violences actuelles.

Le président Deby comme ses prédécesseurs semblait être sourd aux mécontentements des populations et les revendications de la société civile. Sa gestion du pouvoir laisse a suscité la montée des rebellions. De par sa culture militaire il a orienté la politique extérieure du Tchad vers la quête du prestige international tout en négligeant les facteurs internes sur lesquels une puissance se construit.

II- LES LOGIQUES OFFENSIVES DE LA PUISSANCE QUERELLEE DU TCHAD

Les politiques de puissance incitent les États à rechercher leur influence et non leur survie. Ainsi, les États vont sur la scène internationale pour maximiser leur puissance. Cette conception du réalisme offensif n'échappe pas au président Deby. Conscient de ses faiblesses internes, et surtout dans un environnement où la politique étrangère n'est pas clairement institutionnalisée la politique extérieure du président Deby va s'identifier à ses ambitions personnelles, à la quête du prestige du pays dont il a la gestion. Dès 2010, il va mettre en place une politique étrangère d'opportunité et des profits, reprenant la conception de Raymond Aron selon laquelle le soldat et le diplomate sont les agents de réalisation de toute quête de puissance. La quête d'influence du Tchad semble s'articuler autour de sa projection militaire (A) et son rayonnement diplomatique (B)

²⁸⁹ René le Marchand, « Où va le Tchad ? », *Afrique contemporaine* 2005/3, n°215, pp 117 à 128

²⁹⁰ Claude Ardili, « Les violences ordinaires ont une histoire : le cas du Tchad », *Politique africaine*, 2003/3, n°91, pp 51-67

A- OFFENSIVE MILITAIRE ET REVENDICATION DU STATUT DE PUISSANCE REGIONALE

Souvent présenté comme un peuple de guerriers, le président Deby avait pour objectif de transformer cette faiblesse en source de puissance. Il s'engage à convertir les différentes bandes armées en une véritable armée républicaine au service du rayonnement international du Tchad. Cependant, l'analyse sécuritaire du Tchad ne saurait se faire sans évoquer son contexte géographique qui dans une certaine mesure va influencer sa politique extérieure.

Pays charnière situé au carrefour sahélo-soudanien, il apparaît comme un espace « transitoire » entre l'Afrique noire et le monde Arabe²⁹¹. Par ailleurs il est aussi à la charnière de plusieurs complexes régionaux de sécurité : le foyer de la crise libyenne dans sa frontière nord, la bande sahélo-soudanienne à l'Ouest, le Soudan à l'Est la RCA au Sud ainsi que la Zone contiguë avec le Nigeria et le Nord Cameroun épicer de l'action de Boko-Haram²⁹². Cette position stratégique est renforcée par l'absence d'un leader capable de conduire une région certes riche en ressources naturelles mais traversée par des profondes tensions politiques notamment la République Démocratique du Congo, la Centrafrique, le Cameroun, le Burundi²⁹³. Ainsi, la lutte contre le terrorisme dans la zone Sahel permettra au Tchad de troquer l'image d'un pays pauvre, enclavé et instable contre l'image d'une puissante régionale montante.

En 2013, il va fournir un contingent de 2000 soldats en appui aux forces françaises de l'opération « *Serval* » lesquelles avaient pour mission de stopper l'offensive djihadiste dans le Nord du Mali²⁹⁴. Le Tchad entend désormais jouer le rôle majeur dans la lutte anti-djihadiste et devenir indispensable à l'occasion. En 2014, N'Djamena est devenue le quartier général de l'opération Barkhane, l'armée tchadienne est désormais considérée comme la plus aguerrie du G-5 sahel avec 1200 soldats aux confins du Mali, du Niger et du Burkina Faso²⁹⁵. Le 17 janvier

²⁹¹ Amandine Gnanguenan, *Le Tchad dans son environnement régional : entre jeux d'alliance politiques et coalition militaires ad hoc*, Fondation Friedrich Ebert Stiftung, 2021, 31p

²⁹² Ibid.

²⁹³ Lire Embiedé Eballa Marguerite Chantal, « Le projet Géopolitique du Cameroun e la problématique de l'intégration régionale en Afrique centrale. Reconfiguration hégémonique et repositionnement de la CEEAC dans la course au leadership continental », Thèse soutenue en vue de l'obtention du Doctorat PhD en science politique à l'Université de Yaoundé II, 450p

²⁹⁴ Géraud Magrin, « Les ressorts de l'intervention militaires tchadienne », 2013, Echogéo, (en ligne) <https://doi.org/104000/echogeo>

²⁹⁵ Granvaud Raphael, « Chroniques d'un naufrage annoncé », *Billets d'Afrique*, juin 2017, n°268, p 5-6

2014, président Deby va répondre à l'appel à la solidarité lancé par son Homologue Paul Biya au sujet des exactions commises pour la première fois sur le territoire camerounais en envoyant 800 soldats combattre la secte islamique Boko Haram dans son bastion au Niger et Nigeria²⁹⁶. Nul doute que cette conjoncture sécuritaire lui donne l'opportunité de s'affirmer comme l'« hégémon stabilisateur » sous-régional. La domination militaire tchadienne s'est une fois de plus manifestée dans le conflit centrafricain de 2013, où le Tchad a joué un rôle majeur dans la sécurisation de la Centrafrique. Il est évident pour ses interlocuteurs, notamment pour la France le Tchad est devenu le gendarme régional et le président Deby est le rempart de la lutte anti-terroriste, un partenaire efficace sur qui les États africains et la France peuvent compter. Considéré par d'aucun comme une « Prusse » africaine, une armée forte même si celle-ci n'occupe que le 14^e rang des armées africaines et 87^e rang des armées mondiales²⁹⁷.

Les alliances avec les partenaires étrangers sont bénéfiques au Président Deby qui jouit de la protection française²⁹⁸. Il a échappé plusieurs fois à des tentatives de coup d'État, déjoué à chaque fois grâce au soutien de la France.²⁹⁹

B- LA DIPLOMATIE VOLONTARISTE DU PRESIDENT DEBY

L'autre levier de la politique d'influence tchadienne est la diplomatie volontariste. Celle-ci a permis au Tchad de se positionner comme un indispensable interlocuteur dans les enceintes régionales³⁰⁰. En effet, la fin de la crise du Darfour en 2010, offre à ce pays la possibilité de devenir internationalement audible. Son rapprochement avec le Soudan fait de lui un acteur de poids au sein de l'Union Africaine. Cette diplomatie volontariste est bénéfique pour le pays avec les nominations aux postes prestigieux de certaines organisations internationales³⁰¹: l'année 2017 constitue l'un des gains diplomatiques les plus significatifs de l'engagement du Tchad dans la lutte contre le terrorisme, avec la nomination de l'ancien ministre des affaires étrangères, Moussa Fakir à la présidence de la Commission de l'Union Africaine. Cette victoire diplomatique est en grande partie l'œuvre du président tchadien qui s'était personnellement

²⁹⁶ Embiede Eballa Marguerite Chantal, op.cit, pp 135-136

²⁹⁷ <https://www.agenceecofin.com>, consulté le 21 juillet 2021

²⁹⁸ Delphine Lecoutre, « Le Tchad puissance de circonstance ? », *Monde Diplomatique*, juin 2016, P11

²⁹⁹ Ibid.

³⁰⁰ Amandine Gnanguéan, opcit

³⁰¹ Ibid. p 11

engagé à défendre son candidat auprès des chefs d'État membres de l'Union Africaine. En 2013, Ahmad Allan ancien ministre des Affaires Étrangères est nommé au poste de Secrétaire Général de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC). 2015, Mahamt Saleh Annadif, ancien ministre des affaires étrangères est nommé Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour le Mali et chef de la MINUSMA. En 2014-2015, le pays siège en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies. En 2020, Mangaral Banté a été nommé au poste de Commissaire aux affaires politiques, paix et sécurité de la CEEAC. Dans la même année, Hissein Brahim Taha est promu au poste de Secrétaire Général de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI).

Incontestablement l'offensive militaire s'est doublée d'une offensive diplomatique. Cette stratégie visait à investir les enceintes internationales afin de peser sur les processus de prise de décision et se positionner diplomatiquement pour faire entendre sa voix et celle de son pays dans le concert des nations.

CONCLUSION

Au terme de cette étude, il ressort que le Tchad durant le règne du président Idriss Deby a construit l'image d'une puissance s'appuyant uniquement sur des leviers militaires et diplomatiques. Toutefois, en capitalisant sur l'intérêt militaire international et les alliances, le président Deby a ignoré les vulnérabilités sociopolitiques, religieuses et économiques du pays dont il avait la gestion. La négligence des besoins vitaux de la majorité, l'oppression systématique de l'opposition, les carences démocratiques l'absence de cohésion sociale sont autant de faiblesse qui remettent en question la « puissance tchadienne ». Tous ces éléments sont nécessaires dans une quête de puissance. La politique interne conditionne la politique internationale. La quête d'influence doit s'adosser sur des leviers politiques internes solides la stabilité, la cohésion sociale et la démocratie sans lesquelles aucune émancipation politique et stratégique n'est possible.

BIBLIOGRAPHIE

- Souleymane Abdoulaye Adam**, « Tchad : des guerres interminables aux conséquences interminables », *Guerres Mondiales et conflits contemporains*, 2012/4, n°248, pp 45-55
- Ladiba Gondu**, « La dynamique d'intégration nationale : dépasser la conflictualité ethnique d'un État entre parenthèse », *Sahel Research Group*, n°006, 2013, pp 1-80
- René Lemarchand**, « Où va le Tchad ? », *Afrique contemporaine*, 2005/3, n°215, pp 117-128
- Arnaud Blin**, *Géopolitique de la paix*, Charles Léopold Mayer Edition, 2001, 234p
- Jonathan Martineau et Frederick Guillaume Dufour**, « Théorie de la paix démocratique », *Relations internationales, théories et concepts, Outremont*, Athéna, 2008, pp 308-314.
- Olivier Bertrand**, Jacques Guillaumou, « La politique en usage, XIVème-XIXème siècle », *Langue et société*, 2005/3, n°113, pp 7-9
- Olivier Bertrand**, « Le vocabulaire politique au XIVE et XVe siècle, constitution d'un lexique ou émergence d'une science ? », *Langue et société*, 2005/3, n°113, pp 11-32
- Frederico Tarragoni**, « L'émancipation dans la pensée sociologique : un point aveugle ? », *Revue du Mauss*, 2016/2, n°48, pp 117-134
- Alain vas**, *Les fondements de la stratégie*, Paris, Dunod, 2017, 22p
- Cyprien Avenel**, « La cohésion sociale : de quoi parle-t-on ? Clarifier les concepts pour consolider un nouveau modèle d'action », *L'année de l'action sociale*, 2015, Objectif autonomie (2014), pp 119-136
- Pierre Boisard**, *La cohésion sociale* CNRS, 2007, Dossier n° 3 du CERC, 97p
- Caroline Guibet Lafaye et Annick Kieffer**, « Interprétation de la cohésion sociale et perception du rôle des institutions de l'État social », *Année sociologique*, 2012/1, vol 62, pp 195-214
- Claude Ardili**, « Les violences ordinaires ont une histoire : le cas du Tchad », *Politique africaine*, 2003/3, n°91, pp 51-67
- Philippe Riutort**, « Les sociologues constructivistes. De la double dimension du social », *Précis de sociologie*, 2014, pp 221-262
- Corentin Brustlein**, « Innovation militaire, équilibre de l'offensive et de la défensive et redistribution de la puissance », *Les champs de mars* 2005/1, pp 187-211



Géostratégie de la démocratie au Tchad : entre alliance hégémonique des forces anti-démocratiques et défis d'émancipation politique et stratégique (1990-2021)

OUMAROU WALI

Doctorant en Science politique, Université de Maroua. Chercheur au Centre africain d'études stratégiques pour la promotion de la paix et du développement (CAPED).

RESUME :

L'insoutenable pauvreté dans laquelle est plongée une partie importante de la population tchadienne et le renoncement de ce pays à la puissance sont la conséquence de l'institutionnalisation des violences politiques qui, depuis l'accession du pays à l'indépendance ont été érigées en mode de gouvernance. La collusion des responsables politiques tchadiens avec la France et l'alliance hégémonique des forces anti-démocratiques constituent les causes les plus structurantes du bégaïement de la démocratie, de la démocratisation de la violence et de la marginalisation du Tchad sur l'échiquier international. Pour conjurer ces divers maux qui entravent son développement et le maintien captif du jeu de puissance international, il est plus que jamais urgent de procéder à une véritable exorcisation des forces conservatrices et un arrimage irréversible à la compétition de puissance qui structure la marche du monde.

Mots clés : Géostratégie, démocratie, Tchad, alliance hégémonique, forces anti-démocratiques, émancipation politique et stratégique.

ABSTRACT:

The intolerable poverty in which a large part of the Chadian population is immersed and the country's renunciation of power are the consequence of the institutionalisation of political violence which, since the country's accession to independence, has been established as a mode of governance. The collusion of Chadian politicians with France and the hegemonic alliance of anti-democratic forces are the most structural causes of the stuttering of democracy, the

democratisation of violence and the marginalisation of Chad on the international scene. To ward off these various ills that hinder its development and keep it captive in the international power game, it is more urgent than ever to proceed with a true exorcism of conservative forces and an irreversible anchoring to the power competition that structures the functioning of the world.

Key words: Geostrategy, democracy, Chad, hegemonic alliance, conservative forces, political and strategic emancipation.

INTRODUCTION:

Le confinement de la démocratie, le déconfinement³⁰² de la violence et la collusion avec les partenaires étrangers constituent les principales causes du sous-développement et de la marginalisation du Tchad sur la scène internationale. Depuis son accession à l'indépendance le 11 août 1960, la démocratisation des violences politiques, la gestion clanique et patrimoniale du pouvoir, l'alliance hégémonique des responsables politiques avec la France ont contribué à plonger ce pays dans une pauvreté abjecte et une instabilité chronique³⁰³. Aidé les forces spéciales françaises, l'arrivée au pouvoir du défunt président Idriss Déby Itno, à l'issue du renversement du régime d'Hissène Habré, le 01 décembre 1990, est un indicateur du profond et (incurable ?) déficit d'autonomie politique et stratégique des dirigeants tchadiens. Animés par un profond désir de gouvernance éternelle³⁰⁴, les divers responsables politiques tchadiens ont fait du pétrole une importante ressource géostratégique. En effet, en contrepartie de la garantie de leur assurance vie politique, de leur maintien au pouvoir³⁰⁵, le plus longtemps possible, ces derniers offrent un accès privilégié aux ressources pétrolières à leurs partenaires

³⁰² TCHETCHOUA TCHOKONTE (S), « La Cameroun à la croisée des chemins : entre confinement de la démocratie et déconfinement des violences politiques », journées d'études de l'unité de recherches politiques, stratégiques et sociales, Dschang, 17-18 décembre 2020.

³⁰³ RAMADJI (A), « L'opposition partisane dans le système politique tchadien 1993 – 2011 », Université de Bordeaux, thèse de doctorat en science Politique, 2015, 479P.

³⁰⁴ OWONA NGUINI (M-E) et MENTHONG (H-L), « Gouvernement perpétuel et démocratisation janusienne au Cameroun (1990-2018) », Politique africaine, N°150, P.P.97-114.

³⁰⁵ LE YOTHA NGARTEBAYE (E), « Le contentieux électoral et la consolidation démocratique en Afrique francophone. Trajectoire comparative du Bénin et du Tchad », Université Jean Moulin de Lyon 3, thèse de doctorat en Droit Public, 2014, P.311.

étrangers, singulièrement à la France. Les présidents François Tombalbaye et Hissène Habré l'ont appris à leur dépend. Aussi, l'arrimage irréversible à la démocratie et à la puissance pourrait-il permettre à ce pays de conjurer ces divers maux qui entravent son développement et l'éloigne de la compétition de puissance qui structure l'histoire des relations internationales post-guerre froide. Pour ce faire, le déconfinement de la démocratie, confinement de la violence et la collision avec ses divers partenaires étrangers constituent autant de recettes susceptibles d'aider ce pays à exorciser les nombreuses entraves à son développement et son rayonnement international.

I- ***Les manœuvres autoritaires du président Déby et la construction d'une gouvernance éternelle***³⁰⁶

La géostratégie de la démocratie³⁰⁷ sur le théâtre tchadien s'observe, entre autres, à travers la collusion des forces anti-démocratiques, locales et internationales qui, inscrites dans une logique de jeu à somme nulle, entravent les diverses initiatives en faveur d'une nécessaire institutionnalisation des principes, des pratiques et des valeurs démocratiques, en un véritable « mythe de Sisyphe ». De ce fait, les manœuvres autoritaires du défunt président Idriss Déby Itno sont soutenues par la France qui n'entend pas sacrifier ses intérêts stratégiques sur l'autel de la promotion de la démocratie, des droits de l'Homme et des libertés individuelles. Hérité d'une tradition jacobine, de « coups de force »³⁰⁸, le pouvoir du défunt président Idriss Déby Itno s'est rapidement mué en une machine inhibitrice des voix dissonantes, des libertés politiques et des droits de l'Homme. En effet, Hissène Habré, qui s'était montré hostile à l'injonction de la Baule, est chassé du pouvoir, avec la complicité des services spéciaux français, le 1er décembre 1990, par Idriss Déby, partisan circonstanciel d'une « démocratie

³⁰⁶ OWONA NGUINI (M-E) et MENTHONG (H-L), « Gouvernement perpétuel et démocratisation janusienne au Cameroun (1990-2018) », *Politique africaine*, N°150, P.P.97-114.

³⁰⁷ TCHETCHOUA TCHOKONTE (S), *Géostratégie de la démocratie et gouvernance des industries extractives en Afrique subsaharienne*, Paris, l'Harmattan, 2021, 252P.

³⁰⁸ AFP, « Idriss Déby, un combattant arrivé au pouvoir par les armes », 25 avril 2011, www.jeunafrique.com, consulté le 26 juillet 2021.

vraie, totale, une démocratie pluraliste »³⁰⁹. En effet, le 01 décembre 1990, à la tête du Mouvement Patriotique du Salut (MPS), Idriss Déby s'empare de Ndjamena, une capitale abandonnée par Hissène Habré dont les troupes ont été défaits par celles du MPS avec l'aide de la DGSE³¹⁰ française. Le refus de Hissène Habré³¹¹ à se plier aux recommandations démocratiques de la Baule constitue le socle du délitement de la relation qu'il entretenait avec la France. La volonté du président Habré³¹² d'exploiter le pétrole tchadien avec l'appui des Etats-Unis, dont il était un des principaux alliés dans la lutte contre le libyen Mouammar Kadhafi, constitue l'enjeu stratégique majeur de la détermination de Paris à le renverser. Paris qui considère le Tchad comme faisant partie de son pré-carré, n'aurait pu tolérer l'intrusion des Etats-Unis dans ce pays hautement stratégique, mieux la participation active de Washington à l'exploitation du pétrole tchadien³¹³. L'exploitation du pétrole tchadien par une puissance autre que la France serait d'ailleurs la raison de la chute du premier président tchadien François Tombalbaye³¹⁴. Conscient de ces enjeux politiques et stratégiques, Idriss Déby, soutenu par la Libye, le Burkina Faso et le Togo, s'engage à instaurer la démocratie et à préserver les intérêts de la France, une fois au pouvoir.

Après la chute du régime Habré, la France a offert un soutien controversé au président Déby dans la mise en œuvre des « institutions démocratiques », issues de la conférence nationale souveraine de 1993. L'histoire politique du Tchad des années 1990 et tout le processus de démocratisation qui s'en suivra, ne peuvent en effet être appréhendés avec justesse si l'on

³⁰⁹ MADJIASRA NAKO, « Le 01 décembre 1990, Idriss Déby prend le pouvoir au Tchad », 01 décembre 2020, www.rfi.fr, consulté le 26 juillet 2021.

³¹⁰ GUISNEL (J), « Comment la DGSE installa Idriss Déby Itno au pouvoir », 22 avril 2021, www.lepoint.fr, consulté le 26 juillet 2021.

³¹¹ ALBARET (M), « Acteurs et interdépendances dans l'affaire Hissène Habré », *Etudes internationales*, volume 39, issue 4, décembre 2008, P.P.563-585.

³¹² SEROUSSI (J), « L'internationalisation de la justice transitionnelle : l'affaire Hissène Habré », *Critique internationale*, N°30, 2006/1, P.P.83-101.

³¹³ MARCHAL (R), « Aux marges du monde, en Afrique centrale... », *Centre de recherches internationales de Sciences Po (CERI)*, 2009, P.P.1-50.

³¹⁴ KROSLAK (D), « Le gouvernement tchadien est tombé dans le piège pétrolier », 05 septembre 2009, www.crisisgroup.org, consulté le 26 juillet 2021.

occulte la Conférence nationale souveraine³¹⁵ tenue au premier trimestre de l'année 1993. Nonobstant toute critique qu'on peut en faire, une analyse politique judicieuse ne peut ignorer sa portée politique et historique significative dans cet État en sortie de crise. Non seulement, la CNS a permis l'éclosion des partis politiques sur la scène politique nationale, mais elle a davantage servi de fondement du nouvel ordre politique au Tchad. C'est à juste titre que la Constitution de mars 1996 l'a inscrite dans son préambule comme l'évènement essentiel qui a « *redonné confiance au peuple tchadien et permis l'avènement d'une ère nouvelle* »³¹⁶. Cependant, le processus démocratique enclenché au début des années 1990, n'a pas réussi à libérer l'État tchadien de la pesanteur des tares héritées de son histoire.

Bien au contraire, la transition démocratique est venue complexifier davantage les rapports de pouvoir d'État, un pouvoir patrimonial qui a développé des formes nouvelles d'allégeance dans sa logique de fonctionnement. Ses principes de gouvernance se veulent transparents et démocratiques, mais les pratiques de népotisme, de violence, de corruption, de tribalisme d'antan survivent et ont parfois tendance à s'intensifier. C'est dans ce contexte que la compréhension du pouvoir tchadien doit être inscrite, pour mieux en saisir les logiques souterraines.

II- *Les prises de positions discursives de la France³¹⁷ : les usages géostratégiques de la démocratie dans la préservation des intérêts stratégiques de Paris au Tchad*

Dès 1990, la France opère un changement de cap vis-à-vis de sa politique africaine³¹⁸, même si elle redoute la démocratisation du continent, synonyme de l'éveil de l'opinion publique africaine et de possibles remises en question de ses intérêts, elle participe tout de même, dans la mesure

³¹⁵ BUIJTENHUIJS (R), *La conférence nationale souveraine du Tchad. Un essai d'histoire immédiate*, Paris, Khartala, 1993, 216P.

³¹⁶ Ibid.

³¹⁷ TCHETCHOUA TCHOKONTE (S), « La déconstitutionnalisation du principe de limitation de mandats présidentiels en Afrique subsaharienne : alliance hégémonique contre la démocratie », *Dialectique des intelligences*, N°002, Second semestre 2016, Limitation des mandats présidentiels, modifications constitutionnelles et processus de démocratisation en Afrique subsaharienne, P.P.3-15.

³¹⁸ HUGON (P), « La politique économique de la France en Afrique. La fin des rentes coloniales ? », *Politique africaine*, 2007/1, (N° 105), p. 54.

de la préservation de ses intérêts, à la vulgarisation de la démocratie sur le continent. La XVIème conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique de juin 1990 à la Baule en France, offre au président Français François Mitterrand l'occasion de tenter d'apaiser le courroux de l'opinion publique africaine. Lors d'une conférence de presse, il adopte une posture progressiste en rupture avec l'archaïsme traditionnel de la politique africaine de la France, en déclarant à propos de l'aide à l'Afrique, « *C'est évident que cette aide traditionnelle, déjà ancienne, sera plus tiède en face des régimes qui se comporteraient de façon autoritaire, et qu'elle sera enthousiaste pour ceux qui franchiront ce pas avec courage et autant qu'il leur sera possible* »³¹⁹. Cette apparente prise de position en faveur de la démocratie ne constitue aucunement l'objectif visé par Paris. En effet, pour Alain Fogue Tedom « *l'absence de maturité politique et stratégique de l'opinion publique africaine aidant, celle-ci ne réalise pas la ruse, voire la supercherie politique du président français. Elle s'enthousiasme devant ce qu'elle interprète naïvement comme une subite adhésion de la France à leur soif de liberté. Ce qu'elle retient de la Baule c'est une prise de position claire du président Mitterrand sur l'universalité de la démocratie et surtout sur la nécessité pour les régimes autoritaires africains de s'en accommoder* »³²⁰.

Face à la rude concurrence à laquelle elle est désormais confrontée, la France oppose une rare détermination dans la défense et la protection de ses acquis. Sa contre-offensive, gage de la conservation de ses avantages économiques et stratégiques se résume pour Paris à donner l'impression d'être un modèle de rectitude en matière de gouvernance dans sa politique africaine. Aussi, s'approprie-t-il officiellement et de manière démonstrative la demande insistante des populations africaines pour plus de démocratie et de transparence dans la gestion des affaires publiques. Cependant, Paris donne concomitamment des gages aux régimes en place et notamment à ceux qui entretiennent des rapports difficiles avec des questions relatives à la démocratie et à la gouvernance³²¹. L'intérêt de tels gages est de ne pas se faire doubler

³¹⁹ FOGUE TEDOM (A), *Enjeux géostratégiques et conflits géopolitiques en Afrique noire*, Paris, l'Harmattan, Collection Défense, Relation Internationale, 2008, p 51.

³²⁰ Ibid.P.107.

³²¹ TCHETCHOUA TCHOKONTE (S), « La déconstitutionnalisation du principe de limitation de mandats présidentiels en Afrique subsaharienne : alliance hégémonique contre la démocratie », Op.cit.

auprès des régimes africains par Pékin qui, outre la non-reconnaissance de Taiwan, n'a aucune exigence vis-à-vis de ses partenaires africains sur ces questions. En clair, dans le souci de contenir les velléités politiques de ses concurrents américains³²² et chinois³²³, Paris porte la demande de l'opinion publique africaine, sans pour autant se risquer à s'aliéner les pouvoirs qui eux, sont prompts à jouer la Chine, dès lors que celle-ci tente d'être incisive sur les épineuses questions de démocratie, des droits de l'homme et de la gouvernance. Au-delà de son discours aux apparences progressistes sur la nécessaire institutionnalisation des principes et pratiques démocratiques en Afrique subsaharienne, la préservation des intérêts économiques et stratégiques, gage de sa survie économique et partant de sa compétitivité internationale, contraint Paris à adopter une posture à géométrie variable.

C'est donc sans surprises qu'en dépit des vives condamnations de la société civile et de l'opposition politique relatives aux nombreuses et incessantes pannes de la démocratie

³²² L'apparente détermination des Etats-Unis à contribuer à l'enracinement d'une culture démocratique en Afrique, a pour but de disqualifier la France et la Chine, de décrier son soutien aux régimes africains en indécence avec la communauté internationale au sujet des principes et pratiques démocratiques. L'appel à l'indigénisation ou à la tropicalisation de la démocratie fait en même temps que le soutien d'une position officielle favorable à la promotion de la démocratie démontre à suffisance la démarche instrumentale de Washington. En effet, afin de s'attirer un certain capital de sympathie au sein de la population africaine dès 1993, la diplomatie américaine feint d'adhérer à l'idée de la nécessité de démocratiser le continent. Cependant, les prises de position du président américain Bill CLINTON en faveur de la tropicalisation de la démocratie à ENTEBBE en OUGANDA, en 1998, apparaissent comme un coup fatal au processus démocratique laborieusement engagé sur le continent au début des années 1990. TCHETCHOUA TCHOKONTE (S), « La déconstitutionnalisation du principe de limitation de mandats présidentiels en Afrique subsaharienne : alliance hégémonique contre la démocratie », Ibid.

³²³ La neutralité et la non-ingérence dans les affaires intérieures de ses partenaires étrangers constituent en effet les principes cardinaux de la politique africaine de la Chine. Aussi, dans la mise en œuvre de sa nouvelle politique africaine, la Chine s'abstient, du moins officiellement, de se mêler des affaires dynamiques politiques locales, elle apporte un soutien bienveillant à ses partenaires africains aux prises avec les communautés nationale et internationale pour leurs prises de liberté avec la démocratie, les droits de l'Homme et les libertés individuelles. FOGUE TEDOM (A), « Le mythe de la marginalisation stratégique de l'Afrique : analyse de la dynamique américaine et chinoise autour du pétrole africain », in KAMTO (M) (Dir.) *L'Afrique dans un monde en mutation : dynamiques internes, marginalisation internationale ?* Paris, Afrédit, 2010, PP.255-291.

tchadienne, mieux de la confiscation³²⁴ du pouvoir par le défunt président Idriss Déby Itno, entouré par son cercle clanique³²⁵, la France a apporté, durant plusieurs décennies, un soutien bienveillant à ce régime³²⁶. En effet, si dans certains pays d'Afrique comme le Botswana, l'Ile Maurice, le Ghana ou le Kenya, la bonne gouvernance progresse, les pays d'Afrique centrale hésitent encore entre un chemin vertueux et la prolongation de leur « habitus » autoritaire. Sous, l'influence de la France, les pays d'Afrique centrale tangent dangereusement au bord du précipice. Ils hésitent entre une « monarchisation » de la République à l'œuvre et la chao engendré par une dictature qui n'a que trop duré comme au Tchad³²⁷. Durant une trentaine d'années, contre la volonté du peuple avec le soutien militaire de la France, Idriss Déby a régné sans partage sur un territoire aux potentialités économiques importantes. Les ressources pétrolières qui se sont ajoutées aux richesses agricoles n'ont servi qu'à enrichir Idriss Déby et son clan, à renflouer les comptes des paradis fiscaux, si ce n'est l'achat des consciences, la corruption et les interventions militaires extérieures sans mandat international³²⁸. Après l'élection présidentielle contestée de 2016, le régime s'est appuyé sur un parlement illégitime pour accoucher d'une nouvelle constitution. Un texte qui a instauré le « serment confessionnel »³²⁹ dans un pays laïc, consacré l'inéligibilité des jeunes de moins de 45 ans et réduit la liberté d'association. Le régime d'Idriss Déby n'a jamais rompu avec la violence, lui qui s'est illustré par les massacres les plus sauvages depuis septembre 1984.

Des exactions sur de nombreuses populations sur l'étendue du territoire ont fini de réinstaurer une chape de plomb, comme sous les régimes précédents, terminant l'œuvre de zombification du peuple à côté de la politique de division entretenue par le régime du Mouvement patriotique

³²⁴ MAGNANI (V) et VIRCOULON (T), « Vers un retour de l'autoritarisme en Afrique ? », *Politique étrangère*, N°2, 2019, Dossier/La démocratie en Afrique : tours et détours.

³²⁵ GLASER (A), « De la démocratie à la démocratie familiale en Afrique », *Pouvoirs*, 2019/2, N° 169, P.P.107-116.

³²⁶ VIRCOULON (T), « La démocratie post-conflit en Afrique centrale : les causes d'un échec », *Politique Etrangère*, 2019/2, pages 37-48.

³²⁷ YORAM LAOKOLE (A) et al, « La France continue de donner carte blanche au tchadien Idriss Déby Itno », 17 août 2020, www.lemonde.fr, consulté le 26 juillet 2021.

³²⁸ Ibid.

³²⁹ Ibid.

du salut (MPS). La rébellion politico-militaire a été la réponse des populations frustrées et humiliées. Les intrusions en 1997, 2006, 2008 et 2019 ont été repoussées avec l'appui des forces françaises³³⁰ installées au Tchad. Depuis février 2008, Ibni Oumar Mahamat Saleh, président du Parti pour les libertés et de la démocratie (PLD) est porté disparu et la lumière n'a pas été faite sur cette disparition. En dépit des dérives autoritaires d'Idriss Déby Itno et des prises de position opportunistes la France relatives à la nécessité de ce régime de s'arrimer à la gouvernance démocratique, Paris lui a apporté, durant son mandat, un soutien pluriel et multiforme initié depuis l'accession au pouvoir du défunt président Idriss Déby Itno en décembre 1990.

Le silence assourdissant de la France face aux dérives autoritaires du président Déby sont autant d'indices de l'incapacité de Paris à sacrifier ses intérêts pétroliers sur l'autel de la démocratie et des droits de l'Homme au Tchad. Croire à la volonté de Paris, au-delà des discours bienveillants et opportunistes, d'aider les autorités tchadiennes de s'arrimer à la démocratie serait faire preuve d'un angélisme coupable. En effet, depuis 2014, les errements démocratiques du président Déby sont susceptibles de faire basculer le pays vers le chaos. L'adoption le 30 avril 2018 d'une nouvelle constitution très controversée et l'entrée en chaos dans la « IVème République » accroissent considérablement le risque de voir chavirer le pays dans une spirale de la violence dont l'accession au pouvoir du président Déby et la conférence nationale souveraine ont du mal à exorciser. Bien plus, l'assassinat du président Idriss Déby Itno, en Avril 2021 n'a pas entravé la mainmise de Paris sur la gestion du pouvoir au Tchad. Le soutien bienveillance de la France à Mahamat Idriss Déby Itno, fils du défunt président, et la participation du président français Emmanuel Macron à sa cérémonie d'investiture constituent des indicateurs importants de la pérennisation de la domination de la France dans ce pays. Le Comité militaire de transition (CMT) bénéficie en effet du soutien quasi-inconditionnel de Paris³³¹. En effet, il n'aura pas fallu attendre longtemps pour dissiper le doute sur le soutien de la France et des pays du Sahel quant au processus mis en œuvre au Tchad après l'assassinat du président Idriss Déby Itno. A ses funérailles, la France a promis son soutien à la junte militaire

³³⁰ Ibid.

³³¹ AFP, « Tchad : le Comité militaire de transition sera soutenu par la France », 23 avril 2021, www.lepoint.fr, consulté le 26 juillet 2021.

dirigée par le fils du défunt président tchadien pour préserver la « stabilité »³³² de son allié dans la lutte contre les djihadistes au sahel.

CONCLUSION :

L'extraversion des responsables politiques, le confinement de la démocratie et le déconfinement³³³ de la violence constituent les principaux maux qui ; depuis l'accession du Tchad à l'indépendance, le 11 août 1960, ont plongé le pays dans une instabilité chronique et les populations dans une misère abjecte. La mort du président Idriss Déby Itno, le 20 avril 2021, dans des circonstances imprécises, est l'expression de la trajectoire politique et stratégique erratique empruntée par les dirigeants³³⁴ de ce pays. A la suite de ses prédécesseurs, le pétrole a permis au défunt président Idriss Déby de préserver son régime clanique, de prendre des libertés vis-à-vis de la démocratie, des libertés individuelles et des droits de l'Homme. Soutenu par la France depuis son accession au pouvoir le 01 décembre 1990, ce dernier a privilégié ses prétentions à une gouvernance éternelle, ses liens privilégiés avec la France, à la satisfaction des besoins d'une population qui vit dans une misère intolérable. Au-delà de ses prises de position discursives et opportunistes, la France n'est pas disposée à sacrifier ses intérêts pétroliers sur l'autel de la démocratie au Tchad. Qui pis est, la restauration autoritaire de l'ordre politique et sécurité initiée par le défunt président Idriss Déby Itno est perpétuée par son fils le général Mahamat Idriss Déby Itno qui trône, en violation des exigences démocratiques, à la tête du comité militaire de transition (CMT), ceci avec le soutien bienveillant de la France.

BIBLIOGRAPHIE :

- 1- AFP, « Idriss Déby, un combattant arrivé au pouvoir par les armes », 25 avril 2011, www.jeunafrique.com, consulté le 26 juillet 2021.

³³² Ibid.

³³³ TCHETCHOUA TCHOKONTE (S), « La Cameroun à la croisée des chemins : entre confinement de la démocratie et déconfinement des violences politiques », journées d'études de l'unité de recherches politiques, stratégiques et sociales, Dschang, 17-18 décembre 2020.

³³⁴ RAMADJI (A), « L'opposition partisane dans le système politique tchadien 1993 – 2011 », Université de Bordeaux, thèse de doctorat en science Politique, 2015, 479P.

- 2- AFP, « Tchad : le Comité militaire de transition sera soutenu par la France », 23 avril 2021, www.lepoint.fr, consulté le 26 juillet 2021.
- 3- ALBARET (M), « Acteurs et interdépendances dans l'affaire Hissène Habré », *Etudes internationales*, volume 39, issue 4, décembre 2008, P.P.563-585.
- 4- BUIJTENHUIJS (R), *La conférence nationale souveraine du Tchad. Un essai d'histoire immédiate*, Paris, Khartala, 1993, 216P.
- 5- FOGUE TEDOM (A), « Le mythe de la marginalisation stratégique de l'Afrique : analyse de la dynamique américaine et chinoise autour du pétrole africain », in KAMTO (M) (Dir.) *L'Afrique dans un monde en mutation : dynamiques internes, marginalisation internationale ?* Paris, Afrédit, 2010, PP.255-291.
- 6- FOGUE TEDOM (A), *Enjeux géostratégiques et conflits géopolitiques en Afrique noire*, Paris, l'Harmattan, Collection Défense, Relation Internationale, 2008, p 51.
- 7- GLASER (A), « De la démocratie à la démocrature familiale en Afrique », *Pouvoirs*, 2019/2, N° 169, P.P.107-116.
- 8- GUISEL (J), « Comment la DGSE installa Idriss Déby Itno au pouvoir », 22 avril 2021, www.lepoint.fr, consulté le 26 juillet 2021.
- 9- HUGON (P), « La politique économique de la France en Afrique. La fin des rentes coloniales ? », *Politique africaine*, 2007/1, (N° 105), p. 54.
- 10- KROSLAK (D), « Le gouvernement tchadien est tombé dans le piège pétrolier », 05 septembre 2009, www.crisisgroup.org, consulté le 26 juillet 2021.
- 11- LE YOTHA NGARTEBAYE (E), « Le contentieux électoral et la consolidation démocratique en Afrique francophone. Trajectoire comparative du Bénin et du Tchad », Université Jean Moulin de Lyon 3, thèse de doctorat en Droit Public, 2014, P.311.
- 12- MADJIASRA NAKO, « Le 01 décembre 1990, Idriss Déby prend le pouvoir au Tchad », 01 décembre 2020, www.rfi.fr, consulté le 26 juillet 2021.
- 13- MAGNANI (V) et VIRCOULON (T), « Vers un retour de l'autoritarisme en Afrique ? », *Politique étrangère*, N°2, 2019, Dossier/La démocratie en Afrique : tours et détours.
- 14- MARCHAL (R), « Aux marges du monde, en Afrique centrale... », *Centre de recherches internationales de Sciences Po (CERI)*, 2009, P.P.1-50.
- 15- OWONA NGUINI (M-E) et MENTHONG (H-L), « Gouvernement perpétuel et démocratisation janusienne au Cameroun (1990-2018) », *Politique africaine*, N°150, P.P.97-114.
- 16- RAMADJI (A), « L'opposition partisane dans le système politique tchadien 1993 – 2011 », Université de Bordeaux, thèse de doctorat en science Politique, 2015, 479P.
- 17- SEROUSSI (J), « L'internationalisation de la justice transitionnelle : l'affaire Hissène Habré », *Critique internationale*, N°30, 2006/1, P.P.83-101.

- 18- TCHETCHOUA TCHOKONTE (S), « La Cameroun à la croisée des chemins : entre confinement de la démocratie et déconfinement des violences politiques », journées d'études de l'unité de recherches politiques, stratégiques et sociales, Dschang, 17-18 décembre 2020.
- 19- TCHETCHOUA TCHOKONTE (S), « La déconstitutionnalisation du principe de limitation de mandats présidentiels en Afrique subsaharienne : alliance hégémonique contre la démocratie », *Dialectique des intelligences*, N°002, Second semestre 2016, Limitation des mandats présidentiels, modifications constitutionnelles et processus de démocratisation en Afrique subsaharienne, P.P.3-15.
- 20- TCHETCHOUA TCHOKONTE (S), *Géostratégie de la démocratie et gouvernance des industries extractives en Afrique subsaharienne*, Paris, l'Harmattan, 2021, 252P.
- 21- VIRCOULON (T), « La démocratie post-conflit en Afrique centrale : les causes d'un échec », *Politique Etrangère*, 2019/2, pages 37-48.
- 22- YORAM LAOKOLE (A) et al, « La France continue de donner carte blanche au tchadien Idriss Déby Itno », 17 août 2020, www.lemonde.fr, consulté le 26 juillet 2021.



La transition politique au Tchad après la disparition de Midi³³⁵

OUMAR ABDOU ABBAMI,

Doctorant en Science Politique,

Université de Maroua.

RESUME

Le sixième mandat du Maréchal Idriss Deby Itno à la tête de l'Etat tchadien a poussé l'opposition civile et militaire à agir, afin de l'empêcher de briguer ce mandat. Dès le début de la campagne électorale, cette opposition a décidé de perturber la tenue de l'élection présidentielle. Ainsi, le groupe rebelle FACT a lancé l'offensive militaire au mois de mai pour chasser le régime en place. Face à cette offensive, le président Deby a été tué. Après le désistement du président de l'Assemblée Nationale d'assumer les fonctions du président de la République. L'armée a mis en place un conseil militaire de transition dirigé par le fils du MIDI, le général Mahamat Deby Itno pour une période de 18 mois. Afin de combattre les groupes rebelles et préserver l'intégrité du territoire national. Cette mise en place du CMT a été rejetée par la majorité des tchadiens de l'intérieur et de l'extérieur. A cet effet, plusieurs manifestations de Wakit Tama ont été organisées à travers le pays pour dénoncer le coup d'Etat de l'armée et demander le retour rapide à l'ordre constitutionnel. Les partenaires de l'Etat tchadien, à l'instar de la France et de l'UA ont reconnu la mise en place du CMT. Ce dernier a dépêché en urgence un émissaire dans les régions CEEAC et CEDEAO pour solliciter les soutiens des chefs d'Etat membres. ainsi, le CMT a réussi à mettre en place un gouvernement de transition civile dirigé par un premier ministre de parti d'opposition, pour aboutir à un dialogue national inclusif et organiser de l'élection libre et transparent en 18 mois.

³³⁵ Cet article est issu d'une note d'analyse publiée à Thinking Africa en juin 2021

Mots clés : *Transition Politique, Disparition, Midi, Tchad*

INTRODUCTION

Le Tchad est devenu indépendant en 1960 comme tous les autres pays d'Afrique francophone. François Tombalbaye était le premier président³³⁶ de la république du Tchad avec un seul parti unique (PPT) sous un régime autoritaire n'autorisant le multipartisme au Tchad. En effet, cette instauration du parti unique avait provoqué la révolte de Mangalmé en octobre 1965 et la création du Frolinat³³⁷, premier groupe rebelle fut créé juste après quelques années de l'indépendance. Ce groupe rebelle a été maté par les troupes françaises dans le cadre de l'accord de défense³³⁸ signé entre le gouvernement tchadien et la France. Cette dernière s'appuie sur ledit accord de défense pour stationner ses troupes au Tchad. Elle intervient militairement dans les affaires intérieures du pays pour protéger ses intérêts. Au milieu des années 1990, Idriss Deby créait son groupe rebelle dénommé mouvement patriotique du salut (MPS) pour libérer les tchadiens de la dictature d'Hissein Habré. Les partenaires extérieurs (la communauté internationale, la France, la Libye et le soudan) ont soutenu Idriss Deby à prendre le pouvoir en décembre 1990. Dans son premier discours au peuple, le chef de la junte militaire (Deby) dit qu'il « n'a apporté ni or, ni argent, mais la liberté »³³⁹. Son arrivée au pouvoir avait été accueillie avec l'espoir par les populations tchadiennes et la communauté internationale. Plusieurs événements avaient alors été interprétés comme le signe d'une démocratie en bonne voie : l'organisation de la conférence nationale souveraine en 1993, la promulgation d'une charte nationale garantissant la liberté d'expression et le multipartisme en 1996, ainsi que l'adoption d'une nouvelle constitution en 1996. Mais, c'est à partir des années 2000 que le régime de Deby commença à verrouiller le champ politique pour mettre fin à l'espoir

³³⁶ Antoine BANGUI-ROMBAYE, *Tchad : élection sous contrôle*, l'harmattan, collection étude africaine, 1999, p.17.

³³⁷ ABDELKERIM Marcelin, *les régimes politiques du Tchad 1960-1990 : esquisse d'une analyse juridico-politique*, Edilivre, 2015, p. 21.

³³⁸ Tchad, 45 ans de dictature et un pays au bord du chaos, la France est-elle mure pour accepter la démocratie au Tchad ? En mai 2004, l'association Survie (connue pour sa dénonciation du néocolonialisme français en Afrique) lançait sa campagne « les dictateurs amis de la France !? », dénonçant le soutien diplomatique, économique et militaire dont bénéficient certains despotes africains, dont le tchadien Idriss Deby.

³³⁹ Lire le premier discours d'Idriss Deby au peuple tchadien le 4 décembre 1990, il parlait de liberté offerte « je ne vous apporte ni or ni argent mais la liberté ».

démocratique menant à l'alternance politique au Tchad. D'où, l'on constate la militarisation de l'administration publique, la corruption, la fraude électorale et la Gouvernance clanique du pouvoir, en plus la privatisation des entreprises publiques par le clan zaghawa, l'ethnie du président Deby.

Depuis le 11 avril 2021, jour de l'élection présidentiel les groupes rebelles du front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT), ont lancé leur offensive contre les institutions de l'Etat à partir de leurs bases en Libye. L'armée s'est mobilisée sous le commandement du Maréchal du Tchad Idriss Deby Itno (MIDI). Ce dernier est mort suite à ses blessures au front le 20 Avril 2021. Les soldats ont alors désigné un nouveau chef suprême des armées, le General de corps d'armée Mahamat Idriss Deby Itno, pour diriger le combat et sécuriser les institutions de l'Etat. La prise de pouvoir par l'armée est décriée par beaucoup d'acteurs et institutions internationales qui appellent au retour de l'ordre constitutionnel. Ce dernier apparaît toutefois complexe en raison de non mise en place du SENAT, car la constitution tchadienne de 2021, prévoit qu'en cas d'absence majeure constatée, c'est le président du SENAT qui doit succéder au chef de l'Etat et organiser les élections en 45 jours et, en cas d'empêchement de celui-ci, son vice-président.

Mais le Tchad n'a pas mis en place le SENAT et les militaires ont demandé au Président de l'assemblée d'assumer ce rôle, ce qu'il a refusé à cause de la complexité de ce pays et de son armée, qui n'obéit qu'aux militaires. L'armée a alors désigné le fils du défunt président Mahamat Idriss Deby comme nouveau commandant en chef pour assumer le rôle de chef de l'Etat durant 18 mois après la dissolution de la constitution et la mise en place de la charte de transition. Cette prise de pouvoir par l'armée est soutenue par l'ancienne puissance coloniale qu'est la France, mais aussi par plusieurs amis et soutien du Tchad au nom de la stabilité et de lutte contre le terrorisme au Sahel. On constate, à ce propos, la présence de la majorité des présidents des pays du sahel et le président français ainsi que l'absence de presque tous les chefs d'Etat de l'Afrique centrale, à l'exception notable du président centrafricain.

I- ECHEC DES MANIFESTATIONS POUR LES RETOURS À L'ORDRE CONSTITUTIONNEL

L'opposition tchadienne est, dans son ensemble, silencieuse, en dehors d'un petit groupe de partis d'opposition et de certains leaders des organisations de la société civile qui s'insurgent contre le CMT et enregistrent de plus en plus d'échecs cuisant dans la capital Ndjama et d'autres villes du Sud et a Mongo au centre. La marche est organisée par un groupe d'opposition dénommée « WAKIT TAMMA » - le moment est venu en français, qui avaient appelé à manifester contre la prise de pouvoir par Mahamat Idriss Deby. Parce que la France soutient le régime Deby à rester perpétuellement au pouvoir en étranglant l'opposition, en supprimant la limitation de mandats présidentiels en 2005.

En 2018, l'instauration d'une nouvelle constitution (la 4^{ème} république) avec deux mandats de six ans non renouvelable a permis au régime Deby d'asseoir son hégémonie. Ce régime a fait assimiler l'Etat tchadien à un appareil répressif aux mains d'un clan qui le considère uniquement comme « un gisement de richesse sans maître »³⁴⁰. Le but final est de conserver et transmettre le pouvoir à un des fils du président Deby. C'est ainsi que le général Mahamat Deby Itno a pris le règne du pays après la mort de son père. La structure hiérarchique des forces de défense et de sécurité tchadiennes présente ainsi les traits d'un système sécuritaire à base familiale et clanique, proche au modèle équato-guinéen³⁴¹. Selon Nicolas Machiavel « un prince doit être un hypocrite démagogue incarnant en lui l'homme et la bête, il doit user des lois et de la force pour guider mais également pour conserver le pouvoir »³⁴² pour Machiavel, tous les moyens sont efficaces quand ils sont nécessaires.

³⁴⁰ Thierry Michalon, « les vrais blocages de l'Afrique », article inédit, septembre 2001.

³⁴¹ La Direction générale des services de sécurité des institutions de l'État (DGSSIE), est dirigée par le général Mahamat Idriss Déby Itno depuis avril 2014 ; la garde nationale et nomade du Tchad est placée sous l'autorité du général de corps d'armée Mahamat Saleh Brahim, oncle du chef de l'État ; le commandement de l'armée de terre est confié au général Oumar Déby Itno, fils du chef de l'État ; le décret n° 1168 du 12 janvier 2014 nomme le général Youssouf Mahamat Itno, neveu du chef de l'État, commandant des opérations au sein de la commission mixte Tchad-Soudan, chargée de sécuriser la frontière entre les deux pays. En République centrafricaine, les contingents tchadiens ont été conduits sous le commandement du général de corps d'armée Ousmane Bahar Itno, cousin germain du chef de l'État.

³⁴² Nicolas Machiavel, « le prince », 1532, 15 73.

La manifestation du 27 Avril 2021 a plongé beaucoup des manifestants dans la peur. De ce fait, seule une dizaine des personnes est sortie pour manifester. En réalité, la marche qui devait être pacifique et bénéficier de la protection de la police a été très rapidement réprimée, du fait de l'attitude des manifestants radicaux qui ont cassé les stations d'essence Total en représailles contre le soutien de la France à ce régime. Le premier ministre Pahimi Padacke Albert a présenté une liste de 40 membres du gouvernement de son gouvernement de transition. Rendu public le 02 Mai 2021, le décret N°06, porte nomination du gouvernement de transition³⁴³. Selon le dite document, les membres du gouvernement de transition sont nommé sur proposition du Premier ministre. Il faut noter que plusieurs membres du gouvernement de l'ancien président figurent parmi le gouvernement, ils sont donc reconduits à leurs postes dans cette nouvelle équipe gouvernementale. Ces autorités reconduites sont appelées à agir pour l'intérêt pour du pouvoir en place que au lieu d'agir dans l'intérêt du peuple tchadien. Selon Jacques Cheminade, « l'armée est la colonne vertébrale de la nation. Elle doit être une armée des citoyens, garante de l'intérêt supérieur de la république, c'est-à-dire de son indépendance, de ses libertés publiques et de son efficacité »³⁴⁴.

Les manifestations pour le retour de l'ordre constitutionnel ont échoué, car l'armée tchadienne est dirigée par les fils et neveux du président Deby. En outre, les chefs de zones interarmées, les commandants de légion de gendarmerie et les commissaires de la police sont à majorité les membres de l'ethnie (zaghawa) de l'ancien président. Selon Aristote si un homme seul au pouvoir est uniquement soucieux de son intérêt particulier, s'il est cruel et cupide, ce sera alors un régime de « tyrannie » (de tyrannos-le despote absolu)³⁴⁵. Parce que le tyran exerce un pouvoir personnel et il règne par la force et la terreur qu'il inspire à ses sujets. L'échec des manifestations repose sur le manque de communication entre les organisateurs et les populations. Dans les quartiers nord de la capitale à dominance musulmane, les jeunes ne se sentent pas concernés par les manifestations de wakit Tama. Parce qu'ils auraient cru à la promesse faite par le conseil militaire de transition (CMT) pour l'organisation d'une élection libre, transparente et démocratique. A cela s'ajoute également certains partis politiques qui sont

³⁴³ Lire le décret N° 0006/PCMT/ PMT/2021 du 02 mai 2021.

³⁴⁴ Jacques Chiminade, « une armée républicaine des citoyens contre les armées impériales de mercenaires », la France avec les yeux de futur, projet présidentiel, 2012.

³⁴⁵ Aristote, les traités de philosophie politique au 4^{ème} siècle avant notre ère.

entrés dans le gouvernement de transition, appellent leurs militants à ne pas répondre aux appels à manifestations de wakit Tama.

II- L'OFFENSIVE DIPLOMATIQUE DU CMT

Le chef du CMT a dépêché en urgence, son directeur de cabinet adjoint Abdelkerim Idriss Deby dans les pays d'Afrique central pour rencontrer les chefs d'Etat. Celui-ci a rencontré tour à tour les présidents Kgamé, Biya, Obyang, Sassou, Touadera, ..., pour transmettre le message du Président du CMT. Cette visite, première du genre dans ces pays depuis l'arrivée au pouvoir du CMT, montre la solidarité de ces pays avec le peuple tchadien. Rappelons que le Maréchal du Tchad avait renforcé ces relations avec tous les pays voisins et, plus encore, avec ceux d'Afrique centrale. C'est pourquoi beaucoup de diplomates africains et français ont des relations particulières avec le président Deby, ils le soutiennent également dans sa longévité au pouvoir. Après sa disparition, ces diplomates auraient décidé d'apporter leur soutien à son fils le général Mahamat Deby. Le président du CMT a fait son premier déplacement en dehors du pays au Niger le lundi 10 Mai 2021. C'était sa première visite chez Mohammad Bazoum qui a été désigné par ses pairs du G5 sahel médiateur dans la crise politique tchadienne après le décès du président Midi. Il a été accueilli à la descente de l'avion par le premier ministre du Niger Ouhoumoudou Mohamadou. Son tête-à-tête avec le président Bazoum a été chaleureux et il a pris la parole devant les médias pour la première fois. Après cette rencontre il a pris la direction de la base des soldats tchadiens aux trois frontières pour leur donner des consignes sur les respects d'engagements du pays et les respects des accords avec les partenaires.

Pour Roland Marchal, un certain nombre d'officiers français défendent une certaine conception des liens que Paris doit continuer à tisser avec le Tchad surtout resté au chevet du pouvoir de Deby³⁴⁶. Comme illustre le cas de Benoit Puga, le chef d'état-major particulier de Nicolas Sarkozy et François Hollande et au moins deux fois sauveur d'Idriss Deby. La France trouve souvent des astuces pour justifier ses ingérences dans les affaires intérieures tchadiennes en se référant au fameux accord de coopération militaire de 1976 signé entre les pays. C'est ainsi que la France soutient le CMT pour une transition pacifique, démocratique et inclusive. L'UA,

³⁴⁶ Richard Marchal, "petites et grandes controversées de la politique française et européenne au Tchad", CNRS science po Paris, avril 2015.

contrairement au précédent Malien, ne condamne pas le Tchad, mais préfère plutôt accompagner la junte. Parce que le président de la Commission africaine, Moussa Faki Mahamat, proche parent du pouvoir. La montée en puissance du djihadisme au sahel, l'Etat tchadien apparait comme partenaire incontournable des occidentaux dans la lutte contre le terrorisme. Cela a également permis au CMT d'avoir le soutien diplomatique de certains pays à travers le monde. Le chef de CMT Mahamat Deby a réitéré l'engagement de son pays de converser son contingent au sein de la force conjointe sahéenne notamment dans la zone des trois frontières³⁴⁷. Le CMT a mis en place une stratégie pour rassurer les partenaires de l'Etat tchadien et demander leurs soutiens pour la poursuite de la transition. Vu la présence militaire tchadienne dans le bassin du lac-Tchad et le Sahel, le chef de CMT est déterminé à poursuivre son offensive diplomatique tout en mettant aussi l'accent sur l'économie.

Les soutiens des occidentaux au régime de Deby ont pour but d'éradiquer le terrorisme islamiste au sahel, cette zone considérée comme un terreau fertile de l'islamisme radical, constitue une menace pour les pays occidentaux et leurs intérêts stratégiques en Afrique. C'est ainsi que ces partenaires veulent un gros soldat comme Idriss Deby pour combattre le terrorisme dans cette région excentrée. Il convient de souligner que la France voit d'un oeil complice et soutient tacitement la succession héréditaire du pouvoir au nom de la stabilité régionale³⁴⁸. Selon un analyste malien, la communauté internationale qui joue gros dans le Sahel ; n'a pas intérêt à voir un pays comme le Tchad, qui traverse une crise politique aussi grave, subir une instabilité institutionnelle. Au nom d'intérêts perçus comme communs dans le Sahel, la France accompagne la mise en place d'un régime militaire sur les cendres d'un autre qu'elle a soutenu pendant 31 ans.³⁴⁹ Ainsi la prise de pouvoir par le conseil militaire de transition dirigé par le fils de président Deby a été saluée par la communauté internationale. Mais cette prise de position de la communauté internationale a été vivement rejetée par de nombreux tchadiens.

³⁴⁷ Lire la jeune Afrique, Tchad comment les fils d'Idriss Deby tentent de rassurer les présidents influents ?? 10 mai 2021, www.jeuneafrique.com

³⁴⁸ Evelyne Taryam, « comprendre la transition au Tchad », Thinking Africa, mai 2021, P.3.

³⁴⁹ Lire le Rapport N°09 d'ISS Afrique sur "Tchad à la croisée des chemins", 04 mai 2021.

III- LA RECONNAISSANCE QUERELLEE DU CMT

Nous avons constaté la reconnaissance de ce régime immédiatement par la population et la majorité des acteurs sociaux-politiques. Malgré les contestations d'un petit groupe des organisations de la société civile et des partis politiques d'opposition. Sur le plan international nous avons vu la reconnaissance immédiate de la France et le soutien direct de l'union européenne. Même si la BAD a sanctionné, l'Union Africaine a fait des recommandations pour l'accompagnement du Tchad durant cette transition unique en son genre et très complexe. Enfin, le CMT a multiplié les consultations avec toutes les forces vives de la nation tchadienne pour la mise en place des institutions nouvelles. Les États-Unis ont appelé, le 21 avril, à une *"transition pacifique et démocratiques"* vers un gouvernement civil au Tchad, sans aller jusqu'à condamner la prise du pouvoir par la junte militaire. Une position dans laquelle l'Europe s'est également inscrite : *"La transition annoncée doit être limitée, se dérouler de manière pacifique, dans le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et permettre l'organisation de nouvelles élections inclusives"*.³⁵⁰ L'Union africaine semble dire qu'une transition constitutionnelle aurait plongé le Tchad dans plus d'insécurité.

La reconnaissance du CMT sur le plan international est axée sur les intérêts géopolitiques des partenaires stratégiques. Depuis l'exploitation de son pétrole en 2003, le Tchad est devenu une chasse croisée pour les grandes puissances. En effet, chacune de ces puissances cherche à renforcer ses relations diplomatico-économiques avec le pouvoir en place. Ainsi, le CMT fait montre des relations qui existent entre le Tchad et les partenaires stratégiques afin d'être reconnu sur le plan international. La protection des intérêts de différents partenaires au Tchad permet au Chef de CMT Mahamat Deby d'utiliser à son profit, en leur demandant plus de soutien à son pouvoir. Il est ici important de souligner la mention d'un lobby militaire français arc-bouté dans son soutien au Tchad et singulièrement à la personne d'Idriss Deby Itno est récurrente dans les analyses de la politique française vis-à-vis de N'Djamena³⁵¹. Lorsque le chaos

³⁵⁰ Malik Miktar, "Tchad : une transition militaire aux contours flous", 22 avril 2021, <https://information.tv5monde.com>

³⁵¹ Richard Marchal, « petites et grandes controversées de la politique française et européenne au Tchad », CNRS science po Paris, avril 2015.

sur le terrain favorise l'assouvissement de ses intérêts ou lorsqu'il y a peu de retombées, la communauté internationale brille par sa neutralité, son silence ou ses initiatives flatteuses.

Il faut reconnaître que l'UA demeure un symposium ouvert aux démocraties africaines, elle fait passer la légalité de transmission dynastique de politique. Telle est la reconnaissance du CMT par l'UA. En outre, tous les Etats membres de la CBLT, de la CEEAC et de la CEDEAO ont reconnu la mise en place du conseil militaire de transition dirigé par le fils du feu président Idriss Deby Itno. Les chefs d'Etat des pays membres de la CBLT réunis en session extraordinaire à Abuja le 25 mai 2021, ont pris de la durée de dix-huit mois de transition annoncée et exhorté le conseil militaire de transition à s'engager activement dans le processus de réconciliation nationale et le dialogue en impliquant l'ensemble des parties prenantes tchadiennes en vue de la tenue d'élections libres et équitables dans les meilleurs délais.³⁵² Toutefois, la reconnaissance et le soutien apportés par les partenaires internationaux au CMT ont été condamnés par la majorité des tchadiens en demandant le retour à l'ordre constitutionnel.

Les partenaires occidentaux soutiennent les dirigeants africains autocrates, parce que ces derniers délivrent sans condition préalable la licence d'exploitations des ressources naturelles aux entreprises extractives occidentales. C'est la raison pour laquelle, le CMT est soutenu par les partenaires internationaux pour obtenir facilement des licences d'exploitations des ressources naturelles. La situation sécuritaire qui prévaut dans le bassin du lac-Tchad et le Sahel a donné de l'avantage au CMT d'avoir les soutiens des partenaires sous-régionaux, régionaux et internationaux. De ce fait, le soutien de la CEEAC s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement du peuple tchadien pour contribuer à l'instauration d'un dialogue inclusif et d'aboutir à une élection apaisée. La reconnaissance assez rapide du CMT sur le plan international s'explique par la menace des différents groupes armés dans la zone sahélienne. Puisque le Tchad est considéré une digue contre la déstabilisation de la région. Face cette situation inquiétante, il y a eu la reconnaissance du CMT pour assurer la sécurité et la stabilité du Tchad.

³⁵² Lire le communiqué final du sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la Commission du Bassin du lac-Tchad, tenu le 25 mai 2021 à Abuja au Nigeria.

CONCLUSION :

La non mise en place du SENAT comme prévoit la constitution du 04 avril 2021 dite quatrième (4) République et le refus du président de l'Assemblée Nationale d'assumer les fonctions de président de la République au lendemain de la mort du Maréchal Idriss Deby Itno (MIDI). Les forces armées tchadiennes ont désigné le général de corps d'armée Mahamat Deby Itno pour conduire le conseil militaire de transition pendant dix-huit mois, en mettant en place une charte de transition. Cette mise en place du CMT est rejetée par l'opposition et la société civile. Ainsi, plusieurs manifestations ont été organisées à travers le pays, pour dénoncer ce coup d'Etat militaire, en demandant le retour à l'ordre constitutionnel. Mais ces manifestations ont échoué à cause de manque de communication entre les acteurs politiques. Le CMT a rapidement mis en place une stratégie diplomatique pour solliciter la reconnaissance et le soutien auprès des chefs d'Etat africains et des partenaires internationaux. C'est ainsi que le CMT a été reconnu par ceux-ci pour des raisons d'ordre sécuritaire, surtout la France et l'UA.

BIBLIOGRAPHIE :

Abdelkerim Marcelin, *les régimes politiques du Tchad 1960-1990 : esquisse d'une analyse juridico-politique*, Edilivre, 2015.

Albert Camus, *Discours de Suède*, 1957, pp 18-20.

Bangui-Rombaye Antoine, *Tchad : élection sous contrôle*, l'Harmattan, collection étude africaine, 1999.

Emmanuel Dupuy, *La stratégie américaine au sahel est-elle en train de transformer le Mali et Niger en nouveaux Afghanistan, atlantico*, 13 octobre 2017, p. 21.

Evelyne Taryam, « comprendre la transition au Tchad », *Thinking Africa*, mai 2021, P.3.

Jacques Chiminade, « une armée républicaine des citoyens contre les armées impériales de mercenaires », *la France avec les yeux de futur, projet présidentiel*, 2012.

Jean Bodin, *Les six livres de la République (1583)*, Paris, 1993, 203-206.

Malik Miktar, "Tchad : une transition militaire aux contours flous", 22 avril 2021.

Nicolas Machiavel, *Le prince*, traduit de l'italien et présenté par Marie GAILLE-NIKODIMOV, Paris, PUF, 2000. P. 56.

Pierre Pean, *Carnages les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Paris, Fayard, novembre 2010, p. 58.

Rapport du GRIP, n°19, sur le Tchad : *un hégémon aux pieds d'argile*, 18 mai 2015.

Rapport Afrique de GRIP n° 233, Tchad : entre ambitions et fragilités, 30 mars 2016

Rapport Afrique N°111, Tchad : vers le retour de la guerre ? 1^{er} juin 2006.

Rapport Afrique n° 144 d4 International Crisis Group, sur le Tchad : *un nouveau cadre de résolution du conflit*, 24 septembre 2008.

Rapport alternatif des organisations de la société civile tchadienne, les réformes institutionnelles au Tchad : entre ambitions partisane et unité nationale, octobre 2017.

Rapport de GRIP n° 28 sur le Tchad : *enjeux électoraux et risques politiques-clés à surveiller*, Note de l'observatoire, 30 mars 2016.

Rapport du comité de suivi de l'appel à la paix et à la réconciliation au Tchad « les partis politiques tchadiens, quelle démocratie, pour quelle paix » juillet 2010.

Rapport N°09 d'ISS Afrique sur "Tchad à la croisée des chemins", 04 mai 2021.

Richard Marchal, « Petites et grandes controversées de la politique française et européenne au Tchad », CNRS science po Paris, avril 2015, p. 32.

Thierry Michalon, « Les vrais blocages de l'Afrique », article inédit, septembre 2001